

uestarstrategies.com> wrote:

r. Is there any news to report

rday. We very much appreciated  
her. As Karen said, please think of  
ty way.

e President's visit and would be  
nough, the President's Chief of Staff

g the following government  
we can confirm them:

il 6, 7 and  
et the  
has any

hat I

come

**Hu  
n ter**

**Biden,  
Burisma, and  
Corruption:**

**The Impact on U.S.  
Government Policy and  
Related Concerns**

# **U.S. Senate Committee on Homeland Security and Governmental Affairs**

## **U.S. Senate Committee on Finance**

### **Majority Staff Report**

#### TABLE DES MATIÈRES

- I. RÉSUMÉ EXÉCUTIF
- II. INTRODUCTION
- III. LES CONFLITS D'INTÉRÊTS
- IV. LE BUREAU DU VICE-PRÉSIDENT ET LES FONCTIONNAIRES DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT ÉTAIENT AU COURANT MAIS ONT IGNORÉ LES PRÉOCCUPATIONS RELATIVES AU RÔLE DE HUNTER BIDEN AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BIRMANIE.
- V. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT JOHN KERRY A FAUSSEMENT PRÉTENDU QU'IL N'AVAIT CONNAISSANCE DU RÔLE DE HUNTER BIDEN AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BIRMANIE.
- VI. LES FONCTIONNAIRES DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT CONSIDÉRAIENT MYCOLA ZLOCHEVSKI COMME UN CORROMPU, "ODIEUX OLIGARQUE", MAIS ON A CONSEILLÉ AU VICE-PRÉSIDENT BIDEN DE NE PAS ACCUSER ZLOCHEVSKY DE CORRUPTION.
- VII. TANDIS QUE HUNTER BIDEN FAISAIT PARTIE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BIRMANIE, LA  
LE PROPRIÉTAIRE, ZLOCHEVSKY, AURAIT VERSÉ UN POT-DE-VIN DE 7 MILLIONS DE DOLLARS À  
LE BUREAU DU PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'UKRAINE POUR CLORE L'AFFAIRE.

- VIII. HUNTER BIDEN : UN PROTÉGÉ DES SERVICES SECRETS PENDANT SON SÉJOUR EN BIRMANIE.
- IX. DES FONCTIONNAIRES DE L'ADMINISTRATION OBAMA ET UN CABINET DE LOBBYING DÉMOCRATE ONT EU DES CONTACTS RÉGULIERS ET IMPORTANTS AVEC L'ANCIEN FONCTIONNAIRE UKRAINIEN ANDRII TELIZHENKO.
- X. LA MINORITÉ A FAUSSEMENT ACCUSÉ LES PRÉSIDENTS DE S'ÊTRE ENGAGÉS DANS UNE CAMPAGNE DE DÉSINFORMATION RUSSE ET A UTILISÉ D'AUTRES TACTIQUES POUR S'IMMISER DANS L'ENQUÊTE.
- XI. LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES DE HUNTER BIDEN ET DE SA FAMILLE AVEC DES RESSORTISSANTS UKRAINIENS, RUSSES, KAZAKHS ET CHINOIS SUSCITENT DES INQUIÉTUDES D'ORDRE CRIMINEL ET DES MENACES D'EXTORSION.
- XII. CONCLUSION

## **I. SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Fin 2013 et jusqu'en 2014, des manifestations de masse ont éclaté à Kiev, en Ukraine, pour réclamer l'intégration dans les économies occidentales et la fin de la corruption systémique qui sévissait dans le pays. Au moins 82 personnes ont été tuées lors de ces manifestations, qui ont culminé le 21 février lorsque le président ukrainien Viktor Ianoukovitch a abdiqué en fuyant le pays. Moins de deux mois plus tard, en l'espace de 28 jours seulement, des événements importants impliquant les Bidens se sont déroulés.

Le 16 avril 2014, le vice-président Biden a rencontré le partenaire commercial de son fils, Devon Archer, à la Maison Blanche. Cinq jours plus tard, le vice-président Biden s'est rendu en Ukraine, et il a été décrit peu après dans la presse comme le "visage public de la gestion de l'Ukraine par l'administration".

Le lendemain de sa visite, le 22 avril, Archer a rejoint le conseil d'administration de la Birmanie. Six jours plus tard, le 28 avril, des fonctionnaires britanniques ont saisi 23 millions de dollars sur les comptes bancaires londoniens du propriétaire de la Birmanie, Mykola Zlochevsky. Quatorze jours plus tard, le 12 mai, Hunter Biden a rejoint le conseil d'administration de la Birmanie, et au cours des années suivantes, Hunter Biden et Devon Archer ont reçu des millions de dollars d'un oligarque ukrainien corrompu pour leur participation au conseil.

Les manifestations de 2014 à Kiev ont été connues sous le nom de "Révolution de la dignité" - une révolution contre la corruption en Ukraine. À la suite de cette révolution, les personnalités politiques ukrainiennes ont cherché désespérément le soutien des États-Unis. Zlochevsky aurait fait en sorte que les responsables ukrainiens concernés soient bien informés de la nomination de Hunter au conseil d'administration de la Birmanie comme moyen de pression. La position de Hunter Biden au sein du conseil a créé un conflit d'intérêts potentiel immédiat qui s'est avéré problématique pour les responsables américains et ukrainiens et qui a affecté la mise en œuvre de la politique ukrainienne.

L'enquête des présidents sur les conflits d'intérêts potentiels a commencé en août 2019, avec la lettre du président Grassley au département du Trésor concernant les conflits d'intérêts potentiels par rapport à la politique de l'administration Obama relative à la transaction Henniges.<sup>1</sup> Sous l'administration Obama, le Comité sur les investissements étrangers aux États-Unis (CFIUS) a approuvé une transaction qui donnait le contrôle de Henniges, un fabricant américain de technologies antivibratoires à applications militaires, à une société d'aviation appartenant au gouvernement chinois et à une société d'investissement basée en Chine ayant des liens établis avec le gouvernement chinois. L'une des entreprises impliquées dans la transaction Henniges était un fonds d'investissement privé d'un milliard de dollars appelé Bohai Harvest RST (BHR). BHR a été créé en novembre 2013 par une fusion entre l'entreprise Bohai Capital, liée au gouvernement chinois, et une société nommée Rosemont Seneca Partners. Rosemont Seneca a été créée en 2009 par Hunter Biden, le fils de Joe Biden, alors vice-président, par Chris Heinz, le beau-fils de l'ancien secrétaire d'État John Kerry, et d'autres personnes.<sup>2</sup>

L'accès aux documents et aux témoignages pertinents a été constamment entravé par les enquêtes criminelles, les procédures de mise en accusation, COVID-19 et plusieurs cas de comportement obstructif. En conséquence, cette enquête a pris plus de temps qu'elle n'aurait dû. Les efforts des présidents ont toujours été motivés par notre conviction que le public a le droit d'être informé des actes répréhensibles et des conflits d'intérêts qui se produisent au sein du gouvernement, et en particulier des conflits provoqués par les actions des fonctionnaires gouvernementaux. Il s'agit d'une enquête de surveillance de bon gouvernement qui repose sur des documents et des témoignages d'agences et de fonctionnaires américains, et non d'une campagne de désinformation russe, comme l'ont faussement déclaré nos collègues démocrates.

Ce que les présidents ont découvert au cours de cette enquête, c'est que l'administration Obama savait que la position de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie était problématique et a interférer dans l'exécution efficace de la politique à l'égard de l'Ukraine. En outre, cette enquête a montré à quel point les responsables de l'administration Obama ont ignoré les signes d'alerte flagrants lorsque le fils du vice-président a rejoint le conseil d'administration d'une société appartenant à un oligarque ukrainien corrompu. Et, comme nous le verrons plus loin, Hunter Biden n'a pas été le seul à tirer profit de la vice-présidence de Joe Biden.

Ce rapport ne détaille pas seulement des exemples de transactions financières importantes et complexes impliquant les Bidens, il décrit également le dilemme auquel ont été confrontés d'autres fonctionnaires du gouvernement américain alors qu'ils tentaient de guider et de soutenir les efforts de lutte contre la corruption en Ukraine. Les comités continueront à évaluer les informations et les preuves au fur et à mesure qu'elles seront disponibles.

### **Principales conclusions**

---

<sup>1</sup>Communiqué de presse, le président Charles Grassley, S. Comm. on Fin, Grassley soulève des préoccupations concernant l'approbation par l'administration Obama de la vente conjointe de l'entreprise technologique américaine au gouvernement chinois et à l'entreprise d'investissement liée aux familles Biden, Kerry (15 août 2019), <https://www.finance.senate.gov/chairmans-news/grassley-raises-concerns-over-obama-admin-approval-of-us-tech-company-joint-sale-to-chinese-government-and-investment-firmed-to-biden-kerry-families>.

<sup>2</sup>Peter Schweizer, *Inside the Shady Private Equity Firm Run by Kerry and Biden's Kids*, NEW YORK POST (15 mars 2018), <https://nypost.com/2018/03/15/inside-the-shady-private-equity-firm-run-by-kerry-and-bidens-kids/>; Peter Schweizer, *The Troubling Reason Why Biden is so Soft on China*, NEW YORK POST (11 mai 2019), <https://nypost.com/2019/05/11/the-troubling-reason-why-biden-is-so-soft-on-china/>; Tom Llamas et al, *Biden Sidesteps Questions About His Son Son's Foreign Business Dealings but Promises Ethics Pledge*, ABC NEWS (20 juin 2019), <https://abcnews.go.com/Politics/biden-sidesteps-questions-sons-foreign-business-dealings-promises/story?id=63820806> (Affirmant que Hunter Biden était un associé gérant de Rosemont Seneca Partners.)

- Début 2015, l'ancien chef de mission adjoint par intérim de l'ambassade des États-Unis à Kiev, en Ukraine, George Kent, a fait part de ses inquiétudes aux responsables du bureau du vice-président Joe Biden concernant la perception d'un conflit d'intérêts en ce qui concerne le rôle de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie. Les préoccupations de Kent sont restées sans réponse et en septembre 2016, il a souligné dans un courriel adressé à ses collègues : **"En outre, la présence de Hunter Biden au conseil d'administration de la Birmanie était très gênante pour tous les responsables américains qui font avancer un programme de lutte contre la corruption en Ukraine"**.
- En octobre 2015, Amos Hochstein, haut responsable du Département d'État, a fait part de ses inquiétudes au vice-président Biden, ainsi qu'à Hunter Biden, selon lesquelles la position de ce dernier au sein du conseil d'administration de la Birmanie permettait aux Russes de mener des actions de désinformation et risquait de nuire aux États-Unis.  
en Ukraine.
- Bien que Kent ait estimé que le rôle de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie était gênant pour *tous les* responsables américains qui font avancer un programme de lutte contre la corruption en Ukraine, les comités n'ont connaissance que de deux personnes - Kent et l'ancien envoyé spécial américain et coordinateur des affaires énergétiques internationales Amos Hochstein - qui ont fait part de leurs inquiétudes au vice-président Joe Biden (Hochstein) ou à son personnel (Kent).
- La gêne pour les responsables de l'administration Obama s'est poursuivie bien après sa présidence . L'ancien secrétaire d'État John Kerry connaissait le rôle de Hunter Biden sur Le conseil d'administration de la Birmanie, mais lorsqu'on l'a interrogé à ce sujet lors d'une réunion publique à Nashua, N.H., le 8 décembre 2019, Kerry a déclaré à tort : "Je n'avais aucune connaissance de tout cela. Aucune. Non." La preuve du contraire est détaillée dans la section V.
- L'ancienne secrétaire d'État adjointe aux affaires européennes et eurasiennes, Victoria Nuland, a déclaré que le fait d'affronter les oligarques enverrait un message anticorruption en Ukraine. Kent a déclaré aux comités que Zlochevsky était un "odieux oligarque". Cependant, dans En décembre 2015, au lieu de suivre les objectifs américains de confrontation avec les oligarques, le personnel du vice-président Biden lui a conseillé d'éviter de commenter les propos de Zlochevsky et a recommandé qu'il dise : "Je ne vais pas me lancer dans la dénonciation de noms ou l'accusation de personnes".
- Hunter Biden faisait partie du conseil d'administration de la Birmanie (supposé être consultant en matière de gouvernance d'entreprise et de transparence) lorsque Zlochevsky aurait versé un pot-de-vin de 7 millions de dollars à des fonctionnaires du procureur général d'Ukraine, Vitaly Yarema, pour "clôre le dossier contre Zlochevsky". Kent a témoigné que ce pot-de-vin avait été versé en décembre 2014 (sept mois après que Hunter ait rejoint le conseil d'administration de la Birmanie), et, après en avoir pris connaissance, lui et le conseiller juridique résident ont rapporté cette allégation au FBI.
- Hunter Biden a été protégé par les services secrets américains du 29 janvier 2009 au 8 juillet 2014. Un jour avant son dernier voyage en tant que protégé, le Time a publié un article décrivant les efforts de lobbying accrus de la Birmanie auprès des fonctionnaires américains et l'implication de Hunter dans le conseil d'administration de la Birmanie. Avant de mettre fin à

sa mission de protection, Hunter Biden a bénéficié de la protection des services secrets lors de ses voyages à l'étranger, notamment à Moscou, Pékin, Doha, Paris, Séoul, Manille, Tokyo, Mexico, Milan, Florence, Shanghai, Genève, Londres, Dublin, Munich, Berlin, Bogota, Abu Dhabi, Nairobi, Hong Kong, Taipei, Buenos Aires, Copenhague, Johannesburg, Bruxelles, Madrid, Mumbai et au lac de Côme.

- Andrii Telizhenko, la personnification démocrate de la désinformation russe, a rencontré des responsables de l'administration Obama, dont Elisabeth Zentos, membre du Conseil national de sécurité, au moins 10 fois. Un cabinet de lobbying démocrate, Blue Star Strategies, a passé un contrat avec Telizhenko de 2016 à 2017 et a continué à lui demander son aide aussi récemment qu'à l'été 2019. Un récent article de presse a détaillé d'autres contacts importants entre Telizhenko et des responsables de l'administration Obama.
- En plus des plus de 4 millions de dollars versés par la Birmanie pour l'adhésion de Hunter Biden et d'Archer aux conseils d'administration, Hunter Biden, sa famille et Archer ont reçu des millions de dollars de ressortissants étrangers aux antécédents douteux.
- Archer a reçu 142 300 dollars de Kenges Rakishev du Kazakhstan, soi-disant pour une voiture. Le même jour, le vice-président Joe Biden a rencontré le premier ministre ukrainien Arseniy Yatsenyuk et s'est adressé aux législateurs ukrainiens à Kiev concernant les actions de la Russie en Crimée.
- Hunter Biden a reçu un virement bancaire de 3,5 millions de dollars d'Elena Baturina, l'épouse de l'ancien maire de Moscou.
- Hunter Biden a ouvert un compte en banque chez Gongwen Dong pour financer une série de dépenses de 100 000 dollars avec James Biden et Sara Biden.
- Hunter Biden avait des relations d'affaires avec Ye Jianming, Gongwen Dong et d'autres ressortissants chinois liés au gouvernement communiste et à l'Armée populaire de libération. Ces associations ont généré des millions de dollars de liquidités.
- Hunter Biden a payé des femmes non résidentes, ressortissantes de Russie ou d'autres pays d'Europe de l'Est, qui semblent être liées à un "réseau de prostitution ou de traite des êtres humains d'Europe de l'Est".

## II. INTRODUCTION

La commission sénatoriale de la sécurité intérieure et des affaires gouvernementales (HSGAC) et la commission sénatoriale des finances ont entrepris cette enquête sur les conflits d'intérêts potentiels et sur l'implication de la famille Biden dans des entreprises commerciales à l'étranger alors que Joe Biden était vice-président, suite aux allégations selon lesquelles la politique de l'administration Obama à l'égard de l'Ukraine aurait pu être affectée par la position de Hunter Biden au conseil d'administration de la Birmanie, et que des membres de la famille auraient indûment cherché à tirer profit de leur relation avec le vice-président.

La première lettre écrite concernant les conflits d'intérêts potentiels a été envoyée par le président Grassley le 14 août 2019, concernant la transaction Henniges.<sup>3</sup> Il s'agissait d'une transaction approuvée par le Comité de l'ère Obama sur les investissements étrangers aux États-Unis (CFIUS) qui donnait le contrôle de Henniges, un fabricant américain de technologies anti-vibration ayant des applications militaires, à une société d'aviation appartenant au gouvernement chinois et à une société d'investissement basée en Chine ayant des liens établis avec le gouvernement communiste chinois. L'une des sociétés impliquées dans la transaction Henniges était un fonds d'investissement privé d'un milliard de dollars appelé Bohai Harvest RST (BHR). BHR aurait été créé en novembre 2013 par une fusion entre le La société Bohai Capital, liée au gouvernement chinois, et une société américaine nommée Rosemont Seneca Partners. Rosemont Seneca Partners aurait été créée en 2009 par Hunter Biden, le fils de Joe Biden, alors vice-président, par Chris Heinz, le beau-fils de l'ancien secrétaire d'État John Kerry, et par d'autres personnes.

L'implication directe de Hunter Biden et Heinz dans l'acquisition de Henniges par le gouvernement chinois crée un conflit d'intérêts potentiel. Tous deux sont directement liés à de hauts fonctionnaires de l'administration Obama. Le Département d'État, alors sous la direction de M. Kerry, est également membre du CFIUS et a joué un rôle direct dans la décision d'approuver la transaction de Henniges. L'apparition d'un conflit d'intérêts potentiel dans cette affaire était particulièrement troublante compte tenu des antécédents de Hunter Biden en matière d'investissement et de collaboration avec des entreprises chinoises, dont au moins une qui pose clairement des problèmes de sécurité nationale importants. Ce passé avec la Chine précède et suit la transaction Henniges de 2015. Ce rapport examinera plus en détail les sociétés de Hunter Biden et de Devon Archer et leurs liens avec le gouvernement communiste chinois.

En 2019, les documents nouvellement publiés, rendus publics grâce à la liberté d'information (FOIA) et les rapports d'enquête, a attiré l'attention et l'examen du public sur les conflits d'intérêts potentiels concernant la politique de l'Ukraine au sein de l'administration Obama.<sup>En</sup> outre, les reportages ont également soulevé des questions sur les conflits d'intérêts potentiels concernant les relations d'affaires de Hunter Biden en Chine, en Ukraine et en Russie

---

<sup>3</sup>Voir le communiqué de presse, le président Charles Grassley, S. Comm. on Fin, Grassley soulève des préoccupations concernant l'approbation par l'administration Obama de la vente conjointe de l'entreprise technologique américaine au gouvernement chinois et à l'entreprise d'investissement liée aux familles Biden, Kerry (15 août 2019), <https://www.finance.senate.gov/chairmans-news/grassley-raises-concerns-over-obama-admin-approval-of-us-tech-company-joint-sale-to-la-famille-chine-du-gouvernement-et-de-l'entreprise-d'investissement-liee-aux-familles-Biden,-Kerry>.

Peter Schweizer, *Inside the Shady Private Equity Firm Run by Kerry and Biden's Kids*, NEW YORK POST (15 mars 2018), <https://nypost.com/2018/03/15/inside-the-shady-private-equity-firm-run-by-kerry-and-bidens-kids/>; Peter Schweizer, *The Troubling Reason Why Biden is so Soft on China*, NEW YORK POST (11 mai 2019), <https://nypost.com/2019/05/11/the-troubling-reason-why-biden-is-so-soft-on-china/>; Tom Llamas, et al, *Biden Sidesteps Questions About His Son's Son's Foreign Business Dealings but Promises Ethics Pledge*, ABC NEWS (20 juin 2019), <https://abcnews.go.com/Politics/biden-sidesteps-questions-sons-foreign-business-dealings-promises/story?id=63820806> (indiquant que Hunter Biden était associé gérant chez Rosemont Seneca Partners.).

alors que Joe Biden était vice-président. En <sup>4</sup>conséquence, le 6 novembre 2019, le président Grassley et le président Johnson ont écrit une lettre au Département d'État concernant les conflits d'intérêts potentiels dus

La position de Hunter Biden au conseil d'administration de la société gazière ukrainienne corrompue Burisma Holdings Limited alors que le vice-président Biden était le "visage public du traitement de l'Ukraine par l'administration".

L'enquête des commissions s'est concentrée sur la question de savoir si Hunter Biden et Devon Archer cherchaient à tirer un profit financier de leur relation avec le vice-président Joe Biden ou s'ils cherchaient à influencer la politique américaine en Ukraine au nom de la Birmanie. En outre, les commissions ont examiné et évalué la manière dont l'administration Obama a géré la politique ukrainienne afin de déterminer si les décisions politiques relatives à l'Ukraine et à la Birmanie ont été indûment influencées par l'emploi et les intérêts financiers de membres de la famille de l'administration.

Par exemple, après avoir rejoint le conseil d'administration de la Birmanie, Biden et Archer ont ensuite demandé à rencontrer de hauts fonctionnaires du département d'État, dont le secrétaire d'État de l'époque, John Kerry, et le secrétaire d'État adjoint de l'époque, Antony Blinken.<sup>5</sup> En outre, une société de lobbying démocrate, Blue Star Strategies, travaillant au nom de la Birmanie, a également invoqué l'association de Hunter Biden avec la Birmanie tout en demandant une rencontre avec la sous-secrétaire d'État de l'époque, Catherine Novelli, pour discuter de questions préoccupantes liées à la position du Département d'État selon laquelle la Birmanie était une société corrompue.

En 2016, le procureur général d'Ukraine, Viktor Shokin, a mené une enquête active et permanente sur la Birmanie et son propriétaire, Mykola Zlochevsky.<sup>6</sup> À l'époque, Archer et Hunter Biden continuaient à siéger au conseil d'administration de la Birmanie. Selon les informations, le vice-président de l'époque, M. Biden, "a menacé de retenir un milliard de dollars

---

En Voir Alana Goodman, *Le fils de John Kerry a coupé les liens commerciaux avec Hunter Biden au sujet du contrat pétrolier ukrainien*, THE WASHINGTON EXAMINER (27 août 2019), <https://www.washingtonexaminer.com/politics/john-kerrys-son-cut-business-ties-with-hunter-biden-over-ukrainian-oil-deal> ; voir aussi John Solomon, *Ces notes de service autrefois secrètes jettent le doute sur l'histoire de Joe Biden en Ukraine*, THE HILL (26 septembre 2019), <https://thehill.com/opinion/campaign/463307-solomon-these-once-secret-memos-cast-doubt-on-joe-bidens-ukraine-story> ; Jessica Donati, *Firm Hired by Ukraine's Burisma Tried to Use Hunter Biden as Leverage, Documents show*, THE WALL STREET JOURNAL (5 novembre 2019), <https://www.wsj.com/articles/firm-hired-by-ukraines-burisma-tried-to-use-hunter-biden-as-leverage-documents-show-11573009615>.

4Adam Entous, *le chasseur Biden va-t-il compromettre la campagne de son père ?* THE NEW YORKER (1er juillet 2019), <https://www.newyorker.com/magazine/2019/07/08/will-hunter-biden-jeopardize-his-fathers-campaign> ; Joseph Simonson, *Hunter Biden a organisé une rencontre entre le père et son partenaire commercial chinois lors de la visite du vice-président : Rapport*, THE WASHINGTON EXAMINER (1er juillet 2019), <https://www.washingtonexaminer.com/news/hunter-biden-arrangement-of-fathers-meeting-with-chinese-business-partner-draws-scrutiny> ; Ben Schreckinger, *Biden Inc.* POLITICO (2 août 2019), <https://www.politico.com/magazine/story/2019/08/02/joe-biden-investigation-hunter-brother-hedge-fund-money-2020-campaign227407>.

Communiqué de presse, Président Charles Grassley, S. Comm. on Fin., Johnson, Grassley Call for State Department to Release Documents on Hunter Biden and Burisma (7 novembre 2019), <https://www.grassley.senate.gov/news/news-releases/johnsongrassley-call-state-department-release-documents-hunter-biden-and-burisma>.

5Emails entre Hunter Biden et des employés du ministère américain des affaires étrangères (mai 2015) (dans les fichiers de la Commission), Emails entre des employés du ministère américain des affaires étrangères (2 mars 2016) (dans les fichiers de la Commission).

John Solomon, *l'entreprise gazière ukrainienne de Hunter Biden a pressé l'administration Obama de mettre fin aux allégations de corruption, mémos show*, (4 novembre 2019), <https://johnsolomonreports.com/hunter-bidens-ukraine-gas-firm-pressed-obama-administration-to-end-corruption-allegations-memos-show/>.

6Kenneth P. Vogel et Iuliia Mendel, *Biden fait face à des questions de conflit d'intérêts qui sont promues par les alliés de l'Alliance*,

THE NEW YORK TIMES (1er mai 2019), <https://www.nytimes.com/2019/05/01/us/politics/biden-son-ukraine.html> ; Oleg Sukhov,



de garanties de prêts américains si les dirigeants ukrainiens ne licenciaient pas [Shokin]".<sup>11</sup> Après cette menace, le Parlement ukrainien a licencié Shokin.

Dans le cadre de cette enquête, les comités ont demandé à plusieurs agences du gouvernement fédéral américain les documents pertinents de l'administration Obama et ont interrogé des fonctionnaires actuels et anciens du gouvernement américain ayant une connaissance de première main de la manière dont l'administration Obama gère la politique américaine en Ukraine. Les comités ont envoyé des demandes d'information au Département d'État, à l'Administration nationale des archives et des dossiers (NARA), au Département de la justice, au Bureau fédéral d'enquête (FBI), aux services secrets américains, au Département du Trésor et à la société de conseil américaine Blue Star Strategies.<sup>12</sup> En conséquence, cette enquête est basée sur les dossiers du gouvernement fédéral de l'administration Obama et sur les dossiers d'un cabinet de lobbying démocrate, Blue Star Strategies.

La résolution 70 du Sénat donne expressément au HSGAC le pouvoir "d'étudier ou d'enquêter ... sur l'efficacité et l'économie des opérations de toutes les branches du gouvernement, y compris l'éventuelle

---

*De puissants suspects échappent à la justice sous la surveillance de Lutsenko*, KYIV POST (13 avril 2018), <https://www.kyivpost.com/ukrainepolitics/powerful-suspects-escape-justice-lutsenko-watch.html?cn-reloaded=1>.

<sup>11</sup> Kenneth P. Vogel et Iuliia Mendel, *Biden Faces Conflict of Interest Questions That Are Being Promoted by Trump Allies*, THE NEW YORK TIMES (May 1, 2019), <https://www.nytimes.com/2019/05/01/us/politics/biden-son-ukraine.html> ; Glen Kessler, *Correction d'une erreur médiatique : L'épreuve de force de Biden en Ukraine a eu lieu en décembre 2015*, THE WASHINGTON POST (2 octobre 2019), <https://www.washingtonpost.com/politics/2019/10/02/correcting-media-error-bidens-ukraine-showdown-was-december/> (Un autre rapport indique que le vice-président Biden a proféré cette menace fin 2015) ; Tim Hains, *FLASHBACK, 2018 : Joe Biden se vante, lors d'une réunion du CFR, de la rétention de l'aide à l'Ukraine pour forcer le licenciement du procureur*, REALCLEARPOLITICS (27 septembre, 2019), [https://www.realclearpolitics.com/video/2019/09/27/flashback\\_2018\\_joe\\_biden\\_brags\\_at\\_cfr\\_meeting\\_about\\_withholding\\_aid\\_to\\_ukraine\\_to\\_force\\_firing\\_of\\_prosecutor.html](https://www.realclearpolitics.com/video/2019/09/27/flashback_2018_joe_biden_brags_at_cfr_meeting_about_withholding_aid_to_ukraine_to_force_firing_of_prosecutor.html). (Joe Biden a été enregistré, lors d'une apparition en janvier 2018 au Council on Foreign Relations, se vantant d'avoir menacé de suspendre l'aide militaire à l'Ukraine pour tenter de forcer le gouvernement ukrainien à renvoyer le procureur général Viktor Shokin. Joe Biden s'est vanté que, en réponse à sa menace de refuser l'aide, "[t]ous les fils de pute. [Viktor Shokin] s'est fait virer.").

<sup>12</sup> Lettre du président Ron Johnson, S. Comm. on Homeland Sec. and Governmental Aff. et du président Charles Grassley, S. Comm. on Fin. au U.S. Dep't of St. (6 novembre 2019), <https://www.hsgac.senate.gov/imo/media/doc/2019-11-06%20RHJ,%20CEG%20a%20Sec.%20Pompeo%20re%20Burisma%20Inquiry.pdf> ; Lettre du président Ron Johnson, S. Comm. sur la sécurité intérieure et les affaires gouvernementales, et le président Charles Grassley, S. Comm. sur la Finlande, au Département américain de la justice. (27 septembre 2019), <https://www.grassley.senate.gov/sites/default/files/2019-09-27%20CEG%20RHJ%20a%20DOJ%20%28Ukraine%20DNC%29.pdf> ; Lettre du Président Ron Johnson, S. Comm. sur Homeland Sec. and Governmental Aff. et le président Charles Grassley, S. Comm. on Fin. aux U.S. Nat'l Archives and Records Administration (21 novembre 2019), <https://www.hsgac.senate.gov/imo/media/doc/2019-11-21%20RHJ,%20CEG%20to%20Archivist%20Ferriero%20re%20Records%20Request.pdf> ; Lettre du président Ron Johnson, S. Comm. on Homeland Sec. and Governmental Aff. et du président Charles Grassley, S. Comm. on Fin. au U.S. Dep't of Just. et Fed. Bureau of Investigation (22 novembre 2019), <https://www.grassley.senate.gov/sites/default/files/documents/2019-1122%20CEG%20RHJ%20to%20DOJ%20FBI%20%28Chalupa%20Records%29.pdf> ; Lettre du président Ron Johnson, S. Le président Charles Grassley, commissaire adjoint aux affaires intérieures et gouvernementales, et le président Charles Grassley, commissaire adjoint aux affaires finlandaises, à Blue Star Strategies (3 décembre 2019), <https://www.hsgac.senate.gov/imo/media/doc/2019-12-3%20RHJ,%20CEG%20a%20Blue%20Star%20Stratégies%20re%20Burisma.pdf> ; Lettre du président Ron Johnson, S. Comm. sur la sécurité intérieure et les affaires gouvernementales, et le président Charles Grassley, S. Comm. sur la Finlande, aux services secrets américains. (5 février 2020), <https://www.grassley.senate.gov/sites/default/files/documents/2020-02-05%20CEG%20RHJ%20a%20Secret%20Service%20%28Biden%20Travel%29.pdf> ; Lettre du Président Ron Johnson, S. Le président Charles Grassley, S. Comm. on Fin. au département américain de la Sécurité intérieure et des Affaires gouvernementales (avr. 30, 2020), [https://www.hsgac.senate.gov/imo/media/doc/2020-04-30%20RHJ,%20CEG%20to%20State%20\(Ukraine%20Follow%20Up\).pdf](https://www.hsgac.senate.gov/imo/media/doc/2020-04-30%20RHJ,%20CEG%20to%20State%20(Ukraine%20Follow%20Up).pdf) ; Lettre du président Ron Johnson, S. Comm. on Homeland Sec. and Governmental Aff. et du président Charles Grassley, S. Comm. on Fin. au U.S. Dep't of St. (6 novembre 2020), <https://www.hsgac.senate.gov/imo/media/doc/2019-11-06%20RHJ,%20CEG%20to%20Sec.%20Pompeo%20re%20Burisma%20Inquiry.pdf>.

l'existence de ... corruption ou de pratiques contraires à l'éthique ... [et] de conflits d'intérêts".<sup>7</sup> La commission des finances a une large compétence sur le gouvernement des États-Unis et, plus particulièrement, sur le ministère du Trésor et le Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN), qui comprend une compétence de surveillance des crimes financiers potentiels.<sup>14</sup>

---

<sup>7</sup>S. Res. 70, 116e Cong. à 30 (2018), <https://www.congress.gov/116/bills/sres70/BILLS-116sres70ats.pdf>.<sup>14</sup>  
*Voir* U.S. S. Comm. on Fin, Jurisdiction, <https://www.finance.senate.gov/about/jurisdiction>.

### III. CONFLITS D'INTÉRÊTS

La réglementation fédérale interdit aux employés du gouvernement fédéral d'"utiliser une fonction publique à des fins privées ... ou pour le bénéfice privé de ... parents".<sup>15</sup> Cette réglementation vise également à "garantir que l'exercice de fonctions officielles ne donne pas l'impression d'utiliser une fonction publique à des fins privées ou d'accorder un traitement préférentiel".<sup>16</sup> Cette réglementation ne s'applique toutefois pas au président ou au vice-président.<sup>17</sup>

D'autres réglementations fédérales n'exigent que la "prise en compte" de l'apparence d'un conflit d'intérêts. "Lorsqu'un employé ... sait qu'une personne avec laquelle il a une relation couverte [par exemple,] est ou représente une partie à [une affaire particulière impliquant des parties spécifiques], et lorsque l'employé détermine que les circonstances amèneraient une personne raisonnable ayant connaissance des faits pertinents à mettre en doute son impartialité sur la question, l'employé ne doit pas participer à l'affaire à moins d'en avoir informé [un supérieur désigné] et d'avoir reçu l'autorisation [...]"<sup>18</sup>

Selon l'Office of Government Ethics (OGE), ces règles et réglementations contribuent à garantir que les employés fédéraux "s'acquittent de leur responsabilité de s'efforcer d'agir à tout moment dans l'intérêt du public et d'éviter de perdre leur impartialité ou de donner l'impression de la perdre dans l'exercice de leurs fonctions officielles".<sup>19</sup> Dans le contexte de la politique étrangère américaine, le Foreign Affairs Manual (FAM) définit les politiques et les procédures applicables aux employés du département d'État travaillant à l'étranger. Le FAM comprend des règles éthiques qui tiennent compte des considérations de politique étrangère et des obligations conventionnelles et légales.<sup>20</sup> Plus précisément, lorsqu'un employé citoyen américain du Département d'État<sup>21</sup> est en poste à l'étranger et soumis à l'autorité du chef de mission de ce pays, les membres de sa famille peuvent se voir interdire tout emploi ou toute autre activité extérieure dans un pays étranger si le chef de mission de ce pays estime que cela pourrait nuire aux intérêts des États-Unis.<sup>22</sup> La FAM exige également des employés qu'ils portent toute violation de la FAM ou de toute autre réglementation applicable à l'attention du fonctionnaire compétent.<sup>23</sup>

Bien que le pouvoir d'OGE d'enquêter et de recommander des solutions à la plupart des employés pour les questions de conflits d'intérêts soit bien établi, le Congrès n'a pas étendu ce pouvoir au président et au vice-président dans le statut d'établissement d'OGE. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'autorité pour tenir le président et le vice-président responsables des questions de conflits d'intérêts ; cela démontre plutôt que la responsabilité de tenir le président et le vice-président responsables des comportements qui impliquent des conflits d'intérêts se trouve ailleurs, à savoir au Congrès et au peuple américain.

---

<sup>15</sup> 5 C.F.R. § 2635.702.

<sup>16</sup> *Id.* au § 2635.702(d).

<sup>17</sup> *Id.* au § 2635.102. <sup>18</sup> *Id.* au § 2635.502.

<sup>19</sup> Conflicts Analysis & Resolution, Office of Gov't Ethics, [https://www.oge.gov/web/oge.nsf/ethicsofficials\\_conflict-resolution](https://www.oge.gov/web/oge.nsf/ethicsofficials_conflict-resolution).

<sup>20</sup> 3 FAM 4121.3.

<sup>21</sup> Les règles du FAM mentionnées dans cette section s'appliquent aux employés du service extérieur, du service national et de la fonction publique. 3 FAM 4123.2-2 ; 3 FAM 4125.

<sup>22</sup> 3 FAM 4125.

<sup>23</sup> 3 FAM 4139.13.

Dans certains cas, comme celui de l'automutilation, le préjudice est évident. Dans d'autres, le préjudice - une perte ou une perte apparente d'impartialité - peut être moins concret, mais l'effet est toujours le même.<sup>8</sup> Lorsque l'impartialité des décideurs est remise en question, cela a un effet paralysant sur la crédibilité de leur processus décisionnel et de la décision finale. Cela pourrait, à son tour, nuire à l'efficacité de la politique américaine. Bien que ces conséquences puissent parfois être difficiles à mesurer ou à quantifier, elles ont certainement un effet, sinon il n'y aurait guère de raison de les réglementer en premier lieu. Dans le contexte des affaires étrangères, parce que ces subtilités sont importantes, la MAF laisse au chef de mission le pouvoir discrétionnaire de faire ces évaluations.

---

<sup>8</sup>La Chambre des représentants semble penser que ces questions sont importantes. Une commission de la Chambre a enquêté sur le président Trump et sa famille pour "des conflits d'intérêts non divulgués qui pourraient nuire à la capacité du président à prendre des décisions politiques impartiales". *Trump v. Mazars*, 140 S. Ct. 2019 (9 juillet 2020) (Citation du Rep. Elijah Cummings, président de la commission de surveillance de la Chambre).

#### **IV. LE BUREAU DU VICE-PRÉSIDENT ET LES FONCTIONNAIRES DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT ÉTAIENT CONSCIENTS MAIS ONT IGNORÉ LES PRÉOCCUPATIONS RELATIVES AU RÔLE DE HUNTER BIDEN AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BIRMANIE.**

##### **a. Introduction**

Début 2015, George Kent, haut fonctionnaire du Département d'État, a fait part au personnel du bureau du vice-président de ses inquiétudes quant au rôle de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie. Kent a témoigné qu'il n'a jamais eu de nouvelles du bureau du vice-président, et bien que Kent ait conseillé à Hunter Biden de se retirer du conseil d'administration de la Birmanie pour éviter la perception d'un conflit d'intérêts potentiel, sa recommandation n'a pas été suivie.

Le rôle de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie a continué d'être un problème que les fonctionnaires du Département d'État ont dû gérer dans l'exécution de la politique des États-Unis et de l'Ukraine. Plus d'un an après que Kent ait fait part de ses préoccupations au personnel du vice-président, il a écrit à ses supérieurs que le rôle de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie était "très gênant" pour ceux qui, sur la ligne de front, faisaient quotidiennement avancer la lutte contre la corruption en Ukraine.<sup>9</sup> Kent a témoigné qu'il ressentait le besoin de "préparer tout le monde au "et si...", parce que nous poussons ce qui est juste... et nous devons être préparés à ce que des personnes qui sont des critiques, des opposants, disent "Et si... ? Et Hunter Biden ?"<sup>10</sup> Les commissions ont également connaissance d'au moins un autre haut fonctionnaire du département d'État, Amos Hochstein, qui a fait part directement au vice-président Biden de ses préoccupations quant aux conflits d'intérêts potentiels liés au rôle de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie.<sup>11</sup> Bien que Hochstein ait refusé de témoigner sur le fond de sa conversation avec le vice-président Biden,<sup>12</sup> le New Yorker a rapporté que Hochstein "n'est pas allé jusqu'à recommander que Hunter quitte le conseil". Les commissions ont constaté que ni le bureau du vice-président ni le département d'État n'ont jamais pris de mesures à la suite de ces plaintes.

##### **b. En février 2015, Kent a fait part de ses inquiétudes quant à la perception d'un conflit d'intérêts concernant le rôle de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie.**

Selon Kent, au début de 2015, alors qu'il était encore chef de mission adjoint par intérim à l'ambassade américaine à Kiev, il a appris que Hunter Biden faisait partie du conseil d'administration de la Birmanie. Kent a déclaré : "Par la suite, lors d'une réunion d'information avec le personnel de la sécurité nationale du bureau du vice-président sur d'autres questions, en

---

<sup>9</sup>Transcription de l'interview à 224, S. Comm. on Fin. et S. Comm. on Homeland Sec. and Governmental Aff. Interview de George Kent (24 juillet 2020). [Ci-après le témoignage de George Kent].

<sup>10</sup>Témoignage de George Kent, p.

221. <sup>27</sup> Témoignage de George Kent, p.

110.

<sup>11</sup>Transcription de l'interview à 98, S. Comm. on Fin. et S. Comm. on Homeland Sec. and Governmental Aff. Interview de Victoria Nuland (3 sept. 2020). [Ci-après le témoignage de Victoria Nuland].

<sup>12</sup>Témoignage d'Amos Hochstein, p. 52-58.

Adam Entous, *Hunter Biden va-t-il compromettre la campagne de son père ?* New Yorker (1er juillet 2019), <https://www.newyorker.com/magazine/2019/07/08/will-hunter-biden-jeopardize-his-fathers-campaign>.

Témoignage de George Kent à 16 ans.

février 2015, j'ai exprimé ma crainte que le statut de Hunter Biden en tant que membre du conseil d'administration ne donne l'impression d'un conflit d'intérêts".<sup>13</sup> Kent a poursuivi :

**J'ai dit que j'avais appris que Hunter Biden avait été nommé au conseil d'administration de cette société, que je venais de faire part des préoccupations américaines concernant le propriétaire de la société, qui, selon nous, était impliqué dans le blanchiment d'argent. ...] En fin de compte, j'ai dit que je pensais que cela créait la perception d'un conflit d'intérêts potentiel, étant donné le rôle du vice-président Biden et son plaidoyer très fort en faveur de la lutte contre la corruption, et que je pensais que quelqu'un devait parler à Hunter Biden, et qu'il devrait quitter le conseil d'administration de la Birmanie.**<sup>14</sup>

Lorsque les commissions ont demandé à Kent à qui il s'était adressé dans le bureau du vice-président Biden, il a déclaré : "Je ne me souviens pas, pour être parfaitement honnête. Je ne me souviens pas à qui j'ai parlé".<sup>34</sup> Kent a déclaré aux commissions qu'après avoir soulevé cette question, il n'a jamais eu de nouvelles du bureau du vice-président.<sup>15</sup>

**c. L'association de Hunter Biden avec la Birmanie continue d'être un conflit d'intérêts "gênant" que les fonctionnaires du Département d'État doivent gérer.**

L'association de Hunter Biden avec la Birmanie apparaît dans de nombreux documents du Département d'État, en particulier lorsque des représentants de l'État discutent de la société, de son propriétaire et des efforts de lutte contre la corruption en Ukraine. Selon les documents examinés par les commissions, en 2016, Kent a mentionné Hunter Biden lorsqu'il a discuté de la Birmanie avec ses collègues. Kent a déclaré aux Comités :

**Pour moi, il s'agit de préparer tout le monde au "et si...",** parce que nous insistons sur ce qui est juste, et nous faisons ce qui est juste, et nous devons être préparés à ce que les gens qui sont critiques, qui sont des opposants, disent,  
**"Eh bien, de quoi ? Et Hunter Biden ?"**

Il n'y a donc pas eu de temps, comme je l'ai dit, où le gouvernement américain, l'ambassade américaine, ait pris une décision concernant Zlochevsky ou la Birmanie où nous avons pris en compte la présence d'un citoyen privé au sein du conseil. Nous avons pris la décision sur le fond. Mais d'autres pourraient penser le contraire. Et donc, tout le monde devait être conscient de ce à quoi nous avions affaire, car nous prenions les bonnes décisions.<sup>16</sup>

La mesure dans laquelle le rôle de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie a affecté la politique américaine envers l'Ukraine n'est pas claire. Mais ce qui ressort clairement des dossiers, c'est que les fonctionnaires du département d'État, en particulier le Kent

---

<sup>13</sup>Témoignage de George Kent à 16 ans.

<sup>14</sup>Témoignage de George Kent, p. 128-29 (c'est nous qui soulignons) ; voir aussi le témoignage de George Kent, p. 110. <sup>34</sup> Témoignage de George Kent, p. 128.

<sup>15</sup>Témoignage de George Kent, p. 226.

<sup>16</sup>Témoignage de George Kent, p. 221 (c'est nous qui soulignons).

lui-même, ont régulièrement examiné comment les liens de Hunter Biden avec la Birmanie pouvaient affecter l'exécution de la politique américaine. De plus, comme nous l'avons déjà dit, ils ont dû répondre aux acteurs russes qui tentaient d'exploiter la position de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie pour creuser un fossé entre l'Ukraine et les États-Unis dans le but de saper les efforts américains politiques à l'égard de l'Ukraine.

Par exemple, Kent a évoqué le lien entre Hunter Biden et la Birmanie lors de multiples discussions par le biais de courriels concernant le Programme de réforme énergétique municipale (MERP).<sup>17</sup> Dans ces courriels, Kent demandait à ses collègues : **"Comment avons-nous traditionnellement traité/engagé la Birmanie, étant donné la connexion de Zlochevsky, mais aussi peut-être l'implication des États-Unis au-delà de Hunter Biden ?"**<sup>18</sup> Dans une autre chaîne de courriels, Kent a également souligné que **"[Zlochevsky] a mis Hunter Biden au conseil d'administration de sa société Burisma Energy"**.<sup>19,20</sup> Lorsqu'il a demandé dans quelle mesure les fonctionnaires du Département d'Etat avaient fait des recherches sur le passé de la Birmanie, afin de déterminer s'il fallait s'associer à la société, Kent a demandé à ses collègues si une "vérification préalable de la connaissance de votre partenaire" avait été faite avant la création du partenariat entre MERP et la Birmanie.<sup>Kent a</sup> ensuite décrit de vieilles histoires d'actualité impliquant la société : "Zlochevsky en tant qu'acteur malveillant et corrompu était une histoire de 2014 [et] son contrôle de la Birmanie, et **le guichet très collant de la connexion Hunter Biden sur le conseil d'administration de la Birmanie** circulait en 2015". Dans le cadre de <sup>21</sup>cette même chaîne de courrier électronique, Kent a demandé à ses collègues si le gouvernement américain poursuivait son association avec la Birmanie :

Si nous voulions un article en première page du journal de Washington Post (et dans ce cas-ci, le Kyiv Post, et sur les pages FB de Sergiy Leshchenko et Mustafa Nayyem) **commentant ce partenariat public-privé avec la Birmanie, le lien avec Hunter Biden, et le lien avec Zlochevsky**, qui a presque certainement payé le PGO en décembre 2014 (j'ai fait dire au premier adjoint de PG Danylenko de l'époque que le pot-de-vin était de 7 millions de dollars) pour que l'affaire contre lui soit close et que ses 23 millions de dollars

---

<sup>17</sup>Kent a déclaré à la commission qu'il avait mentionné le nom de Hunter Biden dans ce contexte parce qu'il estimait que "tous les fonctionnaires du gouvernement américain doivent être conscients de tous les facteurs impliqués dans une question". Témoignage de George Kent, p. 113. Lorsqu'on lui a demandé pourquoi Kent n'avait pas mentionné les noms d'autres personnes au sein du conseil d'administration de la Birmanie, il a répondu que "le seul Américain dont j'avais connaissance et qui faisait partie du conseil [en août 2016] était Hunter Biden". Témoignage de George Kent, p. 114. Le MERP était un programme financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Selon des documents du Département d'Etat, le MERP et la Birmanie ont conclu un protocole d'accord le 13 octobre 2014. Courriel de Redacted, U.S. Dep't of St, à George Kent, et al, U.S. Dep't of St (12 août 2016, 16:47:00), [STATE-2019-18-0000357] (joignant le protocole d'accord entre le MERP en Ukraine et Burisma Holdings Limited (13 octobre 2014), [STATE-2019-18-0000361-364]). Kent a témoigné qu'"en 2015, il y avait eu une série de récompenses données par l'exécutant de ce programme qui avait été financé par la Birmanie. Ils prévoyaient une autre série de récompenses, une deuxième série de récompenses à la mi-septembre [...] Nous avons mis fin à ce programme et il n'y en a pas eu de deuxième". Témoignage de George Kent, p. 124. L'USAID "a retiré sa coopération [MERP] avec la Birmanie" en septembre 2016. Courriel de Redacted,

U.S. Dep't of St., to George Kent, U.S. Dep't of St. (Dec. 6, 2016, 00:18:23 -0500), [STATE-2019-18-0001205] (liste de contrôle pour le briefing ci-jointe : Rencontre de l'ambassadeur Yovanovitch avec Karen Tramontano, Blue Star Strategies [STATE-2019-180001207]).

<sup>18</sup>Courriel de George Kent, U.S. Dep't of St., à Jeffrey Cole, et al., U.S. Dep't of St. (13 août 2016, 15:26 PM) [STATE-2019-18-0000377-378].

<sup>19</sup>Courriel de George Kent, U.S. Dep't of St., à John Herbst, Conseil atlantique, et William Taylor, U.S. Inst. of Peace (août 2016) (VOIR LE COMMUNIQUÉ DE PRESSE, 2016, 11H23) [STATE-2019-18-0000365-368] (soulignement ajouté).

<sup>20</sup>Kent a Courriel de George Kent, du département américain de la santé, au directeur adjoint de la mission de l'ambassade américaine à Kiev, et autres (31 août 2016, 21:55) [State2019-18-0000398-399].

<sup>21</sup>Courriel de George Kent, du département américain de la santé, au directeur adjoint de la mission de l'ambassade des États-Unis à Kiev, et autres (31 août 2016, 21:55) [State2019-18-0000398-399] (c'est nous qui soulignons).

d'actifs gelés au Royaume-Uni soient débloqués ?<sup>22</sup> Ainsi, même si le temps total passé par les fonctionnaires du Département d'État à rendre compte de l'association de Hunter Biden avec la Birmanie n'est pas clair, les dossiers montrent qu'il s'agit d'une question qui a dû être abordée à plusieurs reprises.

**d. Plus d'un an après que Kent ait fait part de ses inquiétudes au sujet de Hunter Biden au bureau du vice-président, il a de nouveau soulevé la question - cette fois-ci auprès de ses supérieurs au département d'État.**

Le 6 septembre 2016, Kent a écrit un courriel à de hauts fonctionnaires du Département d'État, dont la sous-secrétaire d'État adjointe Bridget Brink et l'ambassadrice des États-Unis Marie Yovanovitch, et a offert son point de vue contemporain sur l'association de Hunter Biden avec la Birmanie. Kent a écrit que **"la présence de Hunter Biden au conseil d'administration de la Birmanie était très gênante pour tous les responsables américains qui font avancer un programme de lutte contre la corruption en Ukraine"**.<sup>23</sup> Dans son témoignage, Kent s'est étendu sur ce commentaire :

Je voulais dire que les gens qui parlent doivent joindre le geste à la parole, et pour le gouvernement américain, collectivement, lorsque nous parlons de la nécessité d'avoir des normes d'intégrité élevées, encore une fois, comme je l'ai dit, la présence de [Hunter Biden] au conseil d'administration a créé la perception d'un conflit d'intérêts potentiel.<sup>24</sup>

Les comités ont appris, par le biais de demandes de documents, que Victoria Nuland, alors secrétaire d'État adjointe aux affaires européennes et eurasiennes, avait également reçu une copie du courriel de Kent de septembre 2016, qui soulignait ses préoccupations concernant la présence de Hunter Biden au conseil d'administration de la Birmanie. Nuland a témoigné qu'elle "était toujours prête à entendre les préoccupations de ses subordonnés et à essayer d'y répondre de manière ouverte et transparente".<sup>25</sup> Pourtant, lorsque la commission a demandé à Nuland d'expliquer les mesures qu'elle a prises lorsqu'elle a reçu le courriel de Kent, elle a déclaré que les préoccupations de Kent concernant Hunter Biden étaient "clairement, très profondément dans un courriel, à la fin de 2016" et "elles n'ont pas été portées à mon attention particulière par George Kent, qui est un vieil ami et qui a eu de nombreuses occasions de le faire, s'il l'avait voulu".<sup>26</sup> Bien que les hauts fonctionnaires du Département d'État aient été clairement informés de la situation, les préoccupations de Kent sont restées sans réponse.

**e. Hochstein s'est entretenu avec le vice-président Biden au sujet des préoccupations liées au rôle de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie car, selon Hochstein, les Russes l'utilisent pour faire avancer la désinformation.**

Selon des témoignages et des rapports publics, Hochstein, alors envoyé spécial des États-Unis et coordinateur des affaires énergétiques internationales, a fait part directement au vice-

---

22Courriel de George Kent, du département américain de la santé, au directeur adjoint de la mission de l'ambassade des États-Unis à Kiev, et autres (31 août 2016, 21:55) [State2019-18-0000398-399] (c'est nous qui soulignons).

23Courriel de George Kent, U.S. Dep't of St., à Bridget Brink, et al, U.S. Dep't of St. (6 septembre 2016, 09:55:14 -0400) [STATE2019-18-0000345-347] (c'est nous qui soulignons).

24Témoignage de George Kent à 220 ans.

25Témoignage de Victoria Nuland à 121 ans.

26Témoignage de Victoria Nuland à 121-22.



président Biden de ses préoccupations concernant le rôle de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie. Nuland a déclaré aux commissions :

**Amos Hochstein avait eu une conversation avec le vice-président et son personnel à ce sujet**, et il a également eu une autre conversation lors du voyage en avion vers l'Ukraine pour ce voyage de décembre 2015.<sup>27</sup>

Les rapports publics confirment également la discussion de M. Hochstein avec le vice-président Biden. Selon un rapport, "Amos Hochstein, l'envoyé spécial de l'administration Obama pour la politique énergétique, a soulevé la question avec Biden, mais n'est pas allé jusqu'à recommander que Hunter quitte le conseil".<sup>28</sup> Lorsque Hochstein a témoigné devant les commissions, il a refusé, sur les conseils de son avocat, de témoigner sur le fond de sa conversation avec le vice-président Biden.<sup>29</sup> Le New Yorker, cependant, a rapporté que Hochstein "n'est pas allé jusqu'à recommander que Hunter quitte le conseil d'administration".<sup>30</sup> On ne sait pas très bien comment le vice-président Biden a réagi à cette conversation.

Selon Hochstein, il a soulevé cette question avec le vice-président Biden car il craignait que les Russes n'utilisent le rôle de Hunter Biden avec la Birmanie pour semer la désinformation.<sup>31</sup> Hochstein a raconté qu'il s'était entretenu avec le vice-président Biden dans l'aile ouest de la Maison Blanche en octobre 2015.<sup>32</sup> Lorsqu'on lui a demandé pourquoi il avait décidé de soulever la question de la position de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie avec le vice-président Biden, Hochstein a témoigné :

Hochstein : Nous commençons à penser à un voyage en Ukraine, et **je voulais m'assurer qu'il [le vice-président Biden] était conscient de l'augmentation des bavardages sur les médias proches des Russes et des médias corrompus appartenant à des oligarques, pour essayer de saper son message [celui du vice-président Biden] et d'inclure Hunter Biden dans le conseil d'administration de la Birmanie.**<sup>33</sup>

Hochstein a également fait part à Hunter Biden de ses inquiétudes concernant la désinformation russe. Peu après sa conversation avec le vice-président Biden, Hunter Biden a contacté Hochstein et a demandé à le rencontrer. Selon Hochstein, Hunter a eu connaissance de la conversation de l'aile ouest de Hochstein avec le vice-président, qui en avait parlé à Hunter.<sup>34</sup> Hochstein a décrit ce dont lui et Hunter Biden ont discuté lors de cette rencontre de novembre 2015 dans un café de Georgetown :<sup>35</sup>

Question : Pouvez-vous nous en dire plus ? Pourquoi avez-vous discuté de la Birmanie avec lui [Hunter Biden] ?

---

<sup>27</sup>Témoignage de Victoria Nuland à 98 ans.

<sup>28</sup>Adam Entous, *Will Hunter Biden Jeopardize his Father's Campaign*, THE NEW YORKER (1er juillet 2019), <https://www.newyorker.com/magazine/2019/07/08/will-hunter-biden-jeopardize-his-fathers-campaign>.

<sup>29</sup>Témoignage d'Amos Hochstein, p. 52-58.

<sup>30</sup>Adam Entous, *Hunter Biden va-t-il compromettre la campagne de son père ?* New Yorker (1er juillet 2019).

<sup>31</sup>Transcription de l'interview à 50 ans, S. Comm. on Fin. et S. Comm. on Homeland Sec. and Governmental Aff. Interview of Amos Hochstein Testimony (Sept. 17, 2020). [Ci-après le témoignage d'Amos Hochstein].

<sup>32</sup>*Id.*, p. 51.

<sup>33</sup>*Id.* aux pages 112-13. (c'est nous qui soulignons).

<sup>34</sup>*Id.*, p. 117.

<sup>35</sup>*Id.*, p. 118.

Hochstein : Eh bien, il [Hunter Biden] m'a demandé de le rencontrer. Je pense qu'il voulait connaître mon point de vue sur la Birmanie et Zlochevsky. **Et donc je lui ai dit que les Russes utilisaient son nom pour semer désinformation - tentative de semer la désinformation parmi les Ukrainiens.** <sup>36</sup>

Lors de la conversation de novembre 2015 avec Hunter Biden, Hochstein n'a pas recommandé que Hunter quitte le conseil d'administration de Burisma car il ne "croyait pas que c'était à moi d'avoir cette discussion, d'une manière ou d'une autre". <sup>37</sup>

## **f. Conclusion**

Le rôle de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie a entravé les efforts des personnes dévouées à leur carrière qui luttait pour des mesures anticorruption en Ukraine. Le fils du vice-président ayant un lien direct avec une société corrompue et son propriétaire, les fonctionnaires du département d'État ont dû maintenir une connaissance de la situation concernant l'association de Hunter Biden avec la Birmanie. Malheureusement, les fonctionnaires américains n'ont pas eu d'autre choix que de subir la "maladresse" de continuer à faire avancer un programme de lutte contre la corruption en Ukraine alors que le fils du vice-président siégeait au conseil d'administration d'une société ukrainienne dont le propriétaire était corrompu, et qui gagnait des dizaines de milliers de dollars par mois. Comme l'a déclaré Kent, il "aurait conseillé à n'importe quel Américain de ne pas entrer au conseil d'administration de la société de Zlochevsky". Pourtant, même si la position de Hunter Biden au conseil d'administration de la Birmanie a jeté une ombre sur le travail de ceux qui font avancer les réformes anticorruption en Ukraine, les comités n'ont connaissance que de deux personnes qui ont fait part de leurs inquiétudes à leurs supérieurs. Malgré les efforts de ces personnes, leurs préoccupations semblent être tombées dans l'oreille d'un sourd.

## **V. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT JOHN KERRY A FAUSSEMENT PRÉTENDU QU'IL N'AVAIT**

### **CONNAISSANCE DU RÔLE DE HUNTER BIDEN AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BIRMANIE.**

#### **a. Introduction**

Le 8 décembre 2019, un journaliste a demandé à l'ancien secrétaire d'État John Kerry s'il avait eu connaissance de la présence de Hunter Biden au conseil d'administration de la Birmanie pendant son séjour au Département d'État.<sup>38</sup> Kerry a répondu : "Je n'avais aucune connaissance de tout cela. Aucune. Non." <sup>39</sup>Le journaliste a insisté pour obtenir plus d'informations et Kerry a répondu : "Que saurais-je de tout cela ? Pourquoi aurais-je des informations sur une entreprise ou un individu ? Non. La réponse est non. Pas de communication. Les témoignages et les documents obtenus par les commissions mettent en doute l'exactitude de la déclaration de Kerry. Le 13 mai 2014, le lendemain du jour où Hunter Biden a rejoint le conseil d'administration de la Birmanie, le beau-fils du secrétaire d'État Kerry, Christopher Heinz - qui était également l'associé de Hunter

---

<sup>36</sup>*Id.* à la page 50 (c'est nous qui soulignons).

<sup>37</sup>*Id.*, p. 117.

Témoignage de George Kent à 110 ans.

<sup>38</sup>Amanda Golden (@amandawgolden), NBC NEWS, Twitter (8 déc. 2019 14:28 PM), <https://twitter.com/amandawgolden/status/1203758177726189574>.

<sup>39</sup>*Id.* <sup>61</sup>

*Id.*

Biden - a envoyé un courrier électronique pour informer le chef de cabinet de Kerry et prendre ses distances par rapport à cette décision. De plus, en mai 2014, le chef de cabinet du secrétaire d'État Kerry, David Wade, l'a informé des demandes de la presse concernant spécifiquement Heinz, Hunter Biden et la Birmanie. Séparément, des fonctionnaires du Département d'État ont écrit qu'ils avaient envoyé au secrétaire des articles avec les titres suivants : "Le fils de Biden rejoint le conseil d'administration de la société gazière ukrainienne", "Le fils de Biden rejoint le conseil d'administration de la société gazière ukrainienne" et "La Maison Blanche dit qu'il n'y a pas de problème avec le fils de Biden, la société gazière ukrainienne". En <sup>40</sup>conséquence, ces documents suggèrent que Kerry était en fait au courant de l'existence de Hunter Biden et de la Birmanie.

**b. En mai 2014, Wade, le chef de cabinet du secrétaire d'État Kerry, l'a informé des demandes de la presse concernant Heinz, Hunter Biden et la Birmanie.**

Le 13 mai 2014, des fonctionnaires du Département d'État ont commencé à répondre aux demandes de la presse concernant l'entrée de Hunter Biden au conseil d'administration de la Birmanie et la mesure dans laquelle le beau-fils de la secrétaire d'État Kerry, Heinz, était impliqué. Ce jour-là, Heinz a envoyé un courriel au chef de cabinet du secrétaire d'État Kerry au sujet de l'annonce de la Birmanie, dans une tentative apparente de se distancier de la décision de Hunter Biden. Heinz a écrit à l'assistant spécial Matt Summers et au chef de cabinet Wade :

Apparemment, Devon [Archer] et Hunter [Biden] ont tous deux rejoint le conseil d'administration de la Birmanie et un communiqué de presse a été diffusé aujourd'hui. Je ne peux pas dire pourquoi ils ont décidé de le faire, mais notre entreprise n'a pas investi dans leur société. <sup>41</sup>

Wade a témoigné qu'il ne se souvenait pas d'avoir reçu ce courriel de Heinz, mais qu'il a, au mieux de ses souvenirs, pris contact avec Heinz le lendemain pour "essayer de confirmer, puisqu'on nous demandait si lui, ou Rosemont Seneca, achetait ou investissait dans Wade a déclaré avoir parlé à Heinz le 14 mai 2014 et a confirmé, sur la base des seules assurances de Heinz, que "Rosemont Seneca n'était pas impliquée" en Birmanie. <sup>66</sup>

Selon Wade, le même jour, il s'est entretenu avec le secrétaire d'État Kerry et "lui a fait savoir que Chris Heinz et Rosemont Seneca n'étaient pas impliqués [dans la Birmanie], les questions des médias [concernant l'achat ou l'investissement de Rosemont Seneca en Birmanie] étaient inexactes et Chris Heinz n'achetait pas ou n'investissait pas dans une société ukrainienne de gaz naturel, mais je pensais que ... Hunter Biden et Devon Archer, selon les articles, étaient dans le vrai, qu'ils ... rejoignaient un conseil d'administration". <sup>67</sup> Wade a confirmé que le secrétaire Kerry avait appris par lui l'association de Hunter Biden avec la Birmanie :

---

<sup>40</sup>E-mails entre David Thorne et David Wade, U.S. Dep't of St. (13 mai 2014) [STATE-2019-18-0000733].

Christopher Heinz avait des relations d'affaires avec Hunter Biden et Devon Archer par l'intermédiaire de leur société Rosemont Seneca.

Selon le porte-parole de M. Heinz, il a "fortement averti M. Archer que travailler avec la Birmanie était inacceptable" et "le manque de jugement dans cette affaire a été un catalyseur majeur pour que M. Heinz mette fin à ses relations d'affaires avec M. Archer et M. Biden". Paul Sonne, Michael Kranish, Matt Viser, *le magnat du gaz et le fils du vice-président : The story of Hunter Biden's foray into Ukraine*, THE WASHINGTON POST (Sept. 28, 2019), [https://www.washingtonpost.com/world/national-security/the-gas-tycoon-and-the-vice-presidents-son-the-story-of-hunter-bidens-foray-in-ukraine/2019/09/28/1aadff70-dfd9-11e9-8fd3d943b4ed57e0\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/national-security/the-gas-tycoon-and-the-vice-presidents-son-the-story-of-hunter-bidens-foray-in-ukraine/2019/09/28/1aadff70-dfd9-11e9-8fd3d943b4ed57e0_story.html).

<sup>41</sup>Courriel de Chris Heinz à Matt Summers et David Wade, U.S. Dep't of St. (13 mai 2014), <https://www.scribd.com/document/433436789/CU-v-State-FOIA-Doc-Ukraine> ; voir aussi Alana Goodman, *le fils de John Kerry coupé*

Question : Quelle a été la réaction du secrétaire d'État Kerry lorsque vous l'avez informé de ces demandes de renseignements sur M. Heinz et des informations supplémentaires concernant les liens et l'implication de M. Archer [et] de M. Hunter Biden en Birmanie ?

Wade : Il n'en savait rien.

**Question : Il a donc appris cette information par vous ?**

**Wade : Je le crois, oui.**

Question : Et lorsque vous lui avez dit que l'information que vous avez pu confirmer à M. Heinz que Rosemont Seneca n'avait pas investi ou acheté la Birmanie, quelle a été la réaction de M. Kerry à ce sujet ?

Wade : Si je me souviens bien, sa réaction était qu'il était à l'aise pour répondre à une question de la presse s'il l'obtenait.

. . . .

Question : [L]es médias lui ont demandé s'il était à l'aise de répondre à la question suivante : "Sur quoi ?

Wade : Concernant ... Christopher Heinz ou Rosemont Seneca investissant dans une entreprise ukrainienne de gaz naturel ou achetant un gaz naturel ukrainien

---

des liens commerciaux avec Hunter Biden au sujet du contrat pétrolier ukrainien, THE WASH. EXAMEN (27 août 2019),

<https://www.washingtonexaminer.com/politics/john-kerrys-son-cut-business-ties-with-hunter-biden-over-ukrainian-oil-deal>.

<sup>65</sup> Transcription de l'interview à 39, S. Comm. on Fin. et S. Comm. on Homeland Sec. and Governmental Aff. Interview of David Wade (3 août 2020). [Ci-après le témoignage de David Wade].

<sup>66</sup> Témoignage de David Wade à 41 ans.

<sup>67</sup> Témoignage de David Wade à 47 ans.

société.

Question : Et avez-vous discuté avec M. Kerry de la réponse qu'il aurait donnée à ce type d'enquête ?

Wade : Je suis sûr - je suis sûr que je l'ai fait. Je ne - je ne ... me souviens pas de ces détails de la conversation. <sup>68</sup>

**c. En mai 2014, le personnel du département d'État a envoyé des articles de presse au secrétaire d'État Kerry concernant Hunter Biden et la Birmanie.**

David Thorne, qui a été conseiller principal du secrétaire Kerry, a informé Wade qu'il a envoyé la collection suivante de clips et d'articles de presse au secrétaire le 14 mai 2014.<sup>69</sup>

**From:** [REDACTED]  
**Sent:** Wednesday, May 14, 2014 12:38 PM  
**To:** Thorne, David H  
**Cc:** [REDACTED]  
**Subject:** Ukraine/Biden/Kerry - in case you missed it

**Biden's Son Joins Gas Firm In Ukraine.** The [AP](#) (5/14) reports Vice President Biden's son, Hunter, is joining the board of the a gas company operating in Ukraine. Biden will head Burisma Holdings' legal unit and "seek support for Burisma among international organizations."

The [Washington Times](#) (5/14, Chasmar, 455K) reports White House Press Secretary Jay Carney said Hunter Biden's new position "does not reflect an endorsement by the administration," and [Reuters](#) (5/14, Rampton) reports Vice President Biden's spokeswoman, Kendra Barkoff, said he "does not endorse any particular company and has no involvement" with Burisma.

The [Wall Street Journal](#) (5/14, Sonne, Grimaldi, Subscription Publication, 5.51M) reports Hunter Biden is a close friend of Secretary Kerry's stepson, Christopher Heinz. The Journal notes the hiring comes a few weeks after Devon Archer, a college roommate of Heinz's, joined the company's board.

Thorne a transmis ces clips à Wade et a écrit : "Je les ai envoyés à JK [...]"<sup>70</sup> Wade a dit à la Les titres des articles que Thorne a envoyés à la Commission européenne sont les suivants Kerry a inclus : "Le fils de Biden rejoint le conseil d'administration de la compagnie de gaz ukrainienne", "Le fils de Biden rejoint le conseil d'administration de la compagnie de gaz ukrainienne" et "La Maison Blanche dit qu'il n'y a pas de problème avec le fils de Biden, la compagnie de gaz ukrainienne"<sup>72</sup>.

---

<sup>68</sup> Témoignage de David Wade, p. 50-51 (c'est nous qui soulignons).

<sup>69</sup> Courriel de David Thorne, U.S. Dep't of St., à David Wade, U.S. Dep't of St. (16 mai 2014, 20:52:30 +0000), [STATE2019-18-0000733].

<sup>70</sup> Courriel de David Thorne, U.S. Dep't of St., à David Wade, U.S. Dep't of St. (16 mai 2014, 20:52:30 +0000), [STATE2019-18-0000733].

<sup>71</sup> Témoignage de David Wade à 79 ans.

<sup>72</sup> Le courriel de Thorne ne contenait pas les titres des articles, mais il contenait des liens vers les articles et une description de l'article comprenant la date de publication et le nom de l'auteur. Sur la base de ces informations, les comités ont pu trouver les titres des articles que Thorne a envoyés à Kerry. Emails entre David Thorne, U.S. Dep't of St., et David Wade, U.S. Dep't of St. (16 mai 2014), [STATE-2019-18-0000733].

### **c. Conclusion**

Le démenti de l'ancien secrétaire d'État Kerry, en décembre 2019, selon lequel il n'avait aucune connaissance de Hunter Biden ou de la Birmanie, est en contradiction avec les preuves découvertes par les commissions. Kerry a été informé sur Hunter Biden, la Birmanie et Heinz le jour après que la Birmanie ait annoncé que Hunter Biden avait rejoint son conseil d'administration. De plus, le conseiller principal du secrétaire d'État Kerry lui a envoyé des clips de presse et des articles concernant l'adhésion de Hunter Biden au conseil d'administration. Cela semble être un autre exemple de l'ignorance flagrante par les hauts fonctionnaires de l'administration Obama de l'association de Hunter Biden avec la Birmanie.

## **VI. LES FONCTIONNAIRES DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT ONT CONSIDÉRÉ ZLOCHEVSKY COMME UN "ODIEUX OLIGARQUE" CORROMPU, MAIS LE VICE-PRÉSIDENT BIDEN A ÉTÉ CONSEILLÉ DE NE PAS L'ACCUSER DE CORRUPTION.**

### **a. Introduction**

Le Département d'État considérait clairement la Birmanie et son propriétaire, Mykola Zlochevsky, comme corrompu et ne voulait avoir aucune association avec l'un ou l'autre. Par exemple, dès que le chef de mission adjoint George Kent a appris l'existence d'un accord de minimis de l'USAID avec la Birmanie, il a réussi à rompre cette relation. Alors que les responsables américains faisaient pression sur les responsables ukrainiens pour qu'ils tiennent Zlochevsky pour responsable de ses actes, le vice-président Biden "menait la charge politique" de promouvoir les mesures anticorruption en Ukraine, qui comprenaient la confrontation avec les oligarques.<sup>42</sup> Pourtant, alors que les services de l'administration préparaient des sujets de discussion pour que le vice-président Biden réponde à des questions visant à savoir s'il considérait Zlochevsky comme corrompu, ils lui ont suggéré de "ne pas se lancer dans des dénonciations ou des accusations".<sup>43</sup> La porte-parole de Biden a déclaré aux journalistes que "le vice-président ne soutient aucune entreprise en particulier et n'a aucune implication dans cette entreprise".<sup>44</sup> Cela contraste fortement avec la décision de l'ambassadeur Geoffrey Pyatt de citer Zlochevsky comme exemple de corruption dans un discours de septembre 2015. La réticence de M. Biden à confronter un homme que les fonctionnaires de l'État considéraient comme un "odieux oligarque"<sup>45</sup> démontre un manque de leadership, mais soulève également une sérieuse question sur les raisons pour lesquelles le vice-président Biden éviterait de lier Zlochevsky à la corruption.

### **b. Les fonctionnaires du Département d'État considéraient Zlochevsky et la Birmanie comme corrompus.**

Selon les témoignages et les documents obtenus par les comités, les fonctionnaires du Département d'État considéraient la Birmanie et son propriétaire, Zlochevsky, comme corrompus. Dans la mesure où le lien entre Zlochevsky et la corruption n'était pas encore clair pour les fonctionnaires du Département d'État, ils ont appris début 2015 que Zlochevsky avait probablement soudoyé des procureurs ukrainiens pour s'immiscer dans une procédure pénale britannique à son encontre, qui a ensuite été close. (La section VII du présent rapport décrira plus en détail ce pot-de-vin et ses conséquences). En bref, la compréhension qu'ont les fonctionnaires du Département d'État des actions de Zlochevsky dans le cadre de l'affaire pénale britannique a fortement influencé leur point de vue sur lui et sur la Birmanie. Vous trouverez ci-dessous plusieurs exemples de fonctionnaires du Département d'État qui partagent leur point de vue sur Zlochevsky et la Birmanie :

- **"Zlochevsky était considéré comme corrompu, non seulement en Ukraine mais aussi par le USG/FBI [...]"** - George Kent, Département d'État, sept. 2016<sup>46</sup>

---

<sup>42</sup>Témoignage de George Kent à 21 ans ; témoignage de Victoria Nuland à 99 ans.

<sup>43</sup>Courriel de Kate Bedingfield, Off. de la vice-présidente, à Michael Carpenter, Off. de la vice-présidente, et autres (6 décembre 2015, 18h04) [STATE-2019-18-0000553-554].

<sup>44</sup>James Risen, *Joe Biden, son fils et l'affaire contre un oligarque ukrainien*, THE NEW YORK TIMES (8 décembre 2015), <https://www.nytimes.com/2015/12/09/world/europe/corruption-ukraine-joe-biden-son-hunter-biden-ties.html>.

<sup>45</sup>Témoignage de George Kent à 104 ans.

<sup>46</sup>Courriel de George Kent, U.S. Dep't of St., à Bridget Brink, et al, U.S. Dep't of St. (6 septembre 2016, 9:55:14 -0400), [STATE2019-18-0000345-347] (c'est nous qui soulignons).

- **"Nous sommes très préoccupés par la corruption en Ukraine, et nous pensons que M. Zlochevsky en est un exemple".** - Mémo à l'Ambassadeur des États-Unis en Ukraine, Marie Yovanovitch, décembre 2016 <sup>4748</sup>
- **"Le propriétaire de la Birmanie était un exemple de comportement corrompu [...]"** - Témoignage de George Kent devant les comités <sup>49</sup>
- **"J'aurais conseillé à n'importe quel Américain de ne pas entrer au conseil d'administration de la société de Zlochevsky."** - Témoignage de George Kent devant les commissions <sup>50</sup>
- **"La prolifération de sociétés ukrainiennes clairement (et pas si clairement) détenues/contrôlées par d'odieux oligarques ou par ceux qui ont carrément volé des actifs et pris la fuite (comme Zlochevsky) est probablement longue".** - George Kent, Département d'État, août 2016 <sup>51</sup>
- **"Tout au long des années 2015 et 2016, les responsables américains, en particulier ceux de l'ambassade américaine à K[y]iv, ont constamment fait pression sur les responsables ukrainiens pour qu'ils demandent des comptes à Zlochevsky et ont clairement exprimé notre opinion négative sur la Birmanie".** - Témoignage de George Kent devant les commissions <sup>52</sup>
- **"...nous nous sommes concentrés sur les actes de corruption de Zlochevsky en tant que ministre lorsqu'il a abusé de son poste pour attribuer des contrats d'exploration de gaz nationaux à des sociétés qu'il contrôlait par le biais de sociétés écrans."** - Témoignage de George Kent devant les commissions <sup>53</sup>
- **"Dans le cas de l'ancien ministre de l'écologie Mykola Zlochevsky, les autorités britanniques avaient saisi 23 millions de dollars d'actifs illicites appartenant au peuple ukrainien".** - Geoffrey Pyatt, alors ambassadeur des États-Unis en Ukraine, septembre 2015 <sup>5455</sup>
- **La clôture de l'affaire britannique contre Zlochevsky a été une "erreur judiciaire flagrante qui a sapé des mois d'assistance américaine ... après que le FBI et le MI5 aient passé des mois et sans doute des millions à essayer de monter la première affaire possible de recouvrement d'actifs (contre l'ancien ministre de l'écologie Zlochevsky)".** - George Kent, Département d'État, août 2016 <sup>56</sup>

47Courriel de Redacted, U.S. Dep't of St., à George Kent, U.S. Dep't of St. (6 décembre 2016, 00:18:23 -0500), [STATE-2019-18-

48(joindre la liste de contrôle pour le briefing : Rencontre de l'ambassadeur Yovanovitch avec Karen Tramontano, Blue Star Strategies [STATE-2019-18-0001206-1208]).

49Témoignage de George Kent à 21 ans.

50Témoignage de George Kent à 110 ans.

51Courriel de George Kent, U.S. Dep't of St., à Jeffrey Cole, et al., U.S. Dep't of St. (13 août 2016, 15:26 PM), [STATE-201918-0000377-378] (c'est nous qui soulignons). Lorsqu'on lui a demandé si Kent considérait Zlochevsky comme un "odieux oligarque", il a répondu : "Oui". Témoignage de George Kent, p. 104.

52Témoignage de George Kent à 20 ans (c'est nous qui soulignons).

53Témoignage de George Kent à 110 ans.

54Discours de l'ambassadeur américain Geoffrey Pyatt au Forum financier d'Odesa le 24 septembre,

55Geoffrey Pyatt, ambassadeur des États-Unis en Ukraine, <https://www.justsecurity.org/wp-content/uploads/2019/09/Remarks-by-USAmbassador-Geoffrey-Pyatt-at-the-Odesa-Financial-Forum-on-September-24-2015-ukraine.pdf> (c'est nous qui soulignons).

56Courriel de George Kent, U.S. Dep't of St., à William Taylor et autres, U.S. Dep't of St. (29 août 2016, 11h23), [STATE2019-18-0000372-374] (c'est nous qui soulignons).



- "[Les] États-Unis et le Royaume-Uni coopéraient dans le cadre d'une affaire visant à saisir les **avoirs de corruption** [de Zlochevsky] à l'étranger (qui étaient passés par les États-Unis). - Geoffrey Pyatt, alors ambassadeur des États-Unis en Ukraine, décembre 2015 <sup>57</sup>
  - Il existe **"un risque moral lié à l'association/la promotion publique de nos projets d'assistance avec des entreprises/individus considérés dans la société ukrainienne comme corrompus/compromis"**. - George Kent sur la question de savoir si une agence américaine doit coopérer ou s'associer avec la Birmanie ou Zlochevsky, août 2016 <sup>58</sup>
  - **" [Le gouvernement des États-Unis (USG)], une coopération sur le projet [avec la Birmanie] nous ferait mal paraître. Sans parler des [députés] de la commission de l'énergie et d'autres personnes qui se demanderaient comment nous parlons de la lutte contre la corruption [sic], mais qui travaillent avec ceux qui sont associés à des pratiques de corruption"**. - Un fonctionnaire du département d'État a été expurgé dans un courriel adressé à ses collègues, en septembre 2016 <sup>59</sup>
  - "[Il] existe un lien évident entre l'entreprise et son principal propriétaire. . . . D'après les rumeurs que nous entendons dans le secteur de l'énergie, il **n'y a pas le moindre sentiment que la Birmanie ait changé sa façon de mener ses affaires. . . . Je suis du côté de ceux qui n'ont rien à voir avec l'entreprise pour** éviter de saper nos efforts plus larges de promotion de la transparence et [de la lutte contre la corruption]". - C'est ce qu'a déclaré un fonctionnaire du département d'État dans un courriel adressé à ses collègues, en septembre 2016
- c. **Les responsables du Département d'État ont considéré le vice-président Biden comme un "guerrier" et "un chef de file de la politique" en matière de mesures anticorruption en Ukraine.**

Selon des témoignages, d'anciens responsables du Département d'État ont vu dans le vice-président Biden une figure américaine de premier plan qui a fait pression pour que des mesures anticorruption soient prises en Ukraine. Kent a témoigné que "le vice-président Biden menait la charge politique, poussant le président Poroshenko et le premier ministre Yatsenyuk à prendre des mesures anticorruption plus décisives". L'ambassadeur Victoria Nuland a qualifié le vice-président Biden de "guerrier" sur cette question et a déclaré : "J'étais fier de travailler avec le vice-président Biden sur la politique de l'Ukraine et en particulier d'essayer d'aider la période ukrainienne [sic] à éradiquer la corruption dans leur pays". <sup>60</sup>

Le 9 décembre 2015, le vice-président Biden s'est exprimé en Ukraine devant le parlement ukrainien, la Verkhovna Rada, et a déclaré aux membres qu'ils sont confrontés à une

57Courriel de Geoffrey Pyatt, ambassadeur en Ukraine, U.S. Dep't of St., à Victoria Nuland, et autres, U.S. Dep't of St. (6 décembre 2015, 11:13:00 -0500), [STATE-2019-18-0000325] (c'est nous qui soulignons).

58Courriel de George Kent, U.S. Dep't of St., à Jeffrey Cole, et al., U.S. Dep't of St. (13 août 2016, 15:26 PM), [STATE-201918-0000377-378].

59Le projet mentionné dans ce courriel concernait l'association de la Birmanie au MERP. Courriel de Redacted, U.S. Dep't of St, à George Kent et autres, U.S. Dep't of St (1er septembre 2016, 7h15), [State-2019-18-0000505-506] (c'est nous qui soulignons). Kent qualifiera plus tard la relation entre la Birmanie et le MERP d'"effort de co-marquage malavisé de l'USAID". Courriel de George Kent, U.S. Dep't of St, à Jorgan Andrew, et al, U.S. Dep't of St (22 novembre 2016, 00:46:32 -0500), [État-2019-18-0000479].

Courriel de Redacted, U.S. Dep't of St., à George Kent, et al, U.S. Dep't of St. (1er septembre 2016, 7:46), [State-2019-180000505] (c'est nous qui soulignons).

L'Témoignage de George Kent à 21 ans.

60Témoignage de Victoria Nuland à 70 ans.

"épreuve de courage" et qu'ils ont "l'obligation" envers les Ukrainiens de réformer leur pays pour "construire une nation ukrainienne unie et démocratique qui puisse résister à l'épreuve du temps".<sup>61</sup> Ce faisant, M. Biden a déclaré que les Ukrainiens ont "une bataille historique contre la corruption".<sup>62</sup> Il a déclaré que "les ligarres et les non-oligarques doivent jouer selon les mêmes règles".<sup>63</sup> Biden a appelé la Rada à " saisir l'occasion ". Construire un meilleur avenir pour le peuple ukrainien".<sup>64</sup> Le discours de Biden, qui a poussé à des mesures anti-corruption, a été, selon Nuland, "très puissant et reçu avec force par la Rada".<sup>65</sup> Pourtant, alors que le vice-président Biden appelait les membres de la Rada à avoir le courage de faire face à la corruption en Ukraine, le personnel du vice-président donnait des conseils contraires.

**d. Le personnel du vice-président Biden lui a recommandé de ne pas associer Zlochevsky à la corruption.**

Nuland a déclaré aux comités qu'en confrontant les oligarques, les États-Unis enverraient un message anti-corruption.<sup>97</sup> Pourtant, alors que le personnel du vice-président Biden répondait aux demandes de la presse concernant la Birmanie et Zlochevsky, un membre du personnel écrivait : "Je suis inquiet d'entrer dans tout ce qui concerne directement M. Zlochevsky".<sup>66</sup> Quelques jours seulement avant que le vice-président ne prononce son discours de décembre 2015 à la Rada pour promouvoir les mesures de lutte contre la corruption, ses collaborateurs ont préparé des sujets de discussion pour lui et ont inclus une réponse à la question : "Pensez-vous que Zlochevsky est corrompu ?"<sup>67</sup> Ses collaborateurs ont écrit :

**Je ne vais pas me lancer dans la dénonciation de noms ou l'accusation de personnes.** Nous avons travaillé sans relâche pour pousser les dirigeants ukrainiens à apporter des changements significatifs au sein du bureau du procureur général et du gouvernement afin de garantir que le peuple ukrainien soit représenté de manière équitable et complète.<sup>68</sup>

Il est clair que des membres du personnel du vice-président Biden voulaient le distancer d'un individu que le Département d'État jugeait manifestement corrompu et d'un individu qui employait son fils. Cela contraste fortement avec l'ambassadeur Geoffrey Pyatt, qui a identifié Zlochevsky comme un acteur corrompu lors d'un discours prononcé en septembre 2015 à Odessa, en Ukraine. Mais les commissions n'ont pu retrouver aucune déclaration publique du vice-président Biden de 2014 à 2016 dans laquelle il aurait qualifié Zlochevsky de corrompu. Au lieu de cela, en décembre 2015, la porte-parole de M. Biden a déclaré aux journalistes que "le

---

61Remarques du vice-président Joe Biden à la Rada ukrainienne (9 décembre 2015), <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-pressoffice/2015/12/09/remarks-vice-president-joe-biden-ukrainian-rada>.

62Id.

63Id.

64Id.

65Témoignage de Victoria Nuland à

96 ans.<sup>97</sup> Victoria Nuland

Témoignage à 99 ans.

66Courriel de Kendra Barkoff, Off. de la vice-présidente, à Michael Carpenter, Off. de la vice-présidente, et autres (23 octobre 2015, 10h00), [STATE-2019-18-0000339-340].

67Courriel de Kate Bedingfield, Off. de la vice-présidente, à Michael Carpenter, Off. de la vice-présidente, et autres (6 décembre 2015, 11h13), [STATE-2019-18-0000553-554].

68Courriel de Kate Bedingfield, Off. de la vice-présidente, à Michael Carpenter, Off. de la vice-présidente, et autres (6 décembre 2015, 18h04), [STATE-2019-18-0000553-554] (c'est nous qui soulignons). L'ambassadeur Pyatt a recommandé de modifier la dernière phrase de cette réponse comme suit : "Quelque chose comme "... commencer à éradiquer le cancer de la corruption qui a tant fait au fil des ans pour freiner la croissance économique et saper la confiance des Ukrainiens en ceux qui les gouvernent". Courriel de Geoffrey Pyatt, Ambassadeur en Ukraine, à Kate Bedingfield, Off. de la Vice-présidente, et autres (6 décembre 2015, 11:13), [STATE-2019-18-0000553].

vice-président ne cautionne aucune entreprise en particulier et n'a aucune implication dans cette entreprise".<sup>69</sup>

## **e. Conclusion**

Dans son discours de décembre 2015 à la Rada, le vice-président Biden a dit aux membres d'avoir le courage d'affronter la corruption et de changer le cours de l'histoire pour leur pays. Pourtant, lorsqu'il s'est agi d'interpeller un individu que le Département d'État considérait comme un "corrompu" et un "odieux oligarque", le personnel du vice-président Biden lui a conseillé de ne pas accuser Zlochevsky de corruption. En décembre 2015, alors qu'il était en Ukraine, Biden n'a pas fait le lien entre Zlochevsky et la corruption et n'a pas fait preuve du même courage qu'il a encouragé les dirigeants politiques ukrainiens à poursuivre.

Plusieurs témoins ont souligné les efforts de certains responsables américains pour permettre une enquête fructueuse sur Zlochevsky, et ont également noté que la décision américaine de conditionner une garantie de prêt d'un milliard de dollars a été prise en partie à cause de l'échec du procureur général ukrainien de l'époque à poursuivre une affaire contre Zlochevsky. Mais en fin de compte, entre 2014 et 2017, malgré l'effort concerté de nombreux responsables américains, aucun des trois différents procureurs généraux ukrainiens n'a tenu Zlochevsky pour responsable.

---

<sup>69</sup>James Risen, *Joe Biden, son fils et l'affaire contre un oligarque ukrainien*, THE NEW YORK TIMES (8 décembre 2015), <https://www.nytimes.com/2015/12/09/world/europe/corruption-ukraine-joe-biden-son-hunter-biden-ties.html>.

**VII. ALORS QUE HUNTER BIDEN FAISAIT PARTIE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BIRMANIE, LE PROPRIÉTAIRE DE LA BIRMANIE, ZLOCHEVSKY, AURAIT VERSÉ UN POT-DE-VIN DE 7 MILLIONS DE DOLLARS À LE BUREAU DU PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'UKRAINE POUR CLORE L'AFFAIRE.**

Le 12 mai 2014, la Birmanie a claironné l'ajout de Hunter Biden à son conseil d'administration, déclarant que "Biden sera en charge de l'unité juridique de Burisma Holdings et apportera son soutien à la société auprès des organisations internationales".<sup>70</sup> Dans ce même communiqué de presse, Hunter Biden a déclaré : "En tant que nouveau membre du conseil d'administration, je pense que mon aide en consultant la société sur les questions de transparence, de gouvernance et de responsabilité des entreprises, d'expansion internationale et d'autres priorités contribuera à l'économie et profitera au peuple ukrainien". Le <sup>71</sup>communiqué de la société a poursuivi en disant que M. Hunter était "une figure publique bien connue", mais il ne mentionnait pas les liens de M. Hunter avec une figure publique plus connue, son père, le vice-président des États-Unis.<sup>104</sup>

Lorsque Hunter Biden a rejoint le conseil d'administration de la Birmanie en mai 2014, le procureur général de l'Ukraine était Oleh Makhnitskyi. Makhnitskyi a occupé le poste de procureur général par intérim pendant quelques mois seulement avant de démissionner.<sup>72</sup> Sa démission a laissé la place à Vitaly Yarema, qui est devenu le 19 juin 2014 le procureur général de l'Ukraine.<sup>106</sup>

George Kent, un diplomate de carrière qui a occupé plusieurs postes au Département d'État au cours de sa carrière, y compris plusieurs tournées en Ukraine, n'avait pas une grande estime pour le procureur général Yarema ou son équipe. En fait, il a témoigné que "l'équipe [de Yarema] n'a pas réussi à engager une seule poursuite sur une période de sept mois, et **qui aurait accepté un pot-de-vin de Zlochevsky [le propriétaire de la Birmanie] pour clore le dossier contre lui et faire échouer nos efforts pour récupérer les 23 millions de dollars gelés au Royaume-Uni**".<sup>73</sup>

**a. Allégations selon lesquelles Zlochevsky a soudoyé le bureau du procureur général de l'Ukraine**

En janvier 2015, Kent est arrivé à Kiev et a appris que l'ambassade américaine ne communiquait pas avec le bureau du procureur général de l'Ukraine (PGO).<sup>74</sup> Peu après son arrivée, Kent a demandé à un fonctionnaire du ministère de la justice (DOJ) en poste à l'ambassade américaine de Kiev d'organiser une réunion de haut niveau avec le PGO. Selon

---

<sup>70</sup>Communiqué de presse, Burisma Holdings, Hunter Biden rejoint l'équipe de Burisma Holdings (12 mai 2014), <https://web.archive.org/web/20140606004334/http://burisma.com/hunter-biden-joins-the-team-of-burisma-holdings/>.

<sup>71</sup>*Id.*<sup>104</sup>  
*Id.*

<sup>72</sup>Interfax-UKRAINE, le président ukrainien démet Makhnitsky de ses fonctions de procureur général par intérim (18 juin 2014), <https://web.archive.org/web/20140714162034/http://en.interfax.com.ua/news/general/209973.html>.

<sup>106</sup>Interfax-UKRAINE, Les députés acceptent la nomination de Yarema au poste de procureur général (19 juin 2014), <https://en.interfax.com.ua/news/general/210045.html>.

<sup>73</sup>Nicholas Fandos, Kenneth P. Vogel, et Michael D. Shear, *expert du Département d'État ukrainien, déclare que la Maison Blanche l'a mis sur la touche*, THE NEW YORK TIMES (13 novembre 2019), <https://www.nytimes.com/2019/10/15/us/politics/impeachment-george-kentstate.html> ; témoignage de George Kent, p. 24 (c'est nous qui soulignons).

<sup>74</sup>Témoignage de George Kent à 128 ans.

Kent, l'objectif de cette réunion était de permettre aux fonctionnaires américains de soulever l'affaire de blanchiment d'argent contre le propriétaire de la Birmanie, Zlochevsky.<sup>75</sup> Kent a obtenu un<sup>76</sup> rendez-vous le 3 février 2015 avec le premier procureur général adjoint, qui était le "le deuxième procureur du pays à l'époque, Anatoliy Danylenko".<sup>77</sup>

Kent a témoigné que, lors de la réunion du 3 février 2015 avec le PGO, il "a confronté le premier procureur général adjoint, Anatoliy Danylenko, **demandant à savoir qui avait payé le pot-de-vin et à combien il s'élevait. J'ai également demandé que le procès contre Zlochevsky soit repris**".<sup>78</sup>

Lors de son témoignage, Kent a donné aux commissions un aperçu supplémentaire de ce qui s'est passé lors de la réunion du 3 février 2015 au PGO :

Lorsque j'ai posé la question [à Danylenko], "Combien a coûté le  
Le gouvernement a décidé d'offrir des pots-de-vin et qui les a acceptés".  
[Danylenko] a ri et a dit,  
C'est exactement ce que le président Porochenko nous a demandé la semaine  
dernière. Et  
J'ai dit : "Qu'avez-vous dit au président Poroshenko ?" et  
[Danylenko] a dit : "Sept millions de dollars et en mai dernier  
[2014], avant que nous n'entrons en fonction".

Kent n'a apparemment pas cru que le pot-de-vin de Zlochevsky avait eu lieu en mai 2014. Il a répondu à M. Danylenko,

**"Bien essayé, mais la lettre écrite par un de vos procureurs  
[PGO] a été signée fin décembre [2014], six mois après que  
vous [l'équipe de Yarema] soyez tous entrés en fonction.**"<sup>79</sup>

Le 10 février 2015, une semaine après la conversation du Kent avec le PGO, le président Porochenko a démis de ses fonctions le procureur général Yarema et d'autres membres de son équipe.

## **b. George Kent rapportant l'allégation de corruption de Zlochevsky aux responsables américains**

Kent a déclaré aux commissions qu'après la rencontre avec Danylenko, le fonctionnaire du DOJ à l'ambassade américaine de Kiev a rapporté l'allégation - selon laquelle Zlochevsky aurait versé un pot-de-vin de 7 millions de dollars au PGO - au FBI.<sup>80</sup> En ce moment, les Comités cherchent à obtenir du FBI une explication sur les mesures qu'ils ont prises, le cas échéant, après avoir reçu cette information de l'ambassade américaine à Kiev.

---

<sup>75</sup>Témoignage de George Kent, p. 128-29.

<sup>76</sup>Témoignage de George Kent à 20 ans.

<sup>77</sup>Témoignage de George Kent à 129 ans.

<sup>78</sup>Témoignage de George Kent à 20 ans (c'est nous qui soulignons).

Témoignage de George Kent, p. 130 (c'est nous qui soulignons).

<sup>79</sup>*Id.* (c'est nous qui soulignons).

*Id.*

<sup>80</sup>Témoignage de George Kent à 131

ans. <sup>117</sup> Témoignage de George Kent, p. 16.

Kent a déclaré que ce n'est qu'après la réunion du 3 février 2015 avec le PGO qu'il a appris que Hunter Biden faisait partie du conseil d'administration de la Birmanie.<sup>117</sup>

Après que Kent ait appris l'existence du prétendu pot-de-vin de Zlochevsky, il a pris connaissance des liens de Hunter Biden avec la Birmanie. Peu après, Kent s'est entretenu avec le bureau du vice-président Biden au sujet de ses préoccupations. Cette conversation a eu lieu entre le 3 et le 14 février 2015, lorsque Kent s'est retrouvé au téléphone avec un membre du personnel du bureau du vice-président Biden.<sup>81</sup> Il ne se souvenait pas de la date exacte de l'appel,<sup>82</sup> et lorsqu'on lui a demandé s'il avait informé l'employé du bureau du vice-président Biden du pot-de-vin présumé de Zlochevsky, Kent a déclaré : "Je ne me souviens pas - pour être parfaitement honnête, je ne me souviens pas à qui j'ai parlé. Kent a déclaré aux commissions qu'il n'avait pas commémoré cet appel téléphonique de février 2015 avec le bureau du vice-président Biden."<sup>121</sup>

Bien qu'il ne se souvienne pas avoir mentionné le prétendu pot-de-vin de Zlochevsky au Vice Le bureau du président Biden, ou à un membre du Conseil national de sécurité d'Obama, au fil des ans,

Kent a mentionné sa connaissance du prétendu pot-de-vin de Zlochevsky à de hauts fonctionnaires du Département d'État. Par exemple, le 31 août 2016, Kent a déclaré à des collègues du Département d'État que "[Zlochevsky] **qui a presque certainement payé le PGO en décembre 2014** (le premier adjoint du PG Danylenko de l'époque m'a dit que le pot-de-vin était de 7 millions de dollars) pour que l'affaire le concernant soit classée et que ses 23 millions de dollars d'actifs gelés au Royaume-Uni soient débloqués ?"<sup>83</sup>

### c. Conclusion

D'après le témoignage de Kent, le prétendu pot-de-vin de 7 millions de dollars versé par Zlochevsky au PGO ukrainien s'est probablement produit alors que Hunter Biden faisait partie du conseil d'administration de la Birmanie. Hunter Biden a déclaré que sa position au sein du conseil d'administration était de "se concerter sur les questions de transparence, de gouvernance d'entreprise et de responsabilité [...]"<sup>84</sup> Les commissions ont demandé au FBI des informations sur les mesures qu'il avait prises, le cas échéant, concernant cette allégation.<sup>85</sup> Le FBI n'a pas encore répondu à cette demande.

## VIII. HUNTER BIDEN : UN AGENT DES SERVICES SECRETS AMÉRICAINS PROTÉGÉ PENDANT SON SÉJOUR CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BIRMANIE

Lorsque le vice-président Biden se rendait à l'étranger à bord d'Air Force Two, il était souvent accompagné par des membres de sa famille.<sup>86</sup> Hunter Biden a rejoint son père lors de plusieurs voyages et, en tant que fils du vice-président, il pouvait s'inscrire en tant que protégé et

---

<sup>81</sup>Témoignage de George Kent à 127 ans.

<sup>82</sup>*Id.*

Témoignage de George Kent à 129 ans.<sup>121</sup> Témoignage de George Kent, p. 226.

<sup>83</sup>Courriel de George Kent, du département américain de la santé, au directeur adjoint de la mission de l'ambassade des États-Unis à Kiev, et autres (31 août 2016, 21h55), [State-2019-18-0000398-399] (c'est nous qui soulignons).

<sup>84</sup>Communiqué de presse, Burisma Holdings, Hunter Biden rejoint l'équipe de Burisma Holdings (12 mai 2014), <https://web.archive.org/web/20140606004334/http://burisma.com/hunter-biden-joins-the-team-of-burisma-holdings/>.

<sup>85</sup>Lettre de Ron Johnson, président de la Commission spéciale sur la sécurité intérieure et les affaires gouvernementales, et de Charles Grassley, président de la Commission spéciale sur les affaires finlandaises, à M. Christopher A. Wray, directeur du Federal Bureau of Investigation, ministère de la Justice. (15 septembre 2020).

<sup>86</sup>Josh Lederman, *le voyage de Biden en Chine avec son fils Hunter en 2013 fait l'objet d'un nouvel examen*, NBC NEWS (2 oct. 2019), <https://www.nbcnews.com/politics/2020-election/biden-s-trip-china-son-hunter-2013-comes-under-new-n1061051>.

recevoir une protection armée des services secrets américains (USSS). Afin de déterminer quelle était la part des voyages prévus de Hunter Biden en tant que bénéficiaire d'une protection et s'il y avait un chevauchement avec ses relations d'affaires privées, les commissions ont demandé et reçu des documents des services secrets américains détaillant les voyages prévus de Hunter Biden en tant que bénéficiaire d'une protection.

Les commissions ont constaté que Hunter Biden avait prévu de voyager en tant que bénéficiaire d'une protection après avoir rejoint Le conseil d'administration de la Birmanie en mai 2014.<sup>87</sup> Les comités ont également déterminé que Hunter Biden a refusé la protection de l'USSS après un voyage prévu le 8 juillet 2014 à Michigan City, en Inde.<sup>88</sup> Pour l'instant, les commissions n'ont pas déterminé pourquoi Hunter Biden a refusé la protection de l'USSS après le 8 juillet 2014.

#### **a. Hunter Biden, protégé par l'URSS**

Selon les archives de l'USSS, Hunter Biden s'est inscrit en tant que protégé à partir de janvier 2009, après que son père ait été élu vice-président.<sup>129</sup> Il est resté bénéficiaire de la protection pendant environ 4,5 ans, et les dossiers indiquent un nombre important de voyages à l'étranger prévus en tant que bénéficiaire de la protection. Bien que la majorité de ses voyages aient été nationaux, les commissions ont identifié près de 70 voyages que Hunter Biden a programmés à l'étranger alors qu'il était un bénéficiaire de protection.<sup>89</sup> Hunter Biden, ici identifié par l'URSS sous son nom complet, Robert H. Biden, a programmé des voyages à l'étranger en tant que bénéficiaire d'une protection dans un grand nombre de villes étrangères :

Date d'arrivée	Date de départ	Ville/pays	Protectee
6/14/2009	6/19/2009	Addis-Abeba, Éthiopie	Robert H. Biden
6/20/2009	6/22/2009	Mumbai, Inde	Robert H. Biden
9/14/2009	9/17/2009	Buenos Aires, Argentine	Robert H. Biden
11/9/2009	11/12/2009	Madrid, Espagne	Robert H. Biden
5/5/2010	5/7/2010	Bruxelles, Belgique	Robert H. Biden

Lettre de Ron Johnson, président de la Commission spéciale sur la sécurité intérieure et les affaires gouvernementales, et de Charles Grassley, président de la Commission spéciale sur les affaires finlandaises, à M. James M. Murray, directeur des services secrets américains, (5 février 2020) ; lettre de Faron K. Paramore, directeur adjoint des services secrets américains, au ministère américain de la sécurité intérieure, au président Ron Johnson, commissaire adjoint à la sécurité intérieure et aux affaires gouvernementales, et au président Charles Grassley, commissaire adjoint aux affaires finlandaises, à M. James M. Murray, directeur des services secrets américains, au ministère américain de la sécurité intérieure et aux affaires gouvernementales, et à M. Charles Grassley, président de la commission des affaires finlandaises, à M. James M. Murray, directeur des services secrets américains, au ministère américain de la sécurité intérieure et aux affaires finlandaises. (6 avril 2020).

87Rapports détaillés sur les visites de protection pour Robert H. Biden, services secrets américains, fourchette de dates : 1er janvier 2008 - 31 janvier 2017. Les services secrets américains ne peuvent pas confirmer que les voyages ont eu lieu ou si la protection a été assurée pour la totalité du voyage en raison de l'âge des dossiers en question.

88Id.<sup>129</sup>

Id.

89Rapports détaillés sur les visites de protection pour Robert H. Biden, services secrets américains, fourchette de dates : 1er janvier 2008 - 31 janvier 2017. Les services secrets américains ne peuvent pas confirmer que les voyages ont eu lieu ou si la protection a été assurée pour la totalité du voyage en raison de l'âge des dossiers en question. Les près de 70 voyages à l'étranger comprennent les déplacements dans les villes d'un même pays étranger.

8/9/2010	8/14/2010	Copenhague, Danemark	Robert H. Biden
8/15/2010	8/24/2010	Johannesburg, Afrique du Sud	Robert H. Biden
4/16/2011	4/20/2011	Taipei, Taiwan	Robert H. Biden
5/15/2011	5/16/2011	Monterrey, Mexique	Robert H. Biden
10/19/2011	10/21/2011	Hong Kong	Robert H. Biden
11/1/2011	11/4/2011	Bogota, Colombie	Robert H. Biden
11/10/2011	11/14/2011	Abou Dhabi, Émirats arabes unis	Robert H. Biden
2/15/2012	2/18/2012	Moscou, Russie	Robert H. Biden
3/20/2013	3/22/2013	Dublin, Irlande	Robert H. Biden
7/30/2013	8/1/2013	Milan, Italie	Robert H. Biden
8/1/2013	8/6/2013	Florence, Italie	Robert H. Biden
10/31/2013	11/5/2013	Abou Dhabi, Émirats arabes unis	Robert H. Biden
12/2/2013	12/4/2013	Tokyo, Japon	Robert H. Biden
12/5/2013	12/6/2013	Séoul, Corée du Sud	Robert H. Biden
12/6/2013	12/9/2013	Manille, Philippines	Robert H. Biden
4/3/2014	4/6/2014	Lac de Côme, Italie	Robert H. Biden

Joe Biden a été interrogé sur son fils, Hunter, qui l'a rejoint lors de ses voyages à l'étranger en Chine alors qu'il était vice-président. En réponse à des questions sur la question de savoir si cet arrangement constituait un conflit d'intérêts, Joe Biden a déclaré aux médias : "Je n'ai jamais parlé à mon fils [Hunter] de ses relations commerciales avec l'étranger".<sup>132</sup> Les archives de l'USSS indiquent que Hunter Biden a prévu au moins six voyages en Chine alors qu'il était sous protection, dont un voyage à Pékin en mai 2014, juste avant de rejoindre le conseil d'administration de la Birmanie :

Date d'arrivée	Date de départ	Ville/pays	Protectee
4/6/2010	4/9/2010	Pékin, Chine	Robert H. Biden
4/20/2011	4/22/2011	Pékin, Chine	Robert H. Biden
6/13/2013	6/14/2013	Shanghai, Chine	Robert H. Biden

Josh Lederman, *le voyage de Biden en Chine avec son fils Hunter en 2013 fait l'objet d'un nouvel examen*, NBC NEWS (2 oct. 2019), <https://www.nbcnews.com/politics/2020-election/biden-s-trip-china-son-hunter-2013-comes-under-new-n1061051>.<sup>132</sup> *Id.*



6/14/2013	6/15/2013	Pékin, Chine	Robert H. Biden
12/4/2013	12/5/2013	Pékin, Chine	Robert H. Biden
5/7/2014	5/8/2014	Pékin, Chine	Robert H. Biden

Lors de son voyage en Chine en décembre 2013, au cours duquel Hunter Biden a volé à bord d'Air Force Two, Hunter Biden a admis avoir rencontré un banquier chinois. Selon les informations, Hunter Biden <sup>90</sup>semblait mener sa propre affaire privée pendant ce voyage spécifique et s'efforçait d'obtenir un accord dans l'espoir de créer un fonds d'investissement chinois. <sup>134</sup>

**b. Hunter Biden, protégé de l'USSS et membre du conseil d'administration de la Birmanie.**

Selon les archives de l'USSS, Hunter Biden était un protégé au moment où il a rejoint Le conseil d'administration de la Birmanie en mai 2014.<sup>91</sup> Hunter Biden a prévu au moins sept voyages après avoir rejoint le conseil d'administration de la Birmanie le 13 mai 2014.<sup>92</sup> Ces voyages l'ont conduit dans les villes étrangères de Doha, au Qatar, et de Paris, en France, et dans les États de New York, Newark, N.J., et Michigan City, Ind..<sup>137</sup>

Date d'arrivée	Date de départ	Ville/pays	Protectee
5/11/2014	5/14/2014	Doha, Qatar	Robert H. Biden
5/27/2014	5/28/2014	New York, NY, États-Unis	Robert H. Biden
5/28/2014	5/28/2014	Newark, NJ, États-Unis	Robert H. Biden
5/29/2014	5/30/2014	Paris, France	Robert H. Biden
6/7/2014	6/10/2014	Paris, France	Robert H. Biden
6/21/2014	6/27/2014	Mich. City, IN, USA	Robert H. Biden
6/29/2014	7/8/2014	Mich. City, IN, USA	Robert H. Biden

Les commissions n'ont pas déterminé pourquoi Hunter Biden a refusé la protection de l'USSS après le voyage du 8 juillet 2014 à Michigan City. Mais il convient de noter que, la veille de son dernier voyage en tant que bénéficiaire de la protection, le Time a publié un article décrivant les efforts de lobbying accrus de la Birmanie auprès des responsables américains et l'implication de Hunter dans le conseil d'administration de la Birmanie.<sup>93</sup> Les comités ont

<sup>90</sup>*Id.* <sup>134</sup>

*Id.*

<sup>91</sup>Rapports détaillés sur les visites de protection pour Robert H. Biden, services secrets américains, fourchette de dates : 1er janvier 2008 - 31 janvier 2017. Les services secrets américains ne peuvent pas confirmer que les voyages ont eu lieu ou si la protection a été assurée pour la totalité du voyage en raison de l'âge des dossiers en question.

<sup>92</sup>*Id.* <sup>137</sup>

*Id.*

<sup>93</sup>Michael Scherer, *Ukrainian Employer of Joe Biden's Son Hires a D.C. Lobbyist*, TIME (7 juillet 2014). <https://time.com/2964493/ukraine-joe-biden-son-hunter-burisma/>.

demandé des informations supplémentaires à l'USSS sur l'absence de dossiers après le 8 juillet 2014. L'USSS n'a pas fourni plus de détails, sauf que Hunter Biden a décliné la protection.

### **c. Conclusion**

Hunter Biden a programmé des centaines de voyages alors qu'il était un protégé. Il était membre du conseil d'administration de la Birmanie lorsqu'il était sous protection. On ne sait pas si Hunter Biden a mené d'autres affaires privées alors qu'il était sous protection. En outre, les commissions ne savent pas pourquoi Hunter Biden a refusé la protection de l'USSS, ni si l'examen des médias a été un facteur qui a incité Hunter à refuser la protection en juillet 2014.

## **IX. LES RESPONSABLES DE L'ADMINISTRATION D'OBAMA ET UNE SOCIÉTÉ DE LOBBYING DÉMOCRATE ONT EU DES CONTACTS RÉGULIERS ET IMPORTANTS AVEC L'ANCIEN FONCTIONNAIRE UKRAINIEN ANDRII TELIZHENKO.**

### **a. Introduction**

Malgré les affirmations de M. Peters, membre du classement, de M. Wyden et des dirigeants démocrates, les commissions rejettent toutes les affirmations selon lesquelles cette enquête a été influencée par la désinformation russe. Pour être bien clair, le travail des comités s'est concentré uniquement sur les dossiers de l'administration Obama provenant du Département d'État, des archives nationales et des dossiers de l'administration, le ministère de la justice, d'autres agences fédérales et la société de conseil américaine Blue Star Strategies, ainsi que des entretiens avec d'anciens et actuels responsables du gouvernement américain. Les comités ont parlé avec un ressortissant étranger de ses liens avec l'administration Obama, un agent du DNC, et avec Blue Star Strategies.

En 2016, Andrii Telizhenko était fonctionnaire à l'ambassade d'Ukraine à Washington.<sup>94</sup> À ce poste, M. Telizhenko a rencontré à plusieurs reprises des responsables de l'administration Obama, un consultant du Comité national démocrate<sup>95</sup> et le cabinet de lobbying démocrate Blue Star Strategies (qui l'a ensuite employé de 2016 à 2017). Les responsables de Blue Star Strategies ont continué à le contacter et à lui demander son aide pas plus tard qu'à l'été 2019.

### **b. Communication et rencontres entre les responsables de l'administration Obama et Telizhenko.**

Pour autant que les comités le sachent, la majorité des interactions de Telizhenko avec les responsables de l'administration Obama ont eu lieu en 2015 et 2016. Les Comités possèdent des archives de certaines de ces communications à partir de leur demande aux Archives nationales.

Selon des documents, le 19 juillet 2013, M. Telizhenko a assisté à une réunion à la Maison Blanche avec deux autres Ukrainiens pour rencontrer Lyn Debevoise.<sup>142</sup> A cette époque, Telizhenko était le conseiller d'un député de la Verkhovna Rada, le Parlement ukrainien.<sup>96</sup> On ignore ce qui a été discuté lors de cette réunion.

Le 21 juillet 2015, M. Telizhenko devait rencontrer dans l'ancien bâtiment du bureau exécutif Michael Carpenter,<sup>97</sup> qui était conseiller en politique étrangère du vice-président Biden.<sup>98</sup> On ignore ce qui a été discuté lors de cette rencontre.

---

<sup>94</sup>Les comités ont tenté d'obtenir les documents de Blue Star Strategies de Telizhenko qui sont soumis à un accord de non-divulgence, mais l'obstruction des démocrates a empêché Blue Star Strategies de fournir ces documents pertinents.

<sup>95</sup>Kenneth Vogel et David Stern, *Les efforts ukrainiens pour saboter Trump se retournent contre eux*, Politico (11 janvier 2017).

Lettre de Ron Johnson, président de la Commission spéciale sur la sécurité intérieure et les affaires gouvernementales, et de Charles Grassley, président de la Commission spéciale sur les affaires finlandaises, à David S. Ferriero, archiviste, Nat'l Archives and Records Admin, (21 novembre 2019). <sup>142</sup> Courriel de Waves Request, U.S. Secret Serv. à Marisa Donelson (11 juillet 2013, 13h18), [000064].

<sup>96</sup>Courriel d'Andrii Telizhenko, conseiller du député de Verkhovna Rada, à Lyn Debevoise (5 août 2013, 8:39), [000217].

<sup>97</sup>Courriel d'Andrii Telizhenko à Frances Castro (21 juillet 2015, 10:01), [000140].

<sup>98</sup>Penn Biden Center for Diplomacy & Global Engagement, Michael Carpenter, <https://global.upenn.edu/penn-bidencenter/person/michael-carpenter>. Michael Carpenter a travaillé à la Maison Blanche en tant que conseiller en politique étrangère du vice-président Joe Biden ainsi qu'au Conseil national de sécurité en tant que directeur pour la Russie.

**c. Janvier 2016 : visite d'une délégation ukrainienne à la Maison Blanche de M. Obama.**

Les interactions de Telizhenko avec les responsables de l'administration Obama sont devenues plus fréquentes à partir de janvier 2016. Selon un document portant le logo du DOJ, une délégation ukrainienne comprenant des procureurs ukrainiens de haut niveau est arrivée à Washington le 18 janvier 2016. L'agenda montre que leur première rencontre officielle a été confirmée pour le 19 janvier 2016, à la Maison Blanche, de 11h à midi avec "Eric Ciaramella, Elizabeth [sic] Zentos et d'autres TBD, Conseil de sécurité nationale".<sup>99</sup>

---

<sup>99</sup>Courriel d'Eric Ciaramella, Nat'l Sec. Council, à Catherine Croft, U.S. Dep't of St. (19 janvier 2016, 19:26 PM), [001753] (joignant l'ordre du jour de l'examen du système américain de justice pénale contradictoire pour les procureurs ukrainiens de haut niveau (18 janvier 2016 au 23 janvier 2016), [001755]).



**Agenda for Examination of the US Adversarial Criminal Justice System for senior-level Ukrainian  
prosecutors  
January 18 – January 23, 2016  
Washington, DC**

---

**Points of Contact:**

Catherine Newcombe: (202) 436 6885 catherine.newcombe@usdoj.gov  
Rob Hurtekant: (214) 458 7707 rob.hurtekant@usdoj.gov

**Monday, January 18, 2016**

Delegation Arrives in Washington, D.C.

Airport transfer to: **JW Marriot**, 1331 Pennsylvania Ave N. W. Washington, DC 20004

**Tuesday, January 19, 2016**

9:45	Meeting in the hotel to discuss the program
10:10	Depart hotel
11:00 – 12:00	<b>Meeting with Eric Ciaramella, Elizabeth Zentos and others TBD, National Security Council - <u>Confirmed</u></b> <i>Location:</i> 1600 Pennsylvania Ave NW <i>POCs:</i> Eric Ciaramella – (202) 456-9106 Elizabeth Zentos – (202) 456-9158
13:00 – 14:00	<b>Meeting with Kenneth Blanco, Deputy Assistant Attorney General and Bruce Swartz, Counsel to the Attorney General for International Affairs, U. S. Department of Justice - <u>Confirmed</u></b> <i>Location:</i> 950 Pennsylvania Avenue NW, Suite 4706 <i>POC:</i> Denise Turcotte (202) 616-9318 (202) 314- 2333
15:00 – 16:00	<b>Meeting with FBI – <u>TBC</u></b> <i>Location:</i> TBC
16:00 – 17:00	<b>Meeting with OPDAT/DOJ - <u>Confirmed</u></b> <i>Location:</i> 1331 F Street NW, Room 745 <i>POC:</i> Rob Hurtekant: (214) 458 7707

Au milieu de la nuit du 19 janvier 2016, Telizhenko a contacté Elisabeth Zentos, membre du Conseil de sécurité nationale (NSC) de l'administration Obama, demandant à rejoindre la réunion de la délégation NSC-Ukrainienne prévue à 11 heures ce matin-là.<sup>100</sup> On ne sait pas si Elisabeth Zentos a répondu au courriel de Telizhenko, mais elle a transmis la demande de Telizhenko à son collègue du NSC, Eric

Ciaramella, après la réunion du 19 janvier 2016.<sup>101</sup> Selon le courriel de Telizhenko à Zentos, Artem Sytnyk, Nazar Kholodnickiy et David Sakvarelidze, entre autres, ont été répertoriés comme participants à la réunion avec le NSC.<sup>102</sup>

---

100Courriel d'Andrii Telizhenko à Elisabeth Zentos, Conseil de la Sec. nat. (19 janvier 2016, 12h22), [000074].

101Courriel d'Elisabeth Zentos, Conseil national de sécurité, à Eric Ciaramella, Conseil national de sécurité (19 janvier 2016, 21h42), [000074].

102Courriel d'Andrii Telizhenko à Elisabeth Zentos, Conseil de la Sec. nat. (19 janvier 2016, 12h22), [000074].

**From:** Zentos, Elisabeth <elisabeth\_f\_zentos@nsc.eop.gov>  
**Sent:** Tuesday, January 19, 2016 9:42 PM  
**To:** Ciaramella, Eric; Ciaramella, Eric  
**Subject:** FW: Embassy of Ukraine Telizhenko

FYI—just took the time to actually read this. Woops.

**From:** Andrii Telizhenko [mailto:telizhenko.andriy@gmail.com]  
**Sent:** Tuesday, January 19, 2016 12:22 AM  
**To:** Zentos, Elisabeth <Elisabeth\_F\_Zentos@nsc.eop.gov>  
**Subject:** Embassy of Ukraine Telizhenko

Dear Liz,

Hi this is Andrii Telizhenko, how are you? Tried contacting you through facebook. I am working at the Embassy of Ukraine in US now )

Tomorrow you have a planned meeting with Mr. Sytnyk, Mr. Kholodnickiy and Mr. Sakvarelidze at 11:00am, we spoke to Mr. Sytnyk and Mr. Kholodnickiy that they would like to have somebody from the Embassy be with them at the meeting.

Would it be possible to add me in? I apologize for the late notice, just got informed.

With Regards,

Andrii Telizhenko

Au cours des deux jours suivants, les 20 et 21 janvier 2016, la délégation ukrainienne devait rencontrer une série de responsables américains, dont des représentants du Bureau de l'inspecteur général du DOJ, du DOJ, du FBI et du Département d'État.<sup>103</sup>

À l'heure actuelle, les commissions n'ont pas confirmé si toutes les inscriptions à l'ordre du jour des réunions prévues ont eu lieu. En outre, malgré les efforts des commissions, aucun fonctionnaire américain n'a confirmé ce qui a été discuté lors de ces réunions de janvier 2016 avec les procureurs ukrainiens de haut niveau.<sup>104</sup>

#### **d. Interactions entre Elisabeth Zentos, responsable du NSC d'Obama, et Andrii Telizhenko.**

Les comités ont interviewé Zentos et, au cours de cette interview, ont discuté de ses interactions avec Telizhenko. Zentos a déclaré qu'elle ne "se souvenait pas exactement de la date de sa première communication avec Telizhenko, mais elle pense que c'était pendant qu'elle travaillait à l'ambassade américaine à Kiev, donc entre 2012 et 2014".<sup>152</sup> Zentos a été moins coopérative que tout autre témoin interrogé par les commissions. Elle a refusé de fournir les noms des fonctionnaires dont elle relevait directement, et elle n'a pas voulu nommer les personnes qui lui rendaient des comptes, que ce soit au NSC ou au Département d'État.

En ce qui concerne ses rencontres et communications avec Telizhenko, à partir de janvier 2016, Zentos a témoigné qu'elle avait rencontré et communiqué avec Telizhenko car "il était un représentant du gouvernement ukrainien. Une partie de mon travail consistait à être en contact

---

<sup>103</sup>Courriel d'Eric Ciaramella, Conseil national de la sécurité, à Catherine Croft, U.S. Dep't of St. (19 janvier 2016, 19h26), [001753] (joignant l'ordre du jour de l'examen du système américain de justice pénale contradictoire pour les procureurs ukrainiens de haut niveau (jan. (001755-001756))).

<sup>104</sup>Transcript of Interview at 174-75, S. Comm. on Fin. and S. Comm. on Homeland Sec. and Governmental Aff. Interview of Elisabeth Zentos (July 20, 2020), [Ci-après le témoignage d'Elisabeth Zentos ].<sup>152</sup> Témoignage d'Elisabeth Zentos 182.

Témoignage d'Elisabeth Zentos à 34 et 38 ans.

avec le gouvernement ukrainien".<sup>105</sup> Au printemps 2016, les dossiers indiquent que Zentos et Telizhenko se sont rencontrés dans des cafés, entre autres, autour de Washington, et qu'ils se sont rencontrés au moins une fois pendant leur séjour en Ukraine. Dans l'ensemble, les dossiers indiquent qu'ils se sont rencontrés à plusieurs reprises au cours du premier semestre 2016. Par exemple, le 9 février 2016, moins d'un mois après la réunion de la Maison Blanche, Zentos et Telizhenko se sont rencontrés au Cosi à Washington.<sup>106</sup> On ne sait pas ce qui a été discuté lors de cette réunion. De plus, le 23 février 2016, Telizhenko et Zentos ont envoyé un e-mail à propos de leur rencontre. Dans sa réponse, Zentos a demandé : "Ok si j'amène mon collègue Eric, qui travaille sur l'Ukraine avec moi ? Elle a terminé le courriel en demandant : " [D]id you get Trump's autograph for me ? "<sup>107</sup>

**From:** Zentos, Elisabeth <elisabeth\_f\_zentos@nsc.eop.gov>  
**Sent:** Tuesday, February 23, 2016 5:17 PM  
**To:** Andrii Telizhenko  
**Subject:** RE: Andrii Telizhenko

Andriy! I was just thinking about you, since I just had a meeting that included "other Andriy." ☺

Yes—we need to both of the below ideas.

On the tour, I will check for open times this week. Sorry, I completely forgot this past week. Slots open up first thing in the morning, so I will attempt to get here early and snag one!

As for coffee or beer next week – definitely. Do you want to try for Wednesday or Thursday? Ok if I bring my colleague Eric, who works on Ukraine with me?

I'll get back to you soon about the tour and just let me know what day next week works best for drinks.

Also – did you get Trump's autograph for me?

Liz

**From:** Andrii Telizhenko [mailto:telizhenko.andriy@gmail.com]  
**Sent:** Tuesday, February 23, 2016 3:51 PM  
**To:** Zentos, Elisabeth <Elisabeth\_F\_Zentos@nsc.eop.gov>  
**Subject:** Andrii Telizhenko

Liz,

Hi, how are you. Just this weekend traveled to SC to take a look at the primaries process - very interesting. We spoke when we met about the possibility of a tour of the WH, is it still possible?

Also you said that you will talk to Sasha about getting his email adress - wanted to also catch up with him.

Maybe lets meet again for coffee or beer next week?

Andrii

Le 1er mars 2016, Zentos et Telizhenko ont convenu par courriel de se rencontrer le 3 mars 2016 dans un bar de Washington appelé The Exchange. Avant la réunion prévue, Zentos a dit à Telizhenko : "Je vais voir si mon collègue Eric est prêt à se joindre à nous". Lorsqu'on lui a demandé si "Eric" était Ciaramella, Zentos a refusé de répondre. Cette réunion a finalement eu lieu le 4 mars 2016, mais on ne sait pas très bien ce qui a été discuté.<sup>107</sup>

---

<sup>105</sup>Témoignage d'Elisabeth Zentos à 187 ans.

<sup>106</sup>Courriel d'Andrii Telizhenko à Elisabeth Zentos, Conseil de la Sec. nat. (9 février 2016, 14h07), [000021] .

<sup>107</sup>Emails entre Elisabeth Zentos, Conseil national et Andrii Telizhenko (23 février 2016), [000058].

<sup>107</sup>Emails entre Andrii Telizhenko et Elisabeth Zentos, Conseil de la Seconde Guerre mondiale (1er mars 2016), [000113-000114].

**From:** Andrii Telizhenko <telizhenko.andriy@gmail.com>  
**Sent:** Tuesday, March 01, 2016 4:31 PM  
**To:** Zentos, Elisabeth; Zentos, Elisabeth  
**Subject:** Re: Andrii Telizhenko

That would good)

On Tuesday, March 1, 2016, Zentos, Elisabeth <[Elisabeth\\_F\\_Zentos@nsc.eop.gov](mailto:Elisabeth_F_Zentos@nsc.eop.gov)> wrote:

Perfect! I'll see if my colleague Eric is up for joining.

**From:** Andrii Telizhenko [mailto:[telizhenko.andriy@gmail.com](mailto:telizhenko.andriy@gmail.com)]  
**Sent:** Tuesday, March 01, 2016 4:27 PM  
**To:** Zentos, Elisabeth <[Elisabeth\\_F\\_Zentos@nsc.eop.gov](mailto:Elisabeth_F_Zentos@nsc.eop.gov)>  
**Subject:** Re: Andrii Telizhenko

That is great if it fits you, I could give you a lift back) see you Thursday)

On Tuesday, March 1, 2016, Zentos, Elisabeth <[Elisabeth\\_F\\_Zentos@nsc.eop.gov](mailto:Elisabeth_F_Zentos@nsc.eop.gov)> wrote:

Yes, let's do it!

Want to plan on 5 p.m. at "The Exchange" – a little drive bar on H between 17<sup>th</sup> and 18<sup>th</sup>? I'll probably have to come back here afterward, hence why my suggestion is close to the White House...

Des rencontres supplémentaires entre Zentos et Telizhenko ont été organisées :

- **Le 4 mars 2016 :** Zentos et Telizhenko se sont rencontrés au café Swing à Washington.<sup>108</sup> Telizhenko a envoyé un courriel à Zentos après la rencontre et a discuté de la façon dont un individu cherchait à rencontrer Charles Kupchan, un responsable du NSC d'Obama.
- **Le 10 mars 2016 :** Telizhenko a envoyé un e-mail à Zentos pour demander à le rencontrer cet après-midi là pendant cinq minutes. D'après ce courriel, il semble qu'ils se soient rencontrés à 17 heures ce jour-là à Così.<sup>109</sup> Malgré ce courriel, Zentos a témoigné : "Je ne me souviens pas si cela s'est produit. Comme vous pouvez probablement le voir dans le courriel, M. Telizhenko aime me demander de le rencontrer. Je ne me souviens pas si cette rencontre précise a eu lieu".<sup>110</sup>
- **13 avril 2016 :** Zentos et Telizhenko se sont apparemment rencontrés.<sup>111</sup> Interrogée sur cette rencontre, Zentos a déclaré : "Je ne me souviens pas avoir rencontré M. Telizhenko en particulier".<sup>162</sup> Zentos a déclaré cela malgré son propre courriel à Telizhenko disant : "Pas de soucis ! Je viens d'arriver. A bientôt." <sup>112</sup>

<sup>108</sup>Emails entre Elisabeth Zentos, Conseil national de la sécurité, et Andrii Telizhenko (4 mars 2016), [000018-000019].

<sup>109</sup>Emails entre Elisabeth Zentos, Conseil national de la sécurité, et Andrii Telizhenko (10 mars 2016), [000043-000045].

<sup>110</sup>Témoignage d'Elisabeth Zentos à 193 ans.

<sup>111</sup>Emails entre Andrii Telizhenko et Elisabeth Zentos, Conseil de la Seconde Guerre mondiale (13 avril 2016), [000161]. <sup>162</sup> Témoignage d'Elisabeth Zentos à 195 ans.

<sup>112</sup>*Id.*



- **Le 4 mai 2016** : Zentos et Telizhenko se sont apparemment rencontrés. <sup>113</sup>
- **9 juillet 2016** : Zentos a envoyé un e-mail à Telizhenko pour leur proposer de se rencontrer. Le courriel suggérait que Zentos était en Ukraine à ce moment-là, et Zentos a témoigné qu'elle avait rejoint la délégation du secrétaire d'État Kerry en Ukraine à cette époque. <sup>114</sup> Zentos ne se souvient pas si elle a rencontré Telizhenko alors qu'elle était en Ukraine, malgré des courriels indiquant qu'elle prévoyait de voir Telizhenko et qu'il était "en bas dans le hall" le jour suivant. <sup>115</sup>

---

<sup>113</sup>Emails entre Andrii Telizhenko et Elisabeth Zentos, Conseil de la Seconde Guerre mondiale (4 mai 2016), [000109-000111].

<sup>114</sup>Témoignage d'Elisabeth Zentos à 198 ans.

<sup>115</sup>Emails entre Andrii Telizhenko et Elisabeth Zentos, Conseil de la Seconde Guerre mondiale (9 juillet 2016), [000275-000276].

**From:** Andrii Telizhenko <telizhenko.andriy@gmail.com>  
**Sent:** Saturday, July 09, 2016 5:32 AM  
**To:** Zentos, Elisabeth; Zentos, Elisabeth  
**Subject:** Re: Happy 4th of July!

Hi, i am downstairs in the lobby

On Friday, July 8, 2016, Zentos, Elisabeth F. EOP/NSC <[Elisabeth\\_F\\_Zentos@nsc.eop.gov](mailto:Elisabeth_F_Zentos@nsc.eop.gov)> wrote:  
Ooh, that would be wonderful--thanks so much! Although I hope you don't mind if I drink but don't eat much. I have to eat Mexican food (Ukrainian style) at 2 pm. Should be interesting. ;)

See you tomorrow at 12:30 pm!

Sent from my iPhone

On Jul 8, 2016, at 6:52 PM, Andrii Telizhenko  
<[telizhenko.andriy@gmail.com](mailto:telizhenko.andriy@gmail.com)<<mailto:telizhenko.andriy@gmail.com>>> wrote:

12:30 works out fine) I can come to the Hyatt and I will pick you up and we can drive to Podil and have lunch there- it will be closer for you? See you soon)

On Friday, July 8, 2016, Zentos, Elisabeth F. EOP/NSC

<[Elisabeth\\_F\\_Zentos@nsc.eop.gov](mailto:Elisabeth_F_Zentos@nsc.eop.gov)<[mailto:Elisabeth\\_F\\_Zentos@nsc.eop.gov](mailto:Elisabeth_F_Zentos@nsc.eop.gov)>> wrote:

Let's do 12:30 pm if that still works for you. Where should we meet? I'm staying at the Hyatt, but can go anywhere. I just need to be in Podil at 2 pm, so depending on where we meet, I'll have a little over an hour to chat.

See you soon!!!

Sent from my iPhone

On Jul 8, 2016, at 12:37 PM, Andrii Telizhenko  
<[telizhenko.andriy@gmail.com](mailto:telizhenko.andriy@gmail.com)<[javascript:;><mailto:telizhenko.andriy@gmail.com](mailto:telizhenko.andriy@gmail.com)<[javascript:;>>>](mailto:telizhenko.andriy@gmail.com)> wrote:

Hi Liz,

Yes, It would be great to meet, tomorrow what ever works best for you 12:30pm or 6pm- I am ready)

Andrii

#### e. La relation de Blue Star Strategies avec Andrii Telizhenko.

La Birmanie a engagé Blue Star Strategies, un cabinet de lobbying démocrate, en novembre 2015.<sup>116</sup> Blue Star a été fondée par Karen Tramontano, directrice générale, et Sally Painter, directrice des opérations. Tramontano et Painter ont toutes deux interagi avec Telizhenko lorsqu'il était fonctionnaire à l'ambassade d'Ukraine, et Blue Star a finalement employé Telizhenko à partir de juillet 2016.<sup>117</sup>

Le contrat de Telizhenko avec Blue Star chevauchait la représentation de la Birmanie par la firme.<sup>118</sup>

Blue Star a refusé de fournir aux comités les documents de Telizhenko datant de l'époque où il était contractant, et elle a refusé la demande des comités de libérer Telizhenko de son accord de non-divulgateion.

Mars 2016 a été un mois charnière pour Blue Star et son travail pour la Birmanie. En réponse aux appels lancés par le vice-président Biden, le procureur général Viktor Shokin était sur le point d'être démis de ses fonctions, et Blue Star a multiplié les contacts et les rencontres avec les responsables américains et ukrainiens.<sup>119</sup> Le 21 mars 2016, un employé de Blue Star a

---

<sup>116</sup>Transcription de l'interview de Karen Tramontano à 17 ans, S. Comm. on Fin. et S. Comm. on Homeland Sec. and Governmental Aff. interview of Karen Tramontano (28 août 2020). [Ci-après le témoignage de Karen Tramontano].

<sup>117</sup>Témoignage de Karen Tramontano à 57 ans.

<sup>118</sup>Transcription de l'interview à 151, S. Comm. on Fin. et S. Comm. on Homeland Sec. and Governmental Aff. Interview of Sally Painter (31 août 2020). [Ci-après le témoignage de Sally Painter].

<sup>119</sup>Tramontano a déclaré aux comités que Blue Star Strategies s'était engagé dans une "aide aux relations gouvernementales" pour la Birmanie. Bizarrement, Painter a dit exactement le contraire. Voir le témoignage de Karen Tramontano à 39 ans ; le témoignage de Sally Painter à 39 ans. De plus, lorsqu'on lui a demandé si Blue Star Strategies s'était engagée dans une "aide aux relations gouvernementales" en Ukraine au nom de la Birmanie, Painter a laissé entendre que c'était le cas : "Je veux dire, nous

envoyé un courriel à Amos Hochstein, fonctionnaire du Département d'État, pour demander une réunion avec le PDG Tramontano, le directeur de l'exploitation Painter et John Buretta, un avocat privé, afin de discuter "d'une question énergétique sensible en prévision de la visite prochaine du président Porochenko à Washington la semaine prochaine".

Le lendemain, le 22 mars 2016, le vice-président Biden a appelé le président Porochenko au sujet des garanties de prêts américains.<sup>120</sup>

Alors que les responsables de Blue Star attendaient une réponse de Hochstein, ils ont rencontré des responsables ukrainiens. Plus précisément, Tramontano a témoigné qu'elle et Painter ont rencontré des responsables ukrainiens le 22 mars 2016 à l'ambassade d'Ukraine.

<sup>121</sup>Telizhenko s'est joint à cette réunion, et Tramontano a témoigné que la Birmanie était un sujet de discussion :

Question : Donc, à ce stade de la discussion que vous avez évoquée avec M. Telizhenko, vous n'aviez pas parlé spécifiquement de la Birmanie ?

Tramontano : Oh. Non, **nous avons** - je suis désolé. **Pour être clair, oui, nous avons évoqué la Birmanie**, et mon - nous n'avons pas évoqué, vous savez, des affaires spécifiques qui étaient en cours.

Question : Je comprends. Et avez-vous parlé de la Birmanie à M. Telizhenko, ou est-ce que cela a été évoqué lors de votre rencontre avec Mme [Oksana] Shulyar ?

Tramontano : **Il est apparu lors de notre réunion [22 mars 2016] avec Mme Shulyar que M. Telizhenko était présent.** Nous avons eu cette réunion pour les informer des clients que nous avons, y compris la Birmanie, et des rencontres que nous recherchions. **Donc, oui, il [la Birmanie] est apparu dans cette discussion.**<sup>122</sup>

Selon des documents, après leur rencontre à l'ambassade d'Ukraine, Tramontano a répondu à Telizhenko, lui demandant de programmer une rencontre avec le procureur général pour l'Ukraine. Son courriel informait également Telizhenko que Buretta, un avocat et ancien fonctionnaire du ministère de la justice, prévoyait de se rendre en Ukraine pour une journée.

---

nous engageons avec le gouvernement, oui." Témoignage de Sally Painter à 40 ans. En outre, Tramontano et Painter ont tous deux nié avoir fait du lobbying auprès du gouvernement américain au nom de la Birmanie et nié avoir eu l'intention d'influencer la politique américaine à l'égard de la Birmanie ; ce témoignage est toutefois contredit par celui d'Amos Hochstein. Voir le témoignage de Karen Tramontano, p. 48 ("Nous n'avons pas fait pression sur le gouvernement américain") et 49 ("Dans notre représentation de la Birmanie, nous n'avons pas essayé d'influencer la politique américaine à l'égard de l'Ukraine") et le témoignage de Sally Painter, p. 43 (Question : "Lors de vos rencontres avec des représentants du gouvernement américain, aviez-vous l'intention d'influencer la politique américaine à l'égard de la Birmanie ?" Réponse : "Non.") et 167 ("Je ne considère pas qu'il s'agit de lobbying. Je considère qu'il s'agit d'une exploration visant à comprendre la position du gouvernement américain") par rapport au témoignage d'Amos Hochstein à la page 138 ("Ils n'ont pas aimé ma réponse, et ils ont essayé de me convaincre du contraire").

Courriel de Sean Keeley, Blue Star Strategies, à Amos Hochstein, U.S. Dep't of St. (21 mars 2016), [STATE-2019-180001124].

<sup>120</sup>Communiqué de presse, The White House Off. of the Vice President, Readout of Vice President Biden's Call with President Petro Poroshenko of Ukraine (Mar. 22, 2016), <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/03/22/readout-vice-president-bidens-call-president-petro-poroshenko-ukraine>.

<sup>121</sup>Témoignage de Karen Tramontano à 123 ans.

<sup>122</sup>Témoignage de Karen Tramontano, p. 124-25 (c'est nous qui soulignons).

Témoignage de Karen Tramontano à la pièce à conviction 9.

*Id.*

**From:** Karen Tramontano  
**Sent:** Tuesday, March 22, 2016 6:06 PM  
**To:** Andrii Telizhenko; Sally Painter  
**Subject:** RE: Andrii Telizhenko (Embassy of Ukraine)

Dear Andrii

Thank you very much. It was indeed a pleasure to meet you. As I mentioned, Sally and I will be in Kiev April 6, 7 and 8. The attorney from the U.S. John Buretta who has reviewed the matter we discussed and I would like to meet the General Prosecutor on April 6<sup>th</sup> – preferable in the afternoon. I will reach out to John today to see whether he has any flexibility and get back to you ASAP. Thank you again for your assistance.

Most sincerely,  
Karen

**From:** Andrii Telizhenko [mailto:telizhenko.andriy@gmail.com]  
**Sent:** Tuesday, March 22, 2016 5:14 PM  
**To:** Karen Tramontano <Karen.Tramontano@bluestarstrategies.com>; Sally Painter <Sally.Painter@bluestarstrategies.com>  
**Subject:** Andrii Telizhenko (Embassy of Ukraine)

Dear Sally, Karen,

It was nice seeing you at the Embassy today, thank you for coming and your help. This is my email that I respond 24/7 if you have any questions.

De plus, le lendemain de leur rencontre, Painter a envoyé à Shulyar et Telizhenko un courriel avec comme objet : "Merci beaucoup". Le courriel de Painter du 23 mars 2016 indiquait : "Comme Karen l'a dit, veuillez nous considérer comme une extension de votre équipe. Nous sommes disponibles pour vous aider de quelque façon que ce soit".<sup>123</sup> De plus, Painter a dit que Blue Star travaillait avec "Morgan Williams sur leur pièce de la visite du président [ukrainien] et serait honoré d'aider à mettre en place quelque chose pour M. Lozhkin<sup>124</sup> avec Denis McDonough, le chef de cabinet du président, ou avec toute autre personne qu'il est intéressé à rencontrer".<sup>125</sup> Blue Star n'a pas fourni ces documents aux comités, mais ceux-ci les ont reçus de Telizhenko.<sup>126</sup>

---

<sup>123</sup>Courriel de Sally Painter, Blue Star Strategies, à Oksana Shulyar et Andrii Telizhenko (23 mars 2016).

<sup>124</sup>"M. Lozhkin" fait très probablement référence à Boris Lozhkin qui a été le chef de l'administration présidentielle de l'Ukraine de juin 2014 à août 2016. Voir Congrès juif mondial, Boris Lozhkin, <https://www.worldjewishcongress.org/en/bio/borislozhkin>.

<sup>125</sup>Courriel de Sally Painter, Blue Star Strategies, à Oksana Shulyar et Andrii Telizhenko (23 mars 2016).

<sup>126</sup>*Id.*

---

**Sent:** Wednesday, March 23, 2016 5:52 PM  
**To:** oksana.shulyar@mfa.gov.ua; Andrii Telizhenko <telizhenko.andriy@gmail.com>  
**Cc:** Karen Tramontano <Karen.Tramontano@bluestarstrategies.com>; Sean Keeley <Sean.Keeley@bluestarstrategies.com>  
**Subject:** Many thanks

Dear Oksana and Andrii,

Thank you for taking the time to meet with Karen and with me yesterday. We very much appreciated your insights and guidance and really look forward to working together. As Karen said, please think of us as an extension of your team. We are available to be helpful in any way.

As noted, we are working with Morgan Williams on their piece of the President's visit and would be honored to help set up something for Mr. Lozhkin with Denis McDonough, the President's Chief of Staff, or with anyone else he is interested in meeting.

As to our trip to Kiev on April 6, 7 and 8, we are officially requesting the following government meetings, but would welcome any support you could give to ensure we can confirm them:

Le 24 mars 2016 - trois jours après que Blue Star ait demandé une réunion pour "discuter d'une question énergétique sensible" et deux jours après la rencontre avec Telizhenko et Shulyar -Painter et Buretta ont rencontré Hochstein au Département d'Etat.<sup>127</sup> Selon Painter, lors de cette rencontre de mars 2016 avec Hochstein, elle lui a fourni un résumé de la réunion de décembre 2015 de Blue Star avec l'ambassadeur Pyatt.<sup>128</sup> Elle a également déclaré aux commissions que Buretta a fourni à Hochstein un briefing sur l'affaire du tribunal britannique.<sup>129</sup> Hochstein a témoigné qu'il avait décidé de rencontrer les responsables de Blue Star, "parce que jusqu'à cette rencontre, j'avais encore l'impression, dès la première réunion, qu'ils cherchaient à faire un rapport. C'était le cas - je n'avais pas de problème à les rencontrer à nouveau et à savoir où ils en étaient dans leur processus".<sup>130</sup> Il ne se souvenait pas que Blue Star lui avait fourni un rapport, mais ils lui ont donné un avis verbal sur leur position et ont également essayé de le "convaincre" de changer de position.

**f. Blue Star suit la recommandation de Telizhenko de retirer le nom de la Birmanie pour obtenir une rencontre avec le PGO en juin 2016.**

Tout en élaborant une stratégie pour obtenir une rencontre avec le procureur ukrainien en juin 2016

Le General's Office, les responsables de Blue Star et Telizhenko ont discuté de la manière dont ils devraient rédiger la demande de réunion au PGO. Blue Star a demandé cette réunion pour

---

<sup>127</sup>Courriel de Redacted, U.S. Dep't of St., à Amos Hochstein, U.S. Dep't of St. (22 mars 2016, 10:43:00 -0400), [STATE2019-18-0001125].

<sup>128</sup>Témoignage de Sally Painter à 116 ans.

<sup>129</sup>Témoignage de Sally Painter à 117 ans.

<sup>130</sup>Témoignage d'Amos Hochstein, p. 131-32.

Témoignage d'Amos Hochstein, p. 132-33, 138.

discuter des affaires en cours du PGO contre la Birmanie et Zlochevsky. Le 7 juin 2016, Telizhenko a offert ses conseils dans un e-mail à Tramontano :

Je voulais recommander, dans la lettre de demande officielle, de supprimer la raison sociale et le nom de M. Zlochevsky. Il suffit de demander une réunion et de mettre les sujets que vous voulez discuter, attendez-vous à ce que M. Zlochevsky soit présent. Je vous informerai davantage lorsque vous viendrez à Kiev, mais comme le président [Porochenko] n'aime pas vraiment Zlochevsky (il a des problèmes personnels), M. Lutsenko refusera la réunion si son nom reste dans la lettre. Vous pouvez soulever la question pendant la réunion, mais sur les lettres officielles, je recommande de la supprimer. J'ai parlé au chef de cabinet. Il est prêt à vous rencontrer, mais veuillez retirer le nom de la société et son nom.<sup>131</sup>

Le 10 juin 2016, Tramontano a répondu à Telizhenko en disant : "Merci pour votre aide. J'espère que vous avez reçu la lettre révisée".

On Friday, June 10, 2016, Karen Tramontano <Karen.Tramontano@bluestarstrategies.com> wrote:  
Dear Andrii  
  
Thank you for your assistance. I hope you received the revised letter. Is there any news to report  
? Look forward to seeing you in Kiev  
All the best  
Karen  
  
Sent from my iPhone

Tramontano a témoigné que certaines des recommandations de Telizhenko ont été adoptées :<sup>132</sup>

Question : Blue Star a-t-elle apporté les changements recommandés par M. Telizhenko à la lettre envoyée au procureur général ?

Tramontano : John Buretta a fait les changements.

Question : Et quels changements M. Buretta a-t-il apportés ?

Tramontano : Si je me souviens bien, et je crois que ce document est dans la soumission, il a changé les points de l'ordre du jour pour retirer **le nom de la société [Burisma] des points de l'ordre du jour**.<sup>133</sup>

Le 22 juin 2016, Tramontano, Buretta et le Birman Vadym Pozharskiy ont rencontré le procureur Le général Lutsenko.<sup>134</sup>

#### **g. Un fonctionnaire de Blue Star communique avec Telizhenko en 2019.**

---

<sup>131</sup>Témoignage de Karen Tramontano, p. 136-37.

Témoignage de Karen Tramontano à 139 ans.

<sup>132</sup>Témoignage de Karen Tramontano à 139-140.

<sup>133</sup>*Id.* (c'est nous qui soulignons).

<sup>134</sup>Témoignage de Karen Tramontano à 140 ans.

Le contrat de Blue Star avec Telizhenko a pris fin en mai 2017, mais les responsables de Blue Star ont continué à communiquer avec Telizhenko.

Tramontano a témoigné qu'après avoir mis fin au contrat avec Telizhenko, "nous sommes restés en contact, je dirais, vous savez, de temps en temps. Lorsqu'il venait à Washington, il nous le faisait savoir, vous savez. Mais je ne lui ai pas parlé depuis un certain temps, je dirais".<sup>135</sup> Lorsqu'on lui a demandé si c'était la même chose pour Painter, Tramontano a répondu : "Je pense que c'est la même chose."<sup>136</sup> De plus, lorsqu'on a demandé à Tramontano si Painter communiquait davantage avec Telizhenko, elle a répondu : "Je ne sais même pas comment répondre à cette question. Je suis désolée [...]".<sup>137</sup>

Lorsque les comités ont interviewé Painter, elle a expliqué comment elle a communiqué avec Telizhenko :

Question : Comment avez-vous communiqué avec M. Telizhenko ?  
Peintre : Nous avons communiqué par courrier électronique et par téléphone.  
Question : Par téléphone, vous voulez dire les appels téléphoniques ?  
Peintre : Oui.<sup>138139</sup>

À ce moment de l'interview, Mme Painter a omis de mentionner qu'elle avait communiqué avec Telizhenko via WhatsApp.<sup>195</sup> Les commissions ont obtenu quelques images des messages WhatsApp entre Painter (cases blanches) et Telizhenko (cases vertes) entre avril 2019 et août 2019. Ces textes montrent que Blue Star et Telizhenko ont maintenu un contact constant même après que celui-ci ait quitté leur emploi et que Blue Star a continué à se fier à ses conseils.

---

135Témoignage de Karen Tramontano à 161 ans.

136Id.

137Id.

138Témoignage de Sally Painter à 150 ans.

139Sally Painter n'a produit aucune communication de WhatsApp aux comités, et les communications ont été fournies par Andrii Telizhenko.



*Messages échangés entre Sally Painter (fond blanc) et Andrii Telizhenko (fond vert)<sup>140</sup>*

---

<sup>140</sup>Messages WhatsApp entre Sally Painter, Blue Star Strategies, et Andrii Telizhenko (dans le fichier Comms.).

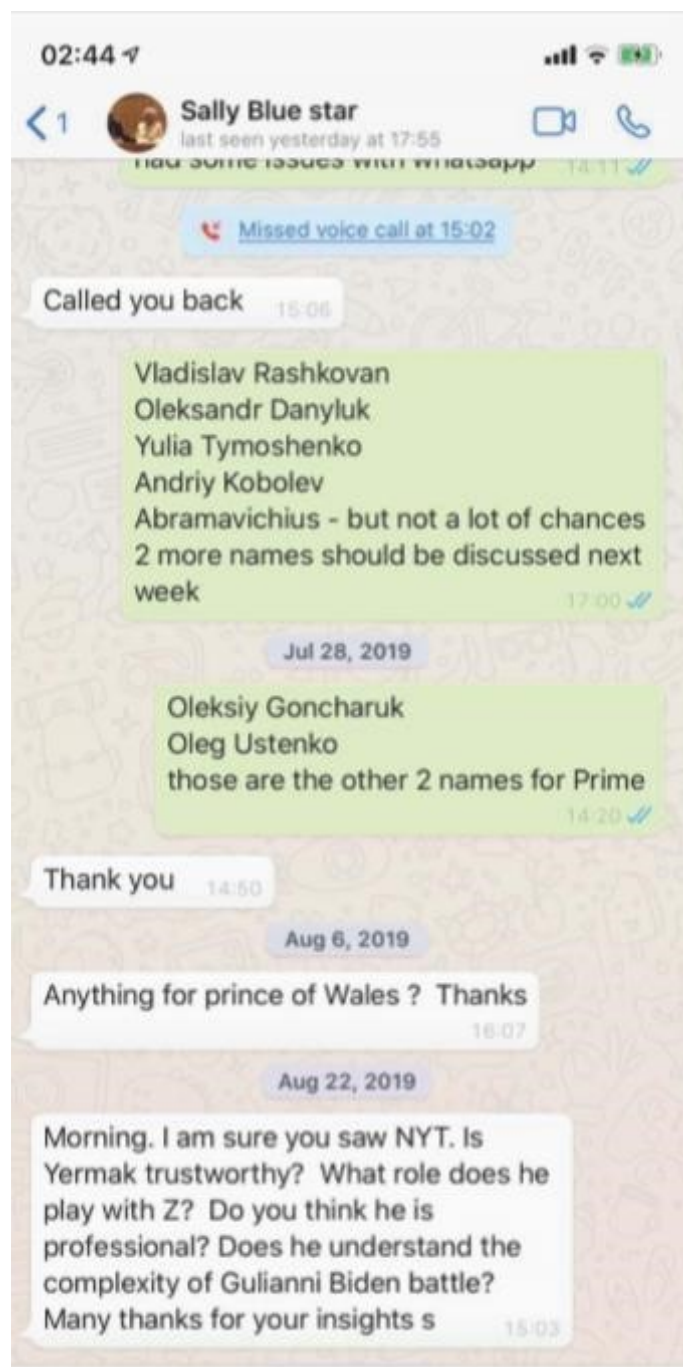




*Messages échangés entre Sally Painter (fond blanc) et Andrii Telizhenko (fond vert)<sup>197</sup>*



*Messages échangés entre Sally Painter (fond blanc) et Andrii Telizhenko (fond vert)<sup>198</sup>*



*Messages échangés entre Sally Painter (fond blanc) et Andrii Telizhenko (fond vert)<sup>199</sup>*

*Id.*

Lorsque les comités ont présenté ces messages WhatsApp à Painter, elle a confirmé que ces messages étaient authentiques :

Question : Avez-vous envoyé des SMS à Andrii Telizhenko ?

Peintre : Je le crois, oui.

**Question : S'agit-il de messages entre vous et M. Telizhenko ?**

**Peintre : Oui.**

Question : Combien de fois envoyez-vous des SMS à M. Telizhenko ?

Peintre : Je ne peux pas quantifier. Je ne me souviens pas du nombre.  
200

Painter n'a pas fourni ces messages WhatsApp aux commissions malgré des demandes répétées. Lorsqu'on lui a demandé si elle possédait toujours ces messages avec Telizhenko, Painter a témoigné : **"Je ne garde pas mes messages WhatsApp"**. Et lorsqu'on lui a demandé pourquoi elle ne gardait pas ces messages, Mme Painter a déclaré : **"J'aime m'en débarrasser. Cela me fait savoir que j'ai terminé une tâche. Alors je me débarrasse de mes messages et de mon WhatsApp et de tout mon trafic comme ça. J'aime avoir un dossier propre"** <sup>201</sup>

Lorsqu'on lui a demandé pourquoi elle communiquait avec Telizhenko en juillet 2019, Painter a témoigné,  
**"Nous avons de bons rapports, et il communiquait avec moi périodiquement"** <sup>202</sup>.

Selon ces messages, le 30 avril 2019, Painter a dit à Telizhenko de "retirer l'étoile bleue de son CV". Les commissions ont interrogé Painter à propos de ce message :

Question : On dirait que vous lui ordonnez de le faire [retirer l'étoile bleue de son CV]. Non ?

Peintre : Comme je l'ai déjà dit - ce sera la troisième fois - M. Telizhenko travaillait de plus en plus avec M. Giuliani, et nous avons eu une conversation sur la question de savoir si cela lui ferait du mal avec les républicains s'il avait Blue Star sur son CV. Il ne s'agit donc pas d'une caractérisation de notre conversation.

Question : Cela a-t-il un lien avec le message que vous avez envoyé le 26 avril 2019, qui dit : "Avez-vous vu ce que Salomon a écrit sur ce que vous avez dit ?

Peintre : Je ne pense pas que le - je ne peux pas commenter cela parce que je ne pense pas que ce soit une représentation exacte de la chaîne des

événements.

---

<sup>200</sup> Témoignage de Sally Painter, p. 153-54 (c'est nous qui soulignons).

<sup>201</sup> Témoignage de Sally Painter, p. 157 (c'est nous qui soulignons).

<sup>202</sup> Témoignage de Sally Painter, p. 158 (c'est nous qui soulignons).

Question : Vous conseillez donc à M. Telizhenko comment mieux travailler avec Rudy Giuliani et les républicains ?

Peintre : Ironiquement, M. Telizhenko me demandait mon avis. <sup>203</sup>

Dans un autre message, le 18 juin 2019, Painter a envoyé un message à Telizhenko, "Plainte déposée". Les commissions ont interrogé Painter sur ce message et elle a expliqué :

Question : Le 18 juin 2019, vous avez écrit "Plainte déposée". À quoi fait-elle référence ?

Peintre : Je ne m'en souviens pas.

Question : Vous n'avez aucun souvenir ?

Peintre : Je ne le fais pas.

Question : Pourquoi auriez-vous à dire à M. Telizhenko qu'une plainte a été déposée ?

Peintre : Je ne m'en souviens pas. <sup>204</sup>

## **h. Conclusion**

L'administration Obama et la boutique de lobbying démocrate Blue Star Strategies ont eu des contacts réguliers et étendus avec Andrii Telizhenko pendant plusieurs années. Pourtant, malgré ces contacts bien documentés avec des fonctionnaires démocrates, les démocrates ont tenté d'accuser cette enquête d'avoir reçu de lui des documents liés à Blue Star. Quelques Les démocrates ont même (à tort) identifié Telizhenko comme le "témoin vedette" des comités<sup>205</sup>. Bien qu'il ait produit un petit nombre de documents liés à Blue Star pour les comités, ces derniers ne l'ont jamais interrogé dans le cadre de cette enquête. <sup>206</sup> Néanmoins, les démocrates ont affirmé que Telizhenko est impliqué dans une campagne de désinformation russe. Même si la quasi-totalité des dossiers des comités proviennent d'agences américaines et de fonctionnaires ou de personnes des États-Unis, les démocrates ont à plusieurs reprises mal interprété les faits de cette enquête. Ce faisant, ils ont commodément ignoré leur propre longue histoire de rencontre avec Telizhenko et son travail d'un an pour une boutique de lobbying démocrate. Si les démocrates craignent que Telizhenko présente un risque de désinformation, il est à noter que les membres du classement n'ont pas exprimé de curiosité quant à son travail avec l'administration Obama ou Blue Star Strategies.

---

<sup>203</sup> Témoignage de Sally Painter à 161 ans.

<sup>204</sup> Témoignage de Sally Painter à 156 ans.

<sup>205</sup> Ranking Member Ron Wyden, Wyden Takes to Senate Floor to Address Russian Disinformation in Flawed Congressional Investigation, 2020 Election (Sept. 16, 2020), <https://www.finance.senate.gov/wyden-takes-to-senate-floor-to-address-russiandisinformation-in-flawed-congressional-investigation-2020-election>.

<sup>206</sup> Les comités ont reçu de Telizhenko un petit nombre de documents relatifs à ses communications avec Blue Star Strategies et à son travail ultérieur pour cette organisation. Les membres du classement Peters et Wyden ont accès à ces dossiers mais ont refusé de les recevoir ou de les examiner. S'ils l'avaient fait, ils auraient constaté que le Département d'État, les Archives nationales et Blue Star Strategies (après avoir reçu une assignation à comparaître) ont produit la plupart des mêmes documents aux comités. Ils auraient également remarqué les courriels et les messages textes que Blue Star n'a pas pu fournir aux comités.

## **X. LA MINORITÉ A FAUSSEMENT ACCUSÉ LES PRÉSIDENTS DE S'ÊTRE ENGAGÉS DANS UNE CAMPAGNE DE DÉSINFORMATION RUSSE ET A UTILISÉ D'AUTRES TACTIQUES POUR S'IMMISER DANS L'ENQUÊTE.**

### **a. Introduction**

Depuis que la majorité a commencé son enquête, les membres du classement ont tenté d'en déformer la portée afin de jeter le doute sur ses éventuelles conclusions. Ils l'ont fait, en partie, en répandant une théorie de conspiration sans fondement qui trouve son origine dans une campagne d'influence de source étrangère publiquement identifiée par la communauté du renseignement (IC). <sup>141</sup>Plus précisément, les démocrates, et pas seulement les membres du classement, se sont appuyés sur des documents et des déclarations de ressortissants étrangers qui tentent d'influencer la politique américaine afin de lever des allégations non étayées et manifestement inexacts liant l'enquête de la majorité à ces mêmes ressortissants étrangers peu fiables.

Dans le cadre de leurs efforts, les démocrates ont blanchi leurs spéculations non classifiées par le biais d'une analyse classifiée des rapports de renseignement pour fabriquer un vernis de crédibilité afin de protéger leurs revendications de l'examen public. Ces fausses affirmations ont ensuite été divulguées à des médias amis, qui les ont présentées comme des faits. Ensemble, ces réseaux de bureaux démocrates et d'organes de presse libéraux se sont efforcés de tisser les faits avec la fiction afin de construire un faux récit destiné à miner et à discréditer l'enquête des présidents et ses conclusions éventuelles. Au cours de ce processus, les démocrates se sont appuyés sur la désinformation de sources étrangères et l'ont diffusée, comme le fonctionnaire ukrainien Andriy Derkach, dont la CI a publiquement averti qu'il cherchait activement à influencer la politique américaine. <sup>142</sup>Ainsi, ce sont les démocrates, et plus particulièrement les députés de rang, qui se sont engagés dans une campagne de désinformation, et non les présidents Grassley ou Johnson.

### **b. Début de l'enquête, fuites précoces et partage inégal des informations**

Le 15 novembre 2019, les présidents Grassley et Johnson ont écrit une lettre non publique au Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN) du département du Trésor, demandant des rapports d'activités suspectes (SAR) sur des individus et des entités, dont Hunter Biden, Burisma Holdings (Burisma), et d'autres. Bien que la plupart des lettres envoyées au cours de l'enquête aient été rendues publiques peu après leur transmission, cette lettre n'a pas été publiée à l'époque en raison de la nature sensible des dossiers sous-jacents et de la nécessité de garantir l'intégrité de l'enquête en ce qui concerne ces dossiers. Les DAS contiennent souvent des preuves d'activités criminelles potentielles, telles que le blanchiment d'argent et la fraude, et à

---

<sup>141</sup> Voir le communiqué de presse, Off. of the Dir. of Nat'l Intelligence, Déclaration du directeur du NCSC, William Evanina : Election Threat Update for the American Public (7 août 2020), <https://www.dni.gov/index.php/newsroom/press-releases/item/2139-statementby-ncsc-director-william-evanina-election-threat-update-for-the-american-public> ; voir aussi, déclaration d'ouverture de Joshua FlynnBrown, Deputy Chief Investigative Counsel for Chairman Grassley (17 septembre 2020).

<sup>142</sup> Voir *id.*



l'époque, il n'y avait aucune preuve de l'existence de DAS pour les personnes mentionnées dans la demande.<sup>143</sup> La lettre a toutefois été communiquée au bureau du membre du classement Peters. Une semaine plus tard, le 22 novembre 2019, une copie de la lettre a été transmise à Reuters, qui a publié un article contenant un lien vers une copie complète et non expurgée de la lettre. Selon le<sup>144</sup> Trésor, le protocole du département exige de tamponner le document, ce que la version divulguée ne contenait pas.

La fuite majeure suivante a eu lieu en février 2020, juste un jour après que les Comités aient envoyé une lettre publique aux services secrets demandant les relevés de voyage de Hunter Biden.<sup>145</sup> Les comités avaient demandé les registres de voyage afin d'évaluer les allégations selon lesquelles Hunter Biden aurait pu utiliser des voyages parrainés par le gouvernement pour mener des affaires privées. Les fuites n'étaient pas liées à la lettre des services secrets, mais elles visaient à saper la demande du Trésor. Par exemple, ces divulgations aux médias comprenaient le fait que le Trésor avait produit des informations en réponse aux demandes des comités ainsi que la date approximative à laquelle le Trésor avait commencé sa production aux comités.

<sup>146</sup> L'article de Yahoo News a également déclaré que "les demandes des sénateurs au Trésor ont porté leurs fruits, selon le sénateur démocrate le plus important de la commission des finances, Ron Wyden de l'Oregon [...]"<sup>147</sup> Le porte-parole du sénateur Wyden a également déclaré que "le département du Trésor se conforme rapidement aux demandes des sénateurs républicains - aucune citation à comparaître n'est nécessaire - et produit des "preuves" d'origine douteuse".

<sup>148</sup> L'article de Yahoo News indiquait que le Département du Trésor avait "accédé aux demandes des sénateurs républicains concernant des dossiers financiers très sensibles et très confidentiels sur Hunter Biden et ses associés [...]".<sup>149</sup> En outre, le même jour où l'article de Yahoo News a été publié, BuzzFeed News a signalé que les comités avaient commencé à coordonner les entretiens avec des témoins potentiels.<sup>150</sup>

Contrairement à l'allégation selon laquelle les Présidents n'ont pas inclus les membres du classement dans l'enquête des Présidents, les membres du classement Wyden et Peters ne sont

---

143 Voir Off. du Contrôleur de la monnaie, Rapports d'activités suspectes (2013), <https://www.occ.treas.gov/topics/supervision-and-examination/bank-operations/financial-crime/suspicious-activity-reports/indexsuspicious-activity-reports.html>.

144 Voir Richard Cowan et Valerie Volcovici, *U.S. Republican Senators ask Treasury for any Reports on Hunter Biden*, REUTERS (22 novembre 2019), <https://www.reuters.com/article/us-usa-trump-impeachment-biden/u-s-republican-senators-ask-treasury-for-suspicious-activity-reports-on-hunter-biden-idUSKBN1XW254>.

145 Voir la lettre du président Charles Grassley, S. Comm. on Fin. et du président Ron Johnson, S. Comm. on Homeland Sec. et Affaire gouvernementale, aux services secrets américains. (5 février 2020), <https://www.grassley.senate.gov/sites/default/files/documents/2020-0205%20CEG%20RHJ%20to%20Secret%20Service%20%28Biden%20Travel%29.pdf> ; voir aussi Emma Loop, *Here's What's Happening In Republicans' Biden Ukraine Investigation*, BUZZFEED NEWS (6 février 2020), <https://www.buzzfeednews.com/article/emmaloop/republicans-biden-ukraine-investigation> ; Luppe B. Luppen, *Treasury Department Sent Information on Hunter Biden to Expanding GOP Senate Inquiry*, YAHOO NEWS (6 février 2020), <https://news.yahoo.com/treasury-department-sent-information-on-hunter-biden-to-expanding-gop-senate-inquiry161846826.html>.

146 Voir *id.*

147 Luppe B. Luppen, *Treasury Department Sent Information on Hunter Biden to Expanding GOP Senate Inquiry*, YAHOO NEWS (6 février 2020), <https://news.yahoo.com/treasury-department-sent-information-on-hunter-biden-to-expanding-gop-senate-inquiry161846826.html>.

148 *Id.*

149 *Id.*

150 Emma Loop, *Here's What's Happening In Republicans' Biden Ukraine Investigation*, BUZZFEED NEWS (6 février 2020), <https://www.buzzfeednews.com/article/emmaloop/republicans-biden-ukraine-investigation>.<sup>217</sup> Correspondances électroniques entre le personnel majoritaire et minoritaire (dans les dossiers de la Commission).

pas partie prenante à l'enquête de la majorité. Toutefois, les présidents Grassley et Johnson les ont inclus dans toutes les productions de documents et les entretiens, même si les membres du classement n'ont pas respecté les mêmes principes d'inclusion dans le cadre de leurs enquêtes.<sup>217</sup> Par exemple, le 1er juillet 2020, les membres du classement Wyden et Peters ont publié un rapport COVID-19 qui comprenait des informations gouvernementales non publiques qui n'ont pas été partagées avec les présidents Grassley et Johnson ou leur personnel.<sup>151</sup> Les membres du classement n'ont pas inclus les présidents et leur personnel dans toutes les demandes de production de documents liées à cette révision.<sup>152</sup> En outre, les membres du classement Wyden et Peters ont fourni au personnel des présidents une ébauche de ce rapport de 30 pages au total, ce qui signifie qu'il s'agissait de la version finale, à rendre publique.<sup>153</sup> Quelques jours plus tard, les membres du classement ont rendu public le rapport "final", qui comptait 98 pages, et non les 30 pages présentées aux présidents et à leur personnel.

Autre exemple, le membre du classement Wyden a mené une enquête d'un an sur l'administratrice des Centers for Medicare & Medicaid Services, Seema Verma, avec la commission de l'énergie et du commerce de la Chambre des représentants, la commission de la surveillance et de la réforme de la Chambre des représentants et la minorité de la commission de la santé, de l'éducation, du travail et des pensions du Sénat. Le 9 septembre 2020, à 18h16, le personnel du membre du classement Wyden a informé le personnel du président Grassley que le rapport serait publié le lendemain matin. Le personnel du membre de<sup>154</sup> rang Wyden n'a pas inclus le personnel du président Grassley dans les productions de documents, les entretiens avec les témoins, les projets de rapport ou les communications relatives à cette enquête.

En outre, les membres du classement ont à plusieurs reprises rendu publiques des informations non divulguées et non publiques concernant l'enquête de la majorité. Le 11 février, le 6 mai et le 7 juillet 2020, le membre du classement Wyden a utilisé l'enquête de la majorité pour demander au Département d'État des documents sensibles concernant l'Ukraine.<sup>155</sup> Ce faisant, les lettres du 6 mai et du 7 juillet ont également permis la diffusion non autorisée d'informations précédemment non publiques, notamment des détails concernant le nombre de documents produits par le Département d'État en réponse aux demandes des comités, informations qu'ils n'auraient pas connues s'ils n'avaient pas été inclus dans les productions de

---

151 Voir le communiqué de presse, spéc. Comm. on Aging, *Casey, Peters, Wyden Release New Report Detailing Trump Administration's Failure to Protect Nursing Home Residents and Workers From COVID-19* (1er juillet 2020), <https://www.aging.senate.gov/pressreleases/casey-peters-wyden-release-new-report-detailing-trump-administrations-failure-to-protect-nursing-home-residents-andworkers-from-covid-19->.

152 Correspondances par courrier électronique entre le personnel majoritaire et le personnel minoritaire (dans les dossiers de la Commission).

153 *Id.* (dans le fichier de Comms.).

Voir Rép. pop. de France, COVID-19 IN NURSING HOMES How the Trump Administration Failed Residents and Workers, Spec. Comm. sur le vieillissement (juillet 2020), <https://www.aging.senate.gov/imo/media/doc/COVID19%20in%20Nursing%20Homes%20Final%20Report.pdf>.

154 Correspondances par courrier électronique entre le personnel majoritaire et le personnel minoritaire (dans les dossiers de la Commission).

155 Voir la lettre du membre de rang Ron Wyden, S. Comm. on Fin, au Dep't of St. des États-Unis (11 février 2020), <https://www.finance.senate.gov/imo/media/doc/021120%20Wyden%20Letter%20to%20Mike%20Pompeo%20RE%20Ukraine%20Follow%20Up.pdf> ; Lettre du membre de rang Ron Wyden, S. Comm. on Fin, au U.S. Dep't of St. (6 mai 2020), <https://www.documentcloud.org/documents/6883366-Wyden-to-Pompeo-05-06-2020.html> ; Lettre du membre de rang Ron Wyden, S. Comm. on Fin, au U.S. Dep't of St. (7 juillet 2020), <https://www.finance.senate.gov/imo/media/doc/070720%20Wyden%20to%20Pompeo%20Third%20Ukraine%20Request.pdf>.

documents. Les organes de presse ont utilisé ces informations pour signaler que l'administration répondait aux demandes des présidents avec une rapidité inhabituelle, ce qui était faux.<sup>156</sup>

En outre, le personnel des présidents et des membres de rang a eu un appel téléphonique avec Victoria

Les avocats de Nuland le 29 août 2020. Au cours de cet appel téléphonique, le personnel du membre du classement Wyden a tenté de divulguer à l'avocat de Nuland la déposition transcrite d'un autre témoin. Le personnel des présidents est immédiatement intervenu pour mettre fin à la communication et a clairement indiqué qu'une telle divulgation aurait un effet négatif sur l'intégrité de l'enquête. En outre, le personnel des membres du classement a eu des contacts avec les avocats des témoins en l'absence du personnel des présidents ; dans le cadre d'une enquête menée par les seuls présidents et à laquelle les membres du classement se sont opposés, ce contact unilatéral soulève des inquiétudes quant à toute communication, intentionnelle ou non, qui pourrait nuire à l'intégrité de l'enquête.

Les démocrates de la Chambre ont également essayé de s'impliquer dans cette enquête. Le 21 mai,

2020, le représentant Eliot Engel, qui est le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre

a écrit au Département d'État pour demander que les documents fournis au Sénat Que des comités soient également fournis à sa commission.<sup>157</sup> (Bien entendu, le membre de rang Wyden et

Peters, membre du classement, a reçu des productions contemporaines de tous les documents fournis aux commissions). Citant le membre du classement Wyden, le président Engel n'a pas demandé les documents en rapport avec sa propre enquête.<sup>158</sup> Il s'est contenté de demander tous les documents qui ont été fournis aux commissions.<sup>228</sup> Sa demande, mal fondée, semble être un autre effort pour rassembler des informations dans le but de gérer l'interférence politique. En outre, le président Engel a demandé des documents et, dans une tentative de forcer le secrétaire Pompeo à remettre des documents, il a menacé d'engager une procédure pour outrage à magistrat contre lui.<sup>159</sup> Sur la base de communications avec le Département d'État, les actions du président Engel ont directement empêché le Département d'État de fournir des documents aux présidents. Le 18 septembre 2020, le Département d'État a fourni au président Engel des copies des documents produits aux comités sans en informer préalablement les présidents.

### **c. La théorie de la conspiration prétend**

---

Les organes de *Voir id.*

<sup>156</sup>*Voir* Luppe B. Luppen, *Treasury Department Sent Information on Hunter Biden to Expanding GOP Senate Inquiry*, YAHOO NEWS (6 février 2020), <https://news.yahoo.com/treasury-department-sent-information-on-hunter-biden-to-expanding-gop-senateinquiry-161846826.html>.

<sup>157</sup>Lettre du président Elliot Engel, U.S. H.R. Comm. on Foreign Affair, au U.S. Dep't of St. (21 mai 2020), [https://foreignaffairs.house.gov/\\_cache/files/5/7/577bdfdef-657a-48d7-b8e9-1b91229daf5d/404E6B8B9F59DEDDBA792009808D9C91.5-21-2020.ele-letter-to-pompeo.pdf](https://foreignaffairs.house.gov/_cache/files/5/7/577bdfdef-657a-48d7-b8e9-1b91229daf5d/404E6B8B9F59DEDDBA792009808D9C91.5-21-2020.ele-letter-to-pompeo.pdf).

<sup>158</sup>*Voir id.*

<sup>228</sup> *Voir id.*

<sup>159</sup>*Voir* le communiqué de presse du président Elliot Engel, U.S. H.R. Comm. on Foreign Affair, Engel Announces Contempt Proceedings against Pompeo (28 août 2020), <https://foreignaffairs.house.gov/2020/8/engel-announces-contempt-proceedings-against-pompeo>.

Le 13 juillet 2020, Chuck Schumer, chef de la minorité, le sénateur Mark Warner, président Nancy Pelosi, et le représentant Adam Schiff ont envoyé une lettre, avec une pièce jointe classifiée, au FBI pour exprimer une prétendue croyance que le Congrès fait l'objet d'une campagne de désinformation à l'étranger.<sup>160</sup> Dans cette lettre, qui a été rendue publique le 20 juillet 2020, ils ont demandé un briefing défensif sur les efforts étrangers visant à interférer dans l'élection présidentielle américaine de 2020.<sup>231</sup> La pièce jointe classifiée comprenait des éléments non classifiés qui, entre autres choses, ont tenté - et échoué - à lier l'enquête des commissions mixtes à la désinformation étrangère.

L'un de ces éléments était un paragraphe non classifié qui résumait un document de source ouverte créé par l'Ukrainien Andriy Derkach, membre de l'alliance russe, qui mentionne les présidents ainsi que d'autres sénateurs et responsables de l'administration républicaine. Dans ce document, les présidents sont étiquetés comme des personnes qui luttent contre la corruption ukrainienne et sous leurs photos se trouve une icône d'enveloppe. Les démocrates ont émis l'hypothèse que l'icône de l'enveloppe suggérait que les présidents avaient *peut-être* reçu des informations de ce ressortissant ukrainien. Les médias libéraux ont repris cette référence, clairement à partir d'une fuite, même si les Présidents n'avaient reçu aucune information de ce ressortissant ukrainien, y compris de prétendues cassettes. Ces médias ont rapporté que les présidents avaient en fait reçu des informations de Derkach, ce qui est faux.<sup>161</sup> En effet, en cliquant sur l'icône de l'enveloppe dans le document, on obtient une collection de lettres publiques que les présidents ont envoyées au cours de l'enquête, et non des documents supplémentaires que Derkach leur aurait envoyés. Bien que la lettre des démocrates et la pièce jointe du 13 juillet aient ciblé l'enquête des présidents, ils n'ont pas reçu de copie de la lettre et n'ont eu accès à la partie classifiée que deux semaines après son envoi au FBI et une semaine après que des parties de celle-ci aient été rendues publiques.

Le 16 juillet, quelques jours à peine avant que la lettre du 13 juillet des démocrates ne soit rendue publique, les membres du classement Peters et Wyden ont écrit aux présidents pour demander un briefing de la Foreign Influence Task Force du FBI et d'autres membres concernés du CI sur les questions liées à l'enquête des commissions.<sup>162</sup> Le 28 juillet 2020, les présidents ont

---

<sup>160</sup>Lettre du chef de la minorité Charles Schumer, du vice-président Mark Warner, du commissaire spécial pour le renseignement, de la présidente Nancy Pelosi et du président Adam Schiff, commissaire spécial pour le renseignement, à la Fed. Bureau of Investigation (13 juillet 2020),

[https://intelligence.house.gov/uploadedfiles/20200713\\_big\\_4\\_letter\\_to\\_fbi\\_director\\_wray\\_-\\_defensive\\_briefing\\_signed.pdf](https://intelligence.house.gov/uploadedfiles/20200713_big_4_letter_to_fbi_director_wray_-_defensive_briefing_signed.pdf).<sup>231</sup>

Lettre du chef de la minorité Charles Schumer, du vice-président Mark Warner, de la commissaire spéciale du Sénat pour le renseignement, de la présidente Nancy Pelosi et du président Adam Schiff, commissaire spéciale du Sénat pour le renseignement, à la Fed. Bureau of Investigation (13 juillet 2020),

[https://intelligence.house.gov/uploadedfiles/20200713\\_big\\_4\\_letter\\_to\\_fbi\\_director\\_wray\\_-\\_defensive\\_briefing\\_signed.pdf](https://intelligence.house.gov/uploadedfiles/20200713_big_4_letter_to_fbi_director_wray_-_defensive_briefing_signed.pdf) ;

voir également le communiqué de presse, Nancy Pelosi Speaker of the House, Pelosi, Schumer, Schiff, Warner Send Letter to FBI Director Requesting Defensive Counterintelligence Briefing for All Members (20 juillet 2020),

<https://www.speaker.gov/newsroom/72020-2>.

<sup>161</sup>Voir Natasha Bertrand, Andrew Desiderio et Kyle Cheney, *Démocrates : Les paquets envoyés aux alliés de Trump font partie du complot étranger pour endommager Biden*, POLITIQUE (23 juillet 2020),

<https://www.politico.com/news/2020/07/23/democrats-letters-to-trump-allies-areforeign-plot-to-damage-biden-380217> ; Comme les présidents l'ont dit à plusieurs reprises, eux et leur personnel n'ont pas reçu, ni fait confiance, ni sollicité d'informations de Derkach.

<sup>162</sup>Lettre du membre de rang Ron Wyden, commissaire adjoint aux affaires finlandaises, et du membre de rang Gary Peters, commissaire adjoint aux affaires intérieures et aux affaires gouvernementales, au président Grassley, commissaire adjoint aux affaires finlandaises, et au président Ron Johnson, commissaire adjoint aux affaires intérieures et aux affaires gouvernementales

répondu aux membres du classement et leur ont rappelé qu'en mars 2020, le FBI et les membres concernés du CI avaient informé les commissions au sujet de l'enquête et avaient alors donné l'assurance qu'il n'y avait aucune raison que les commissions ne poursuivent pas leur enquête.<sup>163</sup> Ces assurances ont été données en sachant qu'Andrii Telizhenko avait fourni des documents aux commissions. Notamment, Telizhenko avait des contacts étendus et réguliers avec des responsables de l'administration Obama et un consultant du DNC, et travaillait pour la firme américaine démocrate Blue Star Strategies sur des questions relatives à l'enquête des commissions. En tant que tel, les seuls documents qu'il a fournis aux Comités concernaient son travail pour Blue Star Strategies et ses interactions avec les responsables de l'administration Obama. En outre, lors de cette réunion, les agences ont clairement indiqué au personnel des commissions qu'elles n'avaient pas d'informations supplémentaires à fournir et que les documents écrits pertinents, auxquels les membres ont eu accès pendant des mois, parlent d'eux-mêmes. Par la suite, le 6 août 2020, le président Grassley et le président Johnson ont reçu un autre briefing du FBI au nom de la CI, dans lequel le FBI a déclaré qu'il n'essayait pas "d'étouffer, de réduire ou d'interférer" dans l'enquête de quelque manière que ce soit.

Le 20 juillet 2020, Politico a fait un rapport sur le contenu de la lettre des démocrates du 13 juillet 2020.<sup>164</sup> Des sources non nommées pour l'article ont affirmé que la pièce jointe classifiée citait l'enquête sur Hunter Biden et d'autres personnes comme "l'une des sources de ... préoccupation".<sup>165</sup> Un article ultérieur de Politico, citant à nouveau des sources non nommées, a rapporté qu'en 2019, Derkach aurait envoyé des informations à plusieurs membres du Congrès, y compris aux présidents et au membre de rang Wyden et au membre de rang Peters.<sup>166</sup> L'article suggérait ensuite que ces faibles parallèles renforçaient les "soupçons" de certains démocrates selon lesquels l'enquête des commissions était du "blanchiment" d'une campagne d'influence étrangère visant à nuire à Biden.<sup>167</sup> L'article de Politico suggère également que le sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires européennes et eurasiennes, George Kent, et plusieurs autres personnes ont fait l'objet de demandes d'information de la part de la commission. Les Présidents ont rejeté à plusieurs reprises les affirmations selon lesquelles ils avaient un quelconque engagement avec Derkach. En août 2020, Derkach a été publiquement identifié par la CI comme un partisan d'une campagne d'influence de source étrangère pour influencer les élections de 2020. Il a ensuite été sanctionné par le département du Trésor américain pour la

---

(16 juillet 2020), [https://www.hsgac.senate.gov/imo/media/doc/200716\\_Letter\\_PetersWyden\\_IntelligenceBriefingRequest.pdf](https://www.hsgac.senate.gov/imo/media/doc/200716_Letter_PetersWyden_IntelligenceBriefingRequest.pdf).

163Lettre du président Charles Grassley, S. Comm. on Fin. et du président Ron Johnson, S. Comm. on Homeland Sec. et Affiliation gouvernementale, au membre de rang Ron Wyden, S. Comm. sur la Finlande, et au membre de rang Gary Peters, S. Comm. sur la sécurité intérieure et l'affiliation gouvernementale. (28 juillet 2020), <https://www.grassley.senate.gov/sites/default/files/2020-07-28%20RHJCEG%20Letter%20to%20Peters-Wyden%20%28Defensive%20Briefing%29.pdf>.

164Voir Natasha Bertrand, Kyle Cheney et Andrew Desiderio, *Les dirigeants du parti démocrate demandent au FBI de faire un rapport sur la "campagne d'ingérence étrangère" visant les législateurs*, POLITICO (20 juillet 2020), <https://www.politico.com/news/2020/07/20/democrats-fbi-briefingforeign-interference-campaign-373134>.

165Voir *id.*

166Voir Natasha Bertrand, Andrew Desiderio et Kyle Cheney, *Démocrates : Les paquets envoyés aux alliés de Trump font partie du complot étranger pour endommager Biden*, POLITIQUE (23 juillet 2020),

<https://www.politico.com/news/2020/07/23/democrats-letters-to-trump-allies-areforeign-plot-to-damage-biden-380217>. Comme les présidents l'ont dit à plusieurs reprises, eux et leur personnel n'ont pas reçu, ni utilisé, ni sollicité d'informations de Derkach.

167Voir *id.*

Voir Natasha Bertrand, Andrew Desiderio et Kyle Cheney, *Démocrates : Les paquets envoyés aux alliés de Trump font partie du complot étranger pour endommager Biden*, POLITIQUE (23 juillet 2020), <https://www.politico.com/news/2020/07/23/democrats-letters-to-trump-allies-areforeign-plot-to-damage-biden-380217>.

même activité. Le <sup>168</sup>président Grassley et le président Johnson ont félicité le Trésor pour avoir imposé ces sanctions. <sup>169</sup>

Étant donné que les bureaux des présidents Johnson et Grassley n'ont pas reçu et n'étaient pas au courant des informations que Derkach aurait envoyées, il est impossible que les efforts de Derkach aient pu influencer l'enquête des comités de quelque manière que ce soit. En outre, il devrait maintenant être clair que les revendications principales de Derkach ne font en aucun cas partie du travail d'enquête des commissions. Par exemple, selon les médias, Derkach est responsable de la diffusion d'allégations selon lesquelles la Birmanie aurait effectué des paiements directs à Joe Biden d'un montant de 900 000 dollars, qui auraient été acheminés à Biden par l'intermédiaire de la société de conseil de son fils, Rosemont Seneca Partners, et marqués pour des "services consultatifs". <sup>170</sup>Cette allégation de paiements directs à Joe Biden n'est pas évaluée dans le rapport d'enquête des commissions, et n'a jamais été citée comme fondement d'une quelconque demande d'information des commissions. Toutefois, lors de l'entretien des présidents avec George Kent, le personnel de Ranking Member Peters a inséré dans le compte-rendu d'interview le même document créé par Derkach sur lequel les démocrates se sont appuyés dans leur lettre du 13 juillet pour accuser faussement les présidents de se fonder sur la désinformation. <sup>171</sup> Kent a décrit le document de Derkach comme de la désinformation, mais le personnel de Ranking Member Peters l'a quand même utilisé. <sup>172</sup> Ainsi, ce sont les membres du classement qui ont introduit la désinformation dans le document, et non les présidents. <sup>245</sup>

En résumé, la lettre du 13 juillet 2020 des démocrates s'est appuyée sur la désinformation étrangère pour créer un sous-entendu faux et nuisible sur le travail de surveillance des présidents. Cette insinuation a ensuite été enveloppée dans une pièce jointe classifiée dans un effort apparent de fabriquer un vernis de crédibilité et de protéger leur analyse de l'examen public avant d'être diffusée aux médias, qui ont rapporté leurs spéculations comme des faits. Ironiquement, les démocrates se sont appuyés sur la désinformation de source étrangère et l'ont diffusée pour accuser à tort les républicains de s'appuyer sur cette même désinformation de source étrangère.

Malgré ses inexactitudes, le faux récit des démocrates a continué à être repris, amplifié et diffusé par un large réseau de médias favorables aux démocrates et de membres démocrates du

---

<sup>168</sup>*Voir le communiqué de presse*, Off. of the Dir. of Nat'l Intelligence, Déclaration du directeur du NCSC, William Evanina : Election Threat Update for the American Public, (7 août 2020),

<https://www.dni.gov/index.php/newsroom/press-releases/item/2139-statementby-ncsc-director-william-evanina-election-threat-update-for-the-american-public> ; *voir également le communiqué de presse* du département du Trésor des États-Unis, Treasury Sanctions Russia-Linked Election Interference Actors (10 septembre 2020), <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm1118>.

<sup>169</sup>Communiqué de presse, Président Charles Grassley, S. Comm. on Fin., Grassley, Johnson Praise Trump Admin Actions Against Foreign Disinformation & Election Interference (10 septembre 2020), <https://www.grassley.senate.gov/news/news-releases/grassleyjohnson-praise-trump-admin-actions-against-foreign-disinformation>.

<sup>170</sup>Mark Moore, *Giuliani affirme que la société ukrainienne a payé 900 000 dollars à Joe Biden en frais de lobbying*, NEW YORK POST (10 octobre 2019), <https://nypost.com/2019/10/10/giuliani-claims-ukrainian-company-paid-joe-biden-900000-in-lobbying-fees/>.

<sup>171</sup>Témoignage de George Kent à 150 ans.

<sup>172</sup>Témoignage de George Kent à

156 ans. <sup>245</sup> Témoignage de George Kent, p.

150.



Congrès. MSNBC a fait de nombreux reportages sur les allégations de Derkach. <sup>173</sup>En outre, le 7 août 2020, le sénateur Richard Blumenthal a publié une tribune libre dans le *Washington Post* dans laquelle il a répété nombre de ces allégations sans fondement comme s'il s'agissait de faits.

<sup>174</sup>Il a écrit :

Il semble maintenant que ... la désinformation et la tromperie gagnent également du terrain au Congrès : Mercredi, The Post a rapporté que le sénateur Ron Johnson (R-Wis.), président de la commission de la sécurité intérieure et des affaires gouvernementales, poursuit son enquête sur la famille du candidat démocrate présumé à la présidence Joe Biden en utilisant des documents fournis au sénateur par le fils d'un ancien officier du KGB. Les actions de Johnson sont tellement préoccupantes pour la CIA, selon les informations de presse, que l'agence a refusé de le mettre au courant. Pensez-y : Le Congrès pourrait devenir un forum pour les théories de conspiration démystifiées colportées par les mandataires du Kremlin. Il n'y a aucune excuse pour perpétuer la désinformation russe au sein du Sénat américain, tout comme il n'y a aucune excuse pour empêcher le public américain d'en apprendre davantage sur les véritables menaces étrangères qui pèsent sur les élections de novembre. <sup>175</sup>

La référence du sénateur Blumenthal aux documents fournis par un ancien officier du KGB est une référence à la théorie de conspiration démystifiée selon laquelle Derkach aurait envoyé des documents aux présidents. Sa référence au briefing de la Central Intelligence Agency (CIA) concerne de fausses allégations diffusées dans un article de Politico du 5 août 2020 qui suggère que la CIA a refusé de coopérer avec une offre de briefing des Comités parce que ses officiers ont "un profond scepticisme à l'égard de la sonde [...]"<sup>176</sup> En réalité, la CIA a refusé de fournir un briefing parce qu'elle considère que tout briefing supplémentaire est *inutile*. Le FBI est l'agence principale de la CI pour les questions liées à l'ingérence étrangère dans les élections, et la Le FBI a déjà informé à plusieurs reprises les commissions au nom de la CI. Comme indiqué précédemment, lors d'un briefing en mars 2020, auquel a participé le personnel des membres du classement, le FBI a informé les commissions qu'il n'y avait aucune raison de ne pas poursuivre leur enquête. Le 6 août 2020, le FBI a réitéré la même chose aux présidents.

Les présidents ont répondu au sénateur Blumenthal, ainsi qu'aux fausses déclarations du sénateur Chris Van Hollen concernant l'enquête.<sup>177</sup> Dans leur réponse, les présidents ont

---

<sup>173</sup>Voir Steve Benen, *Dems fear foreign influence campaign is using Ron Johnson probe*, MSNBC (21 juillet 2020), <https://www.msnbc.com/rachel-maddow-show/dems-fear-foreign-influence-campaign-using-gop-s-ron-johnson-n1234509>.

<sup>174</sup>Voir le sénateur Richard Blumenthal, *La menace pour les élections américaines est réelle, et effrayante. Le public a le droit de savoir*, THE WASHINGTON POST (7 août 2020), [https://www.washingtonpost.com/opinions/the-threat-to-us-elections-is-real-and-frightening-the-public-has-a-right-to-know/2020/08/07/366dba0e-d8dd-11ea-930e-d88518c57dcc\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/opinions/the-threat-to-us-elections-is-real-and-frightening-the-public-has-a-right-to-know/2020/08/07/366dba0e-d8dd-11ea-930e-d88518c57dcc_story.html).

<sup>175</sup>*Id.*

<sup>176</sup>Voir Andrew Desiderio et Natasha Bertrand, *CIA Steers Clear of Senate Republican Probe into Bidens*, POLITICO (5 août 2020), <https://www.politico.com/news/2020/08/05/cia-biden-senate-probe-391479>.

<sup>177</sup>Communiqué de presse du président Charles Grassley, S. Comm. sur les finances, Grassley, Johnson à ses collègues : Stop Spreading ForeignSourced Falsehoods (20 août 2020), <https://www.finance.senate.gov/chairmans-news/grassley-johnson-to->

réaffirmé qu'ils n'ont reçu aucune information de Derkach et qu'ils se concentrent sur les dossiers gouvernementaux de l'administration Obama et les dossiers d'un lobby démocrate. Les présidents ont également fait remarquer aux deux sénateurs que pendant des années, les sénateurs ont colporté et poussé le récit de la collusion russe, maintenant démystifié, et ont utilisé pour ce faire le "dossier Steele" - un document démocrate acheté et payé, rempli de désinformation russe.

<sup>178</sup> Les sénateurs Blumenthal et Van Hollen n'ont jamais répondu aux Présidents.

#### **d. Fuites en cours**

Alors que ces faux récits se sont développés et répandus, les fuites vers les médias ont continué. La même équipe d'écrivains responsable de l'article du 23 juillet 2020 de Politico, cité ci-dessus, a publié plusieurs autres articles contenant des fuites d'informations du Comité relatives à l'enquête sur l'Ukraine. Le 16 juillet 2020, Politico a publié les noms des personnes que les comités ont demandé à interviewer, dont David Wade, Antony Blinken, Amos Hochstein, Victoria Nuland et Catherine Novelli.<sup>179</sup> L'article détaillait les domaines d'intérêt de l'enquête et indiquait que des citations à comparaître pourraient être émises dès le 22 juillet 2020.<sup>180</sup> Aucune de ces informations n'a été rendue publique par les présidents. Bien que les sources des fuites contenues dans l'article soient inconnues, l'article indique qu'un porte-parole du président Johnson a refusé de commenter les discussions en cours avec les témoins et le président M. Grassley n'a confirmé aux médias aucune personne interrogée, qu'elle soit potentielle ou réelle.<sup>254</sup> Sur

Le 22 juillet, Politico a publié un article indiquant que les comités avaient obtenu une interview du sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires européennes et eurasiennes, George Kent. L'article contenait des détails de programmation non publics et indiquait que Kent pourrait être interviewé dès le 24 juillet 2020.

#### **e. Traitement préférentiel**

Tout au long de cette enquête, les membres du classement ont tenté de faire croire que les présidents avaient bénéficié d'un traitement préférentiel de la part du pouvoir exécutif. Les membres du classement ont affirmé que le pouvoir exécutif a été trop rapide et trop minutieux dans ses réponses aux demandes d'information des commissions. Wyden a fait cette allégation à

colleagues-stopspredding-foreign-sourced-falsehoods.

<sup>178</sup> Voir le communiqué de presse du président Charles Grassley, la communication financière de la Commission européenne et les notes de bas de page de l'IG : De sérieux problèmes avec les sources des dossiers n'ont pas arrêté la surveillance des pages du FBI (15 avril 2020), <https://www.grassley.senate.gov/news/news-releases/ig-footnotes-seriousproblems-dossier-sources-didn-t-stop-fbi-s-page-surveillance>.

<sup>179</sup> Natasha Bertrand et Andrew Desiderio, *Senate Republicans Eye Subpoenas of Biden Advisers in Burisma Probe*, POLITICO (16 juillet 2020), <https://www.politico.com/news/2020/07/16/joe-biden-advisers-burisma-subpoenas-366358>.

<sup>180</sup> *Id.*

<sup>254</sup> *Id.*

Natasha Bertrand, *Témoignage de la mise en accusation sécurisée des républicains du Sénat qui a fait part de ses inquiétudes concernant Hunter Biden*, POLITIQUE (22 juillet 2020), <https://www.politico.com/news/2020/07/22/republicans-impeachment-witness-hunter-biden-378495>.

*Id.*

Voir la lettre du membre de rang Ron Wyden, S. Comm. sur Fin. au Dep't of St. des États-Unis (6 mai 2020), <https://www.documentcloud.org/documents/6883366-Wyden-to-Pompeo-05-06-2020.html> ; Lettre du membre de rang Ron Wyden, S. Comm. on Fin. au U.S. Dep't of St. (7 juillet 2020), <https://www.finance.senate.gov/imo/media/doc/070720%20Wyden%20to%20Pompeo%20Third%20Ukraine%20Request.pdf> ;



plusieurs reprises et a déclaré qu'il s'agissait d'efforts légitimes pour sensibiliser à "deux poids deux mesures dans la coopération de l'administration Trump avec le Congrès". L'<sup>181</sup>implication suggérée est que l'administration Trump s'efforce de communiquer rapidement des informations aux commissions parce que l'enquête inclut Hunter Biden, le fils de Joe Biden, l'opposant politique du président Trump à l'élection présidentielle de 2020.

Allégations suggérant l'existence d'un anneau creux à double standard. L'administration Trump n'a pas du tout répondu à toutes les demandes des commissions dans les délais impartis. Les présidents ont des dizaines de demandes en suspens liées à l'enquête, et à des centaines d'occasions, le personnel des présidents a dû rappeler au pouvoir exécutif, en particulier au Département d'État, de se conformer à leurs demandes. <sup>182</sup>En effet, dans certains cas, les commissions ont reçu des documents pertinents de l'administration *après avoir interrogé des témoins* qui auraient pu être interrogés sur ces informations. C'est l'absence de coopération.

Enfin, des courriels récemment publiés montrent que dans le passé, les démocrates ont fait preuve du même type de comportement que celui qu'ils accusent aujourd'hui les républicains d'adopter. Ces documents montrent que des fonctionnaires de l'administration Obama se sont empressés de produire des documents très sensibles en réponse aux demandes formulées par les bureaux des démocrates au Capitole pendant les derniers jours de l'administration Obama et avant l'entrée en fonction du président Trump. Dans un courriel du 13 janvier 2017, un membre du personnel du Département d'État a fait la remarque suivante : "L'heure tourne". <sup>183</sup> Le même jour, un autre demandait : "Les deux sénateurs [Cardin et Warner] veulent le paquet avant le jeudi 19 janvier". <sup>184</sup> Alors que la date limite pour l'investiture du président Trump approchait, le 18 janvier, une de ces mêmes personnes a écrit : "Est-il possible pour moi d'agir comme messenger et de déposer [l'information] sur la Colline demain ? Ces documents sont sensibles au temps". <sup>185</sup>

## f. Conclusion

De nombreuses allégations faites par les démocrates à l'encontre des républicains - selon lesquelles ils s'appuient sur la désinformation étrangère, qu'ils mènent une enquête politisée dans le but de faire tomber leurs opposants politiques, et qu'ils travaillent secrètement avec le pouvoir

---

Lettre du membre de rang Ron Wyden, S. Comm. on Fin, à la Fed. Bureau of Investigation (17 août 2020), <https://www.finance.senate.gov/download/081720-wyden-wray-fbi-letter> ; Lettre du membre de rang Ron Wyden, S. Comm. on Fin. au U.S. Dep't of Just. (24 août 2020), <https://www.finance.senate.gov/imo/media/doc/082420%20Wyden%20Letter%20to%20AG%20Barr%20RE%20Halkbank%20Follow-up.pdf>.

<sup>181</sup> Voir Emma Loop, *Here's What's Happening In Republicans' Biden Ukraine Investigation*, BUZZFEED NEWS (6 février 2020), <https://www.buzzfeednews.com/article/emmaloop/republicans-biden-ukraine-investigation>.

<sup>182</sup> Voir les lettres du président Charles Grassley, S. Comm. on Fin, et du président Ron Johnson, S. Comm. on Homeland Sec. and Governmental Aff. au U.S. Dep't of St., U.S. Dep't of Just. et à la Fed. Bureau of Investigation, Off. of the Dir. of Nat. Intelligence, et Cent. Intelligence Agency (28 juillet 2020) (dans les dossiers de la Comms.) (Chaque lettre indique qu'il y a un certain nombre de demandes de dossiers et d'informations en suspens de chaque département respectif).

<sup>183</sup> Courriel de Naz Durakoglu, U.S. Dep't of St., à Kerem Bilge, Eric Green, et Maria Germano, U.S. Dep't of St. (13 janvier 2017, 10h56 EST) (dans les fichiers de la Commission).

<sup>184</sup> Courriel de Naz Durakoglu, U.S. Dep't of St., à Elizabeth Lawrence, Hera Abbasi, Kerem Bilge, Katherine Harris, Eric Green, Christopher Robinson, et autres, U.S. Dep't of St. (18 janvier 2017, 15h10 EST) (dans les fichiers de la Commission).

<sup>185</sup> Voir le courriel de Julia Frifield, U.S. Dep't of St., à Hera Abbasi, Anthony Wier, Rori Kramer, Lauren Gillis, Zachary Schram, et autres, U.S. Dep't of St. (5 janvier 2017, 9h52 EST) (dans les archives de la Commission).

exécutif pour divulguer rapidement des informations sensibles pour des raisons politiques - reflètent les modèles de comportement mêmes que les démocrates eux-mêmes ont adoptés, et continuent d'adopter, sur une base régulière.

N'oublions pas que le Comité national démocrate et la campagne d'Hillary Clinton ont payé pour le dossier Steele, qui a été créé par un ressortissant étranger, ancien employé du MI6, et qui est basé sur des sources du gouvernement russe.<sup>186</sup> Certaines de ces sources gouvernementales russes faisaient partie de l'administration présidentielle russe et soutenaient Hillary Clinton.<sup>187</sup> De plus, en janvier 2017 et en février 2017, le FBI a reçu des rapports, dont certains du CI, selon lesquels des parties du dossier Steele étaient le produit d'une campagne de désinformation russe.<sup>188</sup> Ce n'est pas surprenant, puisque les services de renseignement russes étaient également au courant du dossier début 2016, avant que le FBI n'ouvre le Crossfire Hurricane. Ainsi, le dossier Steele était le véhicule parfait pour que la désinformation affecte de multiples élections et sème la discorde et le chaos. Pourtant, les démocrates n'ont eu aucun scrupule à diffuser largement les informations du dossier, à lire certaines parties du dossier dans le dossier du Congrès et à utiliser ses allégations comme base pour des années d'enquêtes et de fausses déclarations contre l'administration Trump. De plus, depuis que les présidents ont rendu public en avril 2020 le fait que le dossier Steele contenait des informations russes, il semble qu'aucun démocrate n'ait commenté cette révélation ou exprimé des inquiétudes quant à leur dépendance antérieure à la désinformation russe. Ici, les démocrates s'appuient à nouveau sur une désinformation étrangère non vérifiée pour accuser faussement leurs rivaux politiques d'en faire autant.

Le contrôle du Congrès peut et doit être non partisan. Elle doit s'attacher à mettre au jour les actes répréhensibles, quels que soient les acteurs impliqués, et à garantir la transparence et la responsabilité du gouvernement au nom du peuple américain. Les efforts visant à discréditer la surveillance légitime, notamment en utilisant la désinformation étrangère pour semer la discorde, ne servent qu'à profiter à nos adversaires étrangers au détriment de nos propres institutions démocratiques.

## **XI. LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES DE HUNTER BIDEN ET DE SA FAMILLE AVEC DES RESSORTISSANTS UKRAINIENS, RUSSES, KAZAKHS ET CHINOIS SUSCITENT DES INQUIÉTUDES D'ORDRE CRIMINEL ET DES MENACES D'EXTORSION.**

Hunter Biden était payé jusqu'à 50 000 dollars par mois pour siéger au conseil d'administration de Burisma, une société ukrainienne de gaz naturel dont le propriétaire était corrompu, tandis que son père était le visage public de la

---

<sup>186</sup>*Voir le communiqué de presse du président Charles Grassley, la communication financière de la Commission européenne et les notes de bas de page de l'IG : De sérieux problèmes avec les sources des dossiers n'ont pas arrêté la surveillance des pages du FBI (15 avril 2020), <https://www.grassley.senate.gov/news/news-releases/ig-footnotes-seriousproblems-dossier-sources-didn-t-stop-fbi-s-page-surveillance>.*

<sup>187</sup>*Voir id.*

<sup>188</sup>*Voir id.*

La politique de l'administration Obama à l'égard de l'Ukraine.<sup>189</sup> Mais la Birmanie n'est pas le seul exemple de la politique de Hunter

Biden cherche à monétiser son nom de famille. Au cours de notre enquête, les présidents Grassley et Johnson ont découvert d'autres cas où Hunter Biden, d'autres membres de sa famille et leurs associés ont conclu des accords financiers avec des ressortissants étrangers dans différentes parties du monde.

Les dossiers du Trésor acquis par les présidents montrent une activité criminelle potentielle liée aux transactions entre Hunter Biden, sa famille et ses associés, et entre ces derniers et des ressortissants ukrainiens, russes, kazakhs et chinois. Ces documents montrent notamment que Hunter Biden a reçu des millions de dollars de sources étrangères grâce aux relations d'affaires qu'il a établies pendant la période où son père était vice-président des États-Unis et après. En plus de fournir des détails nouveaux et descriptifs sur la nature, l'origine et l'étendue des paiements de Burisma Holdings à Hunter Biden, les documents acquis par les commissions ont également mis en lumière un éventail beaucoup plus large de transactions financières douteuses impliquant Hunter Biden, d'autres membres de la famille Biden, et leurs associations avec des ressortissants étrangers. Ces ressortissants étrangers ont des antécédents douteux qui ont été identifiés comme étant compatibles avec une série d'activités criminelles, y compris, mais sans s'y limiter, la prostitution organisée et/ou la traite des êtres humains, le blanchiment d'argent, la fraude et le détournement de fonds.<sup>190</sup>

Les opérations suivantes sont destinées à illustrer les associations financières entre et parmi les sujets de l'enquête. On a beaucoup parlé de Hunter Biden et Devon Archer et de leurs personnes morales, ainsi que des associations financières étrangères et nationales. Les transactions évoquées ci-dessous n'illustrent pas toute l'étendue des éléments dont disposent les commissions. Les transactions discutées ci-dessous visent à illustrer la profondeur et l'étendue de certaines transactions financières douteuses. En outre, les transactions financières illustrent de graves problèmes de contre-espionnage et d'extorsion concernant Hunter Biden et sa famille. Les commissions continueront à analyser les documents en leur possession.

#### **a. Burisma Holdings Limited**

Le 15 avril 2014, Burisma Holdings (Burisma), une société privée ukrainienne de pétrole et de gaz appartenant à l'oligarque ukrainien corrompu Mykola Zlochevsky, a envoyé deux

---

<sup>189</sup>Paul Sonne, Michael Kranish, et Matt Viser, *le magnat du gaz et fils du vice-président : The story of Hunter Biden's foray into Ukraine*, THE WASHINGTON POST (28 septembre 2019), [https://www.washingtonpost.com/world/national-security/the-gas-tycoonand-the-vice-presidents-son-the-story-of-hunter-bidens-foray-in-ukraine/2019/09/28/1aadff70-dfd9-11e9-8fd3d943b4ed57e0\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/national-security/the-gas-tycoonand-the-vice-presidents-son-the-story-of-hunter-bidens-foray-in-ukraine/2019/09/28/1aadff70-dfd9-11e9-8fd3d943b4ed57e0_story.html) ; Polina Ivanova, Maria Tsvetkova, et al, *What Hunter Biden did on the board of Ukrainian energy company Burisma*, REUTERS (18 octobre 2019), <https://www.reuters.com/article/us-hunter-biden-ukraine/what-hunter-biden-did-on-the-board-of-ukrainian-energy-company-burisma-idUSKBN1WX1P7>.

<sup>190</sup>Il existe de nombreux rapports publics concernant l'implication présumée de Hunter Biden dans des services de prostitution. Les dossiers des commissions ne confirment ni ne réfutent directement ces rapports individuels. Cependant, elles confirment que Hunter Biden a envoyé des milliers de dollars à des personnes qui ont soit 1) ont été impliquées dans des transactions compatibles avec un éventuel trafic d'êtres humains ; 2) ont été associées à l'industrie du divertissement pour adultes ; ou 3) ont été potentiellement associées à la prostitution. Certains des bénéficiaires de ces fonds sont des citoyens ukrainiens et russes. Les dossiers indiquent qu'il est prouvé que Hunter Biden a envoyé des fonds à des femmes étrangères non résidentes aux États-Unis, citoyennes de Russie et d'Ukraine, qui ont ensuite transféré les fonds qu'elles ont reçus de Hunter Biden à des personnes situées en Russie et en Ukraine. Les documents indiquent également que certaines de ces transactions sont liées à ce qui "semble être un réseau de prostitution ou de traite des êtres humains d'Europe de l'Est".

télégrammes totalisant 112 758,15 dollars à Rosemont Seneca Bohai LLC.<sup>191</sup> Rosemont Seneca Bohai est apparemment une entité fictive appartenant à Devon Archer, associé de longue date de Hunter Biden, qui a été enregistrée pour la première fois dans le Delaware le 13 février 2014.<sup>192</sup>

Selon Real Clear Politics, le jour suivant, le 16 avril 2014, Archer a visité Le vice-président Biden à la Maison Blanche.<sup>193</sup> Une semaine plus tard, le 22 avril 2014, le vice-président Biden a rencontré le premier ministre ukrainien Arseniy Yatsenyuk et s'est adressé aux législateurs ukrainiens à Kiev au sujet des actions de la Russie en Crimée.<sup>194</sup> Le même jour, la Birmanie a annoncé que M. Archer avait rejoint son conseil d'administration.<sup>195</sup> Au lendemain de la visite du vice-président Biden, la presse l'a décrit comme "le visage public de la gestion de l'Ukraine par l'administration".<sup>196</sup>

Le premier paiement de la Birmanie lié à Hunter Biden semble avoir été versé à Boies, Schiller, and Flexner LLP (Boies Schiller), le cabinet d'avocats de Washington où il était employé comme conseiller en 2014. Le 7 mai 2014, quelques semaines seulement après que le vice-président Biden ait pris la tête de la politique de l'administration Obama à l'égard de l'Ukraine, la Birmanie a envoyé à Boies Schiller un paiement de 250 000 dollars.<sup>197</sup> Environ une semaine plus tard, le 12 mai 2014, Hunter Biden a rejoint Archer le Le conseil d'administration de la Birmanie.<sup>198</sup><sup>199</sup> Le 16 septembre 2014, la Birmanie a effectué un deuxième paiement à Boies Schiller, d'un montant de 33 039,77 dollars.<sup>200</sup> Les paiements du 7 mai et du 16 septembre indiquent tous deux dans les notes de transaction qu'ils étaient "destinés à des services juridiques et de conseil".<sup>201</sup>

---

191DOCUMENT CONFIDENTIEL 1 (dans les fichiers de la Commission).

192*Voir id.*

193Betsy McCaughey, *Joe Biden Must Explain His Ukraine Dealings*, REAL CLEAR POLITICS (29 janvier 2020), [https://www.realclearpolitics.com/articles/2020/01/29/joe\\_biden\\_must\\_explain\\_his\\_ukraine\\_dealings\\_142255.html](https://www.realclearpolitics.com/articles/2020/01/29/joe_biden_must_explain_his_ukraine_dealings_142255.html).

194Communiqué de presse, The White House Off. of the Vice President, Remarks by Vice President Joe Biden at a Meeting with Ukrainian Legislators (Apr. 22, 2014), <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/04/22/remarks-vice-president-joe-biden-meeting-ukrainian-legislators> ; voir aussi le communiqué de presse, The White House Off. du vice-président, Remarques à la presse du vice-président Joe Biden et du premier ministre ukrainien Arseniy Yatsenyuk (22 avril 2014), <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/04/22/remarks-press-vice-president-joe-biden-and-ukrainian-primeminister-arse>.

195Communiqué de presse, Burisma Holdings, le financier américain et membre du conseil d'administration Devon Archer sur la maximisation de la croissance pour Burisma Holdings (22 avril 2014), <https://burisma-group.com/eng/news/us-financier-and-board-member-devon-archer-on-maximizinggrowth-for-burisma-holdings/>.

196Susan Crabtree, *Joe Biden émerge comme le fidèle acolyte d'Obama*, WASHINGTON EXAMINER (25 avril 2014), <https://www.washingtonexaminer.com/joe-biden-emerges-as-obamas-trusty-sidekick>.

CONFIDENTIAL DOCUMENT 2 (dans les archives de la Commission) ; voir également George Mesires, *A Statement on behalf of Hunter Biden, dated October 13, 2019*, MEDIUM (Oct. 13, 2019), [\\_COPY11@george.mesires/a-statement-on-behalf-of-hunter-biden-datedoctober-13-2019-d80bc11087ab](mailto:_COPY11@george.mesires/a-statement-on-behalf-of-hunter-biden-datedoctober-13-2019-d80bc11087ab).

197*Id.*

198Communiqué de presse, Burisma Holdings, Hunter Biden rejoint l'équipe de Burisma Holdings (12 mai, 199), <https://docs.house.gov/meetings/JU/JU00/20191211/110331/HMKP-116-JU00-20191211-SD984.pdf>.

200DOCUMENT CONFIDENTIEL 2 (dans les fichiers de la Commission).

201*Id.*

Les paiements de la Birmanie à Boies Schiller ont fait l'objet de reportages dans le passé.<sup>202</sup> Selon l'avocat de Hunter Biden, George Mesires, à la demande de Biden, Boies Schiller a rendu les services suivants à la Birmanie

Nardello & Co, une société d'enquête internationale de premier plan, pour évaluer, entre autres, la structure des entreprises et les pratiques gouvernementales de la Birmanie. La Birmanie a accepté de payer les frais juridiques de Boies Schiller pour aider Hunter à développer des initiatives de réforme des entreprises.<sup>280</sup>

Cependant, selon les déclarations faites à l'époque par Hunter Biden et la Birmanie, il s'agissait là des responsabilités de Hunter Biden en tant que membre du conseil d'administration de la Birmanie. Dans un communiqué de presse publié le 12 mai 2014, Biden a déclaré

Je pense que mon assistance en matière de consultation de la société sur les questions de transparence, de gouvernance et de responsabilité des entreprises, d'expansion internationale et d'autres priorités contribuera à l'économie et profitera au peuple ukrainien.<sup>203</sup>

Alan Apter, le président du conseil d'administration de la Birmanie, a également déclaré : "La stratégie de la société vise la plus forte concentration de personnel professionnel et l'introduction des meilleures pratiques d'entreprise, et nous sommes ravis que M. Biden se joigne à nous pour nous aider à atteindre ces objectifs".<sup>282</sup>

Il n'est pas clair si une partie des fonds envoyés de Birmanie à Boies Schiller a été utilisée pour payer des services que Hunter Biden était censé fournir à la Birmanie en tant que membre du conseil d'administration. En outre, si la Birmanie payait Boies Schiller pour des services de conseil fournis par la société tierce Nardello & Co, comme l'a indiqué Mesires, on ne sait pas pourquoi Hunter Biden n'a pas fourni ou organisé ces services lui-même, sur son temps libre, en échange de la rémunération qu'il recevait de la Birmanie en tant que membre du conseil d'administration.

Entre le 15 mai<sup>204</sup><sup>205</sup> et le 12 février 2016, la Birmanie a envoyé 48 autres télégrammes à Rosemont Seneca Bohai, pour un montant total de 3 489 490,78 dollars.<sup>206</sup> Sur les 48 transactions, 39 sont décrites comme des "services de conseil" et 39 des 48 sont d'un montant de 83 333,33 \$, le

---

202 Voir Kenneth P. Vogel et Iuliia Mendel, *Biden Faces Conflict of Interest Questions That Are Being Promoted by Trump and Allies*, THE NEW YORK TIMES (1er mai 2019), <https://www.nytimes.com/2019/05/01/us/politics/biden-son-ukraine.html>.<sup>280</sup>

George Mesires, *A Statement on behalf of Hunter Biden, dated October 13, 2019*, MEDIUM (Oct. 13, 2019), [\\_COPY11@george.mesires/a-statement-on-behalf-of-hunter-biden-dated-october-13-2019-d80bc11087ab](https://www.medium.com/@george.mesires/a-statement-on-behalf-of-hunter-biden-dated-october-13-2019-d80bc11087ab).

203 Communiqué de presse, Burisma Holdings, Hunter Biden rejoint l'équipe de Burisma Holdings (12 mai, 2014), <https://docs.house.gov/meetings/JU/JU00/20191211/110331/HMKP-116-JU00-20191211-SD984.pdf>.  
205 *Id.*

206 DOCUMENT CONFIDENTIEL 1 (dans le dossier de la Commission) ; DOCUMENT CONFIDENTIEL 3 (dans le dossier de la Commission) ; DOCUMENT CONFIDENTIEL 4 (dans le dossier de la Commission).

dernier paiement ayant lieu le 12 février 2016.<sup>207</sup> Entre le 5 juin 2014 et le 5 octobre 2015, Rosemont Seneca Bohai a envoyé 38 virements totalisant 701 979 dollars sur trois des comptes bancaires de Hunter Biden.<sup>208</sup> Ces virements peut représenter l'étape finale du flux de fonds de la Birmanie à Rosemont Seneca Bohai à Biden pendant cette période.

La nature de l'accord de paiement entre Biden et la Birmanie semble avoir changé au fil du temps. En mai 2016, le partenaire commercial de Hunter Biden, Archer, et cinq autres personnes ont été arrêtés et inculpés au pénal dans le cadre d'un plan visant à escroquer les investisseurs et une entité tribale de plusieurs millions de dollars.<sup>209</sup> A partir du 25 janvier 2016, la Birmanie a commencé à envoyer des paiements réguliers pour Biden à son cabinet d'avocats de Washington, Owasco PC (Owasco). Owasco a <sup>210</sup>été constitué en société le 19 janvier 2006, indique l'adresse d'un agent à Washington et mentionne que son agent d'exécution et gouverneur est Robert Hunter Biden. <sup>211</sup>

Les paiements de la Birmanie à Owasco se sont poursuivis pendant la majeure partie de 2016 et ont cessé huit jours après la victoire de Donald Trump sur Hillary Clinton lors de l'élection présidentielle du 8 novembre 2016.<sup>212</sup> Entre le 25 janvier 2016 et le 16 novembre 2016, la Birmanie a envoyé neuf télégrammes totalisant 752 054,99 dollars à Owasco avec chacune des neuf transactions dont le bénéficiaire est "Owasco, PC/Robert Biden".<sup>213</sup> Sur les neuf, deux paiements étaient de 83 333,33 \$, cinq étaient de 83 333 \$, un était de 84 992,33 \$ et un autre de 83 731 \$.<sup>214</sup> Les dossiers acquis par les commissions montrent que le dernier paiement documenté a été effectué le 16 novembre 2016.<sup>M.</sup> Biden a continué à siéger au conseil d'administration de la Birmanie jusqu'en avril 2019.

En plus d'être le propriétaire de la Birmanie, Zlochevsky a effectué au moins deux importants transferts de fonds vers la Birmanie pendant la période où Archer et Biden ont siégé à son conseil d'administration. Le 30 avril 2014, aux alentours des dates où Archer et Hunter Biden ont rejoint le conseil d'administration de la Birmanie, Zlochevsky a transféré 12,3 millions de dollars d'une autre de ses sociétés, Brociti Investments Limited (Brociti), à la Birmanie.<sup>215</sup> Brociti

---

207Id.

208DOCUMENT CONFIDENTIEL 1 (dans les fichiers de la Commission).

209Communiqué de presse, U.S. Dep't of Just, Sept défendeurs accusés devant la Cour fédérale de Manhattan d'avoir fraudé une tribu amérindienne et des investisseurs pour plus de 60 millions de dollars (11 mai 2016), <https://www.justice.gov/usao-sdny/pr/seven-defendantscharged-manhattan-federal-court-defrauding-native-american-tribe-and>.

210DOCUMENT CONFIDENTIEL 2 (dans les fichiers de la Commission).

211Voir Owasco P.C., OpenCorporates, [https://opencorporates.com/companies/us\\_dc/EXTUID\\_2684079](https://opencorporates.com/companies/us_dc/EXTUID_2684079). Owasco P.C. a été constituée en janvier 2006 ; Eric Schwerin était gouverneur et agent d'exécution, et Hunter Biden était un agent. En décembre 2019, Schwerin et Hunter Biden ont tous deux mis fin à ces affiliations avec Owasco. Voir Events for Owasco P.C., OpenCorporates, [https://opencorporates.com/companies/us\\_dc/EXTUID\\_2684079/events](https://opencorporates.com/companies/us_dc/EXTUID_2684079/events).

212DOCUMENT CONFIDENTIEL 5 (dans les fichiers de la Commission).

213DOCUMENT CONFIDENTIEL 5 (dans le dossier de la Commission) ; DOCUMENT CONFIDENTIEL 2 (dans le dossier de la Commission).

214Id.

M. DOCUMENT CONFIDENTIEL 5 (dans les fichiers de la Commission).

Kenneth P. Vogel et Iulia Mendel, *Biden fait face aux questions de conflit d'intérêts qui sont promues par Trump et ses alliés*, THE NEW YORK TIMES (1er mai 2019), <https://www.nytimes.com/2019/05/01/us/politics/biden-son-ukraine.html>.

DOCUMENT CONFIDENTIEL 2 (dans les fichiers de la Commission).

215Id.

est basée à Kiev, en Ukraine, et est enregistrée à Limassol, à Chypre.<sup>216</sup> Zlochevsky a envoyé un autre fil de Brociti à la Birmanie le 20 avril 2015, pour un montant de 212 000 dollars.<sup>217</sup> On ne sait pas exactement quel est le montant, le cas échéant, des fonds transférés par Zlochevsky le 30 avril 2014 et le 20 avril 2015, ont été utilisés pour couvrir les paiements effectués à partir de Birmanie à Rosemont Seneca, Owasco, et Boies Schiller. Toutefois, ces transactions, y compris celles destinées à Biden et à ses sociétés, ont été identifiées comme des activités financières criminelles potentielles.

## **b. Russie**

Hunter Biden et son associé, Archer, avaient une relation financière avec la femme d'affaires russe Elena Baturina. Baturina est l'ancienne épouse de feu Yuri Luzhkov, qui était le maire de Moscou et a été licencié en 2010 par le président russe de l'époque, Dmitri Medvedev, pour des allégations de corruption. Baturina est devenue la seule femme milliardaire de Russie lorsque son entreprise de plastique, Inteko, a reçu une série de contrats municipaux de Moscou alors que son mari était maire.<sup>299</sup> Selon le rapport, "Luzhkov a utilisé son poste de maire pour approuver plus de 20 projets immobiliers qui ont été construits par une entreprise de construction appartenant à Baturina et qui ont finalement généré des bénéfices de plusieurs milliards de roubles pour sa famille".<sup>300</sup> En outre, une enquête russe a conduit à une procédure pénale contre l'ancien directeur de la Banque de Moscou, Andreï Borodine, qui "aurait utilisé de l'argent du budget de la ville de Moscou pour prêter de l'argent à des sociétés fictives, qui ont finalement transféré 443 millions de dollars à Baturina".<sup>30 218219220</sup>

Le 14 février 2014, Baturina a viré 3,5 millions de dollars sur un compte bancaire de Rosemont Seneca Thornton LLC (Rosemont Seneca Thornton) pour un "contrat de consultance DD12.02.2014".<sup>221</sup> Rosemont Seneca Thornton est une société d'investissement cofondée par Hunter Biden qui a été constituée le 28 mai 2013 à Wilmington, Del. Selon le *Financial Times*, Rosemont Seneca Thornton est un consortium composé de Rosemont Seneca Partners et de la

---

216Enregistrement du lobbying, ML Strategies, <https://soprweb.senate.gov/index.cfm?event=getFilingDetails&filingID=C4C8E1E0861C-4F02-B73E-0FE6578BD4D8&filingTypeID=1>.

217DOCUMENT CONFIDENTIEL 2 (dans les fichiers de la Commission).

David Filipov, *Yuri Luzhkov, maire de Moscou, meurt à 83 ans*, THE WASHINGTON POST (10 décembre 2019), [https://www.washingtonpost.com/local/obituaries/yuri-luzhkov-transformative-moscow-mayor-dies-at-83/2019/12/10/158ed11c-218b3f-11ea-8d58-5ac3600967a1\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/local/obituaries/yuri-luzhkov-transformative-moscow-mayor-dies-at-83/2019/12/10/158ed11c-218b3f-11ea-8d58-5ac3600967a1_story.html) ; Christian Eriksson et Margot Gibbs, *la femme la plus riche de Russie quitte son rôle à l'association caritative du maire de Londres après l'enquête "Finance Uncovered"*, FINANCED UNCOVERED (26 septembre 2019), <https://www.financeuncovered.org/investigations/yelena-baturina-be-open-mayors-fund-for-london-sadiq-khan-corruption>.

219Id.

220DOCUMENT CONFIDENTIEL 6 (dans les fichiers de la Commission).

Id.

221Id.

Rosemont Seneca Thornton, LLC, OpenCorporates, [https://opencorporates.com/companies/us\\_de/5341255](https://opencorporates.com/companies/us_de/5341255) ; voir également Aime Williams, Sun Yu, et Roman Olearchyk, *le réseau d'intérêts de Hunter Biden*, FINANCIAL TIMES (9 octobre 2019), <https://www.ft.com/content/3904f888-e8ef-11e9-a240-3b065ef5fc55>.

Thornton Group, une entreprise basée dans le Massachusetts.<sup>222</sup> En juin 2009, Biden a co-fondé Rosemont Seneca Partners avec Archer et Christopher Heinz.<sup>223</sup> Le site web du Thornton Group indique qu'il possède des bureaux à Boston et à Pékin, inscrit Rosemont Seneca Partners parmi ses alliances et ses clients, et inclut des photographies de multiples événements auxquels Hunter Biden a participé.

Séparément, entre le 6 mai 2015 et le 8 décembre 2015, Baturina a envoyé 11 virements d'un montant de 391 968,21 dollars sur un compte bancaire appartenant à BAK USA LLC (BAK USA).<sup>224</sup> Neuf des 11 transactions, totalisant 241 797,14 dollars, ont été envoyées des comptes de Baturina vers un compte bancaire de Rosemont Seneca Thornton, qui a ensuite transféré l'argent à BAK USA.<sup>225</sup> Les 11 transactions ont toutes indiqué "Loan Agreement" dans la section des détails de paiement.<sup>309</sup> BAK USA était une jeune entreprise technologique dont le siège social se trouvait à Buffalo, N.Y., qui produisait des tablettes informatiques en coopération avec des partenaires commerciaux chinois non nommés. BAK USA a déposé son bilan le 29 mars 2019, avec une perte déclarée de 39 millions de dollars.<sup>226</sup> Ces transactions ont été identifiées en raison de l'activité criminelle déclarée de Baturina.

### c. Kazakhstan

Le 22 avril 2014, le vice-président Joe Biden a rencontré le premier ministre ukrainien Arseniy Yatsenyuk et s'est adressé aux législateurs ukrainiens à Kiev au sujet des actions de la Russie en Crimée.<sup>227</sup> Le même jour, Novatus Holding PTE. LTD. (Novatus Holding), une société holding privée de Singapour, a utilisé une banque lettone pour transférer 142 300 dollars à la société d'Archer, Rosemont Seneca Bohai.<sup>228</sup> Le rapport sur les opérations de change indique : "Pour Rosemont Seneca Bohai LLC, ... Pour une voiture."

---

222Aime Williams, Sun Yu et Roman Olearchyk, *le réseau d'intérêts de Hunter Biden*, FINANCIAL TIMES (9 octobre 2019), <https://www.ft.com/content/3904f888-e8ef-11e9-a240-3b065ef5fc55>.

223Adam Entous, *le chasseur Biden va-t-il compromettre la campagne de son père ?* THE NEW YORKER (1er juillet 2019), <https://www.newyorker.com/magazine/2019/07/08/will-hunter-biden-jeopardize-his-fathers-campaign>.

Contact, Thornton Group, <http://www.thorntonai.com/english/contact.html> ; Alliances/Clients, Thornton Group, <http://www.thorntonai.com/english/alliances.html> ; Communiqué de presse, Thornton Group, Thornton Group brings Rosemont Seneca executives to visit Chinas financial/fund industry executives (12 avr. 2010), <http://www.thorntonai.com/english/newscount.asp?ArticleID=282> ; Communiqué de presse, Thornton Group, Thornton Group meets with senior financial holding executives from Taiwan (24 mai 2011), <http://www.thorntonai.com/english/newscount.asp?ArticleID=288> ; CONFIDENTIAL DOCUMENT 6 (en cours de traitement par la Commission).

224DOCUMENT CONFIDENTIEL 6 (dans les fichiers de la Commission).

225Id.

<sup>309</sup> Id.

Samantha Christmann, *Microsoft contract is a boon for Buffalo tablet-maker BAK USA*, BUFFALO NEWS (16 mars 2016), [https://buffalonews.com/business/local/microsoft-contract-is-a-boon-for-buffalo-tablet-maker-bak-usa/article\\_a31de7bd-81c15646-89dc-032333a9c9cd.html](https://buffalonews.com/business/local/microsoft-contract-is-a-boon-for-buffalo-tablet-maker-bak-usa/article_a31de7bd-81c15646-89dc-032333a9c9cd.html).

226Local News, *L'ancien fabricant de tablettes BAK USA annonce une perte de plus de 39 millions de dollars dans le cadre du dépôt de bilan au titre du chapitre 7*, WKBW BUFFALO (11 avril 2019), <https://www.wkbw.com/news/local-news/former-tablet-maker-bak-usa-has-more-than-39-million-loss>.

227Communiqué de presse, The White House Off. of the Vice President, Remarks by Vice President Joe Biden at a Meeting with Ukrainian Legislators (Apr. 22, 2014), <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/04/22/remarks-vice-president-joe-biden-meeting-ukrainian-legislators> ; voir aussi le communiqué de presse, The White House Off. du vice-président, Remarques à la presse du vice-président Joe Biden et du premier ministre ukrainien Arseniy Yatsenyuk (22 avril 2014), <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/04/22/remarks-press-vice-president-joe-biden-and-ukrainian-primeminister-arse>.

228DOCUMENT CONFIDENTIEL 4 (dans les fichiers de la Commission).

Id.



Selon un rapport de la Commission des valeurs mobilières et des changes, Kenges Rakishev du Kazakhstan est l'unique actionnaire de Novatus Holding et a une adresse commerciale associée à une société au Kazakhstan appelée SAT & Company.<sup>229</sup> Rakishev est le beau-fils de l'homme politique kazakh maintenant à la retraite, Imangali Tasmagambetov.<sup>230</sup> Au moment où Rakishev a envoyé l'argent à Rosemont Seneca Bohai, Tasmagambetov était maire d'Astana (aujourd'hui Nur-Sultan), la capitale du Kazakhstan.<sup>231</sup> Tasmagambetov serait un confident de longue date de l'ancien président Nursultan Nazarbayev.<sup>232</sup> Tasmagambetov a depuis lors été premier ministre du Kazakhstan et ambassadeur du Kazakhstan en Russie.

Au moment de la visite du vice-président Biden à Kiev, les avis étaient partagés au Kazakhstan sur l'annexion de la Crimée par la Russie et la situation internationale avait produit une tension dans la région en général.<sup>233</sup> Le gouvernement de Nazarbayev aurait changé de position au fil du temps, et Nazarbayev aurait fait quelques déclarations soutenant les actions de la Russie.<sup>234</sup> Donnée

Les liens étroits de Rakishev avec les dirigeants politiques du Kazakhstan, la situation politique tendue,

La relation de longue date de Hunter Biden avec Archer et son implication dans des transactions avec

Rosemont Seneca Bohai, et le fait que le paiement ait été parfaitement synchronisé avec le vice-président

La visite de M. Biden à Kiev pour discuter des sanctions américaines contre la Russie pour l'invasion de la Crimée, le paiement du 22 avril 2014 de Rakishev à Rosemont Seneca Bohai soulève de sérieuses questions. On ne sait pas très bien pourquoi une société étrangère, Novatus Holding, achèterait une voiture de 142 300 dollars pour Rosemont Seneca Bohai alors que la société ne vend pas de véhicules.

#### **d. Chine**

Hunter Biden et Devon Archer ont effectué de nombreuses transactions financières avec Les ressortissants chinois qui avaient des liens étroits avec le gouvernement communiste chinois. Parmi ces ressortissants chinois figurait Ye Jianming, fondateur de CEFC China Energy Co. Ltd (CEFC) et président du conseil d'administration de sa filiale, le China Energy Fund Committee

229SEC DES ÉTATS-UNIS. ET EXCH. COMM'N, Schedule 13D, Net Element International, Inc.

<https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1499961/000119312512418766/d422610dsc13d.htm>.

230Olzhas Auyezov, *Kazakh Leader Promotes Daughter, Confident in Reshuffle*, REUTERS (13 septembre 2016),

<https://www.reuters.com/article/us-kazakhstan-president-daughter/kazakh-leader-promotes-daughter-confidant-in-reshuffleidUSKCN11J1JR> ; voir aussi Dmitry Solovyov et Mariya Gordeyeva, *Kazkommertsbank finalizes deal to buy stake in BTA Bank*, REUTERS (6 février 2014), <https://www.reuters.com/article/us-kazkommertsbank-btabank-idUSBREA150VD20140206>.

231Joshua Kucera, *ministre de la défense du Kazakhstan, licencié après six mois de travail*, EURASIANET (24 octobre 2014), <https://eurasianet.org/kazakhstans-defense-minister-fired-after-six-months-on-job>.

232Olzhas Auyezov, *Kazakh Leader Promotes Daughter, Confident in Reshuffle*, REUTERS (13 septembre 2016), <https://www.reuters.com/article/us-kazakhstan-president-daughter/kazakh-leader-promotes-daughter-confidant-in-reshuffleidUSKCN11J1JR>.

Galiya Khassenkhanova, *le président kazakh remanie les postes clés du gouvernement*, THE ASTANA TIMES (19 décembre 2019), <https://astanatimes.com/2019/12/kazakh-president-reshuffles-key-government-positions/>.

233Ryskeldi Satke, *Kazakhstan L'opposition craint le "printemps russe" de l'Ukraine*, THE DIPLOMAT (12 avril 2014), <https://thediplomat.com/2014/04/kazakhstan-opposition-fears-ukraines-russian-spring/>.

234Id.

(CE Fund). Ils comprenaient également Gongwen Dong, qui était l'associé de Ye Jianming et qui aurait effectué des transactions pour ses sociétés. Ye Jianming a de nombreux liens avec le gouvernement communiste et, comme expliqué ci-dessous, il a déjà été affilié à l'Armée populaire de libération. D'après les informations reçues par les comités, Ye était également lié financièrement au frère du vice-président Biden, James Biden. Il existe donc un vaste réseau de relations d'affaires et de transactions financières entre et parmi la famille Biden et les ressortissants chinois.

**i. *Hunter Biden a des liens financiers étroits avec le gouvernement chinois.***

Hunter Biden a de nombreux liens avec des entreprises chinoises et des ressortissants étrangers chinois qui sont liés au gouvernement communiste. Ces contacts ont porté leurs fruits sur le plan financier lorsque son père était vice-président et après qu'il ait quitté ses fonctions. Par exemple, en juin 2009, Hunter Biden avait cofondé Rosemont Seneca Partners avec Archer et Heinz.<sup>235</sup> En 2010-2011, en tant que représentant de Rosemont Seneca, Hunter Biden s'est mis en relation avec des représentants d'entreprises publiques chinoises et des représentants du Thornton Group, basé à Boston, qui se décrit aujourd'hui comme "un intermédiaire financier transfrontalier".<sup>236</sup> Sur son site web actuel, le Thornton Group compte parmi ses alliances et ses clients diverses entreprises d'État chinoises, y compris des acteurs liés à Ye Jianming et à ses associés.

Ye Jianming est un homme d'affaires chinois et une figure fréquente dans les transactions financières de Hunter Biden en Chine. Sur la base de rapports publics disponibles en 2015, lorsque ses contacts avec Biden ont commencé à s'intensifier, Ye a été l'un des fondateurs de la CEFC China Energy Co. Ltd (CEFC) et a été président du conseil d'administration de sa filiale, le China Energy Fund Committee (CE Fund).<sup>237</sup> Les revenus de la CEFC étaient estimés à 33,4 milliards de dollars, selon les chiffres de 2013 qui étaient disponibles à l'époque.<sup>238</sup> Bien que le CEFC soit resté une société privée jusqu'à ce que les entreprises d'État en prennent le contrôle en 2018, le rapport de 2017 indiquait qu'il recevait des financements de la Banque de développement de Chine, "engageait un certain nombre d'anciens hauts fonctionnaires des entreprises énergétiques d'État" et avait "plusieurs niveaux de comités du Parti communiste dans ses filiales - plus que dans de nombreuses entreprises privées chinoises".<sup>239</sup> Ainsi, elle avait des liens importants avec le gouvernement communiste et ses filiales avaient des associations avec le

---

<sup>235</sup>Adam Entous, *le chasseur Biden va-t-il compromettre la campagne de son père ?* THE NEW YORKER (1er juillet 2019), <https://www.newyorker.com/magazine/2019/07/08/will-hunter-biden-jeopardize-his-fathers-campaign>.

<sup>236</sup>Voir "About Us", Thornton, <http://www.thorntonai.com/english/alliances.html> ; voir aussi le communiqué de presse, Thornton Group, Thornton

Le groupe amène les dirigeants de Rosemont Seneca à visiter les dirigeants de l'industrie financière/des fonds en Chine (12 avril 2010), <http://www.thorntonai.com/english/newscount.asp?ArticleID=282> ; Communiqué de presse, Thornton Group rencontre les dirigeants de holdings financiers de Taiwan (24 mai 2011), <http://www.thorntonai.com/english/newscount.asp?ArticleID=288>.

Voir Alliances/Clients, Thornton, <http://www.thorntonai.com/english/alliances.html>.

<sup>237</sup>Voir J. Michael Cole, *Unstoppable : China's Secret Plan to Subvert Taiwan*, THE NATIONAL INTEREST (23 mars 2015), <https://nationalinterest.org/feature/unstoppable-chinas-secret-plan-subvert-taiwan-12463>.

<sup>238</sup>Voir *id.*

<sup>239</sup>Chen Aizhu et Jan Lopatka, *le CEFC chinois a de grandes ambitions, mais il est peu connu en matière de propriété, de financement*, REUTERS (12 janvier 2017), <https://www.reuters.com/article/us-cefc-china/chinas-cefc-has-big-ambitions-but-little-known-about-ownership-fundingidUSKBN14X0B5> ; voir le DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans les archives de la Commission).

Thornton Group. Par exemple, selon le site web du Groupe Thornton, la liste de ses partenaires chinois comprend actuellement

la Banque agricole de Chine, la Banque de Pékin, le Conseil chinois pour la promotion du commerce international, la L'Institut populaire des affaires étrangères, la CAIFC, la Chine Conseil de l'électricité, Groupe CITIC, China Life, l'État chinois Construction Engineering Corporation, le chemin de fer chinois Construction Corporation, le Conseil de l'industrie et de la développement commercial, l'Association chinoise de coopération économique internationale, l'Association minière de Chine, le Groupe fondateur gouvernemental, l'Association industrielle et Commercial Bank of China Limited, et l'Université de Pékin.

Un communiqué de presse du Thornton Group daté du 12 avril 2010 fournit un exemple d'un événement précoce en Chine impliquant Rosemont Seneca Partners et le Thornton Group. Il indique ce qui suit :

Du 7 au 9 avril, le Thornton Group et son partenaire américain Rosemont Seneca, le président Hunter Biden (le deuxième fils du vice-président américain Joe Biden) et d'autres hauts responsables ont visité des institutions financières et des sociétés de fonds chinoises. Notamment la China Investment Co., Ltd. et le Conseil national des fonds de sécurité sociale, China Life Asset Management Co, Ltd, Postal Savings Bank of China, Hillhouse Capital and Founder Group, etc. visant à approfondir la compréhension mutuelle et à explorer la possibilité de coopération et d'opportunités commerciales. Les entreprises et institutions financières chinoises visitées ont accueilli chaleureusement le Thornton Group et Rosemont Seneca, et espèrent renforcer les échanges, les discussions approfondies et parvenir à une coopération.

La délégation était dirigée par James Bulger, président de Thornton et Lin Junliang, directeur général, pour visiter et rencontrer Le personnel chinois y compris : Gao Xiqing, directeur général et Directeur de l'investissement de la China Investment Corporation, Equity Département des actifs (département des investissements industriels) de la Conseil national de la caisse de sécurité sociale responsable Ji Guoqiang, vice-président de China Life Asset, Cui Yong Management Co. Ltd, Peng Zuogang, directeur général de Postal Savings Bank of China, Zhang Lei, fondateur de Hillhouse Capital, Wei Xin, président du groupe fondateur, et Xia Yangjun, vice-président

---

Alliances/Clients, Thornton, <http://www.thorntonai.com/english/alliances.html>.

Président du groupe fondateur.<sup>240</sup>

Les photos de l'événement postées par le Thornton Group montrent Hunter Biden debout avec le président du groupe fondateur, le directeur général de la China Investment Corporation, le vice-président de la China Life Asset Management Company, le directeur général de la Postal Savings Bank, et d'autres.

En 2012, Archer et Biden se seraient entretenus avec Jonathan Li du fonds d'investissement privé chinois Bohai Capital sur la possibilité de créer une société, Bohai Harvest RST (Shanghai) Equity Investment Fund Management Co. (BHR), qui investirait des capitaux chinois dans des entreprises situées en dehors de la Chine.<sup>241</sup> BHR a finalement été constituée en tant que fonds d'investissement et serait "contrôlée et financée principalement par de grands actionnaires du gouvernement chinois" et est contrôlée à 80 % par des entités chinoises.<sup>242</sup> Cette liste d'entités comprend la banque d'épargne postale du gouvernement, avec laquelle Hunter Biden avait mis en place un réseau en 2011, sa principale banque de développement, ainsi que la Banque de Chine.<sup>243</sup> Hunter Biden a siégé à son conseil d'administration et "l'a rejoint en raison de son intérêt pour la recherche de moyens d'amener les capitaux chinois sur les marchés internationaux".<sup>244</sup> Il n'a pas été rémunéré, mais aurait acquis une participation de 10 % dans la société en 2017.<sup>245</sup> Avant sa création, en décembre 2013 et un mois après que les actionnaires aient signé les contrats relatifs à la création de la société, Hunter Biden aurait volé à bord d'Air Force Two avec le vice-président de l'époque, M. Biden, pour se rendre à Pékin. Pendant son séjour en Chine, Hunter Biden aurait aidé à organiser la "poignée de main" de Li avec le vice-président Biden.<sup>246</sup> Par la suite, Hunter Biden a rencontré Li pour ce qui aurait été une "réunion sociale".<sup>247</sup> Après le voyage en Chine, la licence commerciale de BHR aurait été approuvée.

En septembre 2014, BHR était devenu actionnaire privé de Sinopec Chemical Commercial Holding Company Limited, une filiale de Sinopec.<sup>248</sup> Sinopec serait la deuxième

---

240Communiqué de presse, Thornton Group, Thornton Group brings Rosemont Seneca executives to visit Chinas financial/fund industry executives (12 avril 2010), <http://www.thorntonai.com/english/newscount.asp?ArticleID=282>. (Traduction fournie par Google.).

Voir *id.*

241Adam Entous, *le chasseur Biden va-t-il compromettre la campagne de son père ?* THE NEW YORKER (1er juillet 2019), <https://www.newyorker.com/magazine/2019/07/08/will-hunter-biden-jeopardize-his-fathers-campaign>.

242Voir James T. Areddy, *What We Know About Hunter Biden's Dealings in China*, THE WALL STREET JOURNAL (4 octobre 2019), <https://www.wsj.com/articles/what-we-know-about-hunter-bidens-dealings-in-china-11570181403>.

243Voir James T. Areddy, *What We Know About Hunter Biden's Dealings in China*, THE WALL STREET JOURNAL (4 octobre 2019), <https://www.wsj.com/articles/what-we-know-about-hunter-bidens-dealings-in-china-11570181403> ; voir également le communiqué de presse, Thornton Group, Thornton Group brings Rosemont Seneca executives to visit Chinas financial/fund industry executives (12 avril 2010), <http://www.thorntonai.com/english/newscount.asp?ArticleID=282>.

244Katie Glueck, *Hunter Biden to Leave Chinese Company Board, Addressing Appearance of a Conflict*, THE NEW YORK TIMES (13 octobre 2019), <https://www.nytimes.com/2019/10/13/us/politics/hunter-biden-china.html>.

245Id.

Adam Entous, *le chasseur Biden va-t-il compromettre la campagne de son père ?* THE NEW YORKER (1er juillet 2019), <https://www.newyorker.com/magazine/2019/07/08/will-hunter-biden-jeopardize-his-fathers-campaign>.

246Id.

247Id.

Sharon LaFraniere et Michael Forsythe, *What We know About Hunter Biden's Business in China*, THE NEW YORK TIMES (6 mars 2020), <https://www.nytimes.com/2019/10/03/us/politics/hunter-biden-china.html>.

248Équipe, partenaires BHR, <https://web.archive.org/web/20180404080538/http://en.bhrpe.com/newsitem/>

276817011. <sup>341</sup>Chen Aizhu, *China's CEFC courts 'teapots' for first domestic refinery acquisition*, REUTERS (Mar. 10,

plus grande compagnie pétrolière et gazière de Chine et le plus grand raffineur de pétrole en Asie.<sup>341</sup> En 2016, Ye a annoncé lors d'une réunion du conseil d'administration qu'il souhaitait que la CEFC "devienne un deuxième Sinopec ... en acquérant des actifs mondiaux et en consolidant des raffineries indépendantes".<sup>249</sup> La position d'influence de Hunter Biden et ses liens avec les intérêts commerciaux chinois, qui se sont encore renforcés lorsque son père était vice-président, ont très probablement séduit Ye, un homme que le New York Times a depuis décrit comme "voulant accéder aux couloirs du pouvoir à Washington".

Les liens étroits de BHR avec le gouvernement chinois ont lié son existence à la prise de décision des dirigeants du parti communiste. Par exemple, la Banque de développement de la Chine (CDB) est membre d'un consortium qui contrôle 30 % de la BHR.<sup>250</sup> Les autres membres de ce consortium particulier sont la banque d'épargne postale du gouvernement et la Banque de Chine.<sup>251</sup> Il est important de noter que la CDB semble avoir été liée au CEFC de Ye Jianming. Les documents acquis par les commissions notent que, selon les rapports, après que le CEFC et Ye ont perdu la faveur du gouvernement chinois en 2018, "sur ordre du président Xi Jinping, la Banque de développement de Chine a brusquement retiré ses lignes de crédit sur les obligations offshore pour le CEFC [".<sup>252</sup> De plus, l'ancien président de la CDB, Hu Huaibang, a été accusé dans une affaire judiciaire de 2018 d'avoir aidé une filiale de la CEFC à obtenir des milliards de financement pendant qu'il était à la CDB et d'avoir canalisé des pots-de-vin au nom de Ye alors qu'il occupait un poste précédent à la Banque des communications, une autre entité du gouvernement chinois.<sup>253</sup>

Les associations commerciales de Hunter Biden en Chine ne se limitaient pas à des fonds d'investissement comme BHR et ces liens supplémentaires ont créé des associations douteuses avec des éléments du gouvernement communiste. Par exemple, en 2015, alors que son père était vice-président, Hunter Biden aurait rencontré un assistant de Ye.<sup>En</sup> plus du gouvernement communiste, Ye aurait également fait état de connexions et d'affiliations à l'Armée populaire de libération (APL).<sup>254</sup> Par exemple, de 2003 à 2005, Ye aurait été secrétaire général adjoint de la China Association for International Friendly Contacts (CAIFC), qui est le nom public du

---

2017), <https://de.reuters.com/article/us-china-m-a-cefc-idUSKBN16H0G4>.

249Id.

Alexandra Stevenson, David Barboza, Matthew Goldstein et Paul Mozur, *un magnat chinois à la recherche du pouvoir et de l'influence. Washington a répondu*. The New York Times (12 décembre 2018), <https://www.nytimes.com/2018/12/12/business/cefc-bidenchina-washington-ye-jianming.html>.

250James T. Areddy, *What We Know About Hunter Biden's Dealings in China*, THE WALL STREET JOURNAL (4 octobre 2019), <https://www.wsj.com/articles/what-we-know-about-hunter-bidens-dealings-in-china-11570181403>.

251Voir id.

252DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans les fichiers de la Commission).

253Tony Munroe, Cheng Leng, Engen Tham et Min Zhang, *ancien président de la Banque chinoise de développement, interrogés par le gaffeur*, REUTERS (31 juillet 2019), <https://uk.reuters.com/article/us-china-corruption/ex-chairman-of-china-development-bankunder-probe-by-graft-buster-idUKKCN1UQ0M3>.

En Alexandra Stevenson, David Barboza, Matthew Goldstein et Paul Mozur, *un magnat chinois à la recherche du pouvoir et de l'influence. Washington a répondu. La Commission européenne a publié un rapport sur la situation des droits de l'homme à New York*, THE NEW YORK TIMES (12 décembre 2018), <https://www.nytimes.com/2018/12/12/business/cefc-biden-china-washington-ye-jianming.html>. (Le nom de l'assistant de Ye et la date exacte de la réunion n'ont pas été rendus publics. La réunion susmentionnée, ainsi qu'une autre réunion entre Hunter Biden et Ye qui a eu lieu en mai 2017, ont été confirmées par "des personnes ayant une connaissance directe des réunions qui n'ont pas été autorisées à s'exprimer publiquement parce que les réunions étaient privées").

254J. Michael Cole, *Unstoppable : China's Secret Plan to Subvert Taiwan*, THE NATIONAL INTEREST (23 mars 2015), <https://nationalinterest.org/feature/unstoppable-chinas-secret-plan-subvert-taiwan-12463>.

département de liaison internationale du département politique général de l'APL.<sup>255</sup> En outre, en 2014, sous la direction de Ye, CE Fund a co-organisé des événements avec la China Huayi Broadcasting Corporation (CHBC), une société constituée par le département politique général de l'APL.<sup>256</sup> Le PDG de CHBC, Wang Shu, était le commandant de la base du Département politique général de l'APL "à la pointe des opérations psychologiques appliquées et de la propagande dirigée contre Taïwan", qui était gérée par un centre de formation financé par une filiale du CEFC.<sup>257</sup> Le directeur général de cette filiale, Lan Huasheng, était secrétaire général adjoint du Fonds CE de Ye.<sup>353</sup> Wang aurait assisté à l'événement 2014 du CE Fund et de la CHBC avec Xu Jialu, un homme qui était associé au CAIFC de l'APL ainsi qu'au CE Fund et aux Instituts Confucius chinois.<sup>258</sup> Huasheng a été directeur exécutif du China Institute of Culture Limited (CIOC) du CE Fund, "une organisation soutenue au niveau national et chargée de promouvoir la culture chinoise".<sup>259</sup> En conséquence, Ye et ses associés ont entretenu des relations solides avec les unités militaires chinoises, dont certaines étaient impliquées dans des affaires en opposition directe avec la politique américaine dans la région.

Il n'est pas clair si Hunter Biden était au courant de la relation étroite de Ye avec l'APL ou de son implication dans les efforts pour développer et diffuser la propagande chinoise au moment de sa rencontre avec l'associé de Ye en 2015. Cependant, des rapports publics ont établi ces liens.

Les liens de Hunter Biden avec Ye se sont poursuivis jusqu'à l'été 2017, lorsqu'il a rencontré Ye alors qu'il sollicitait des dons pour le Programme alimentaire mondial USA en sa qualité de membre de son conseil d'administration.<sup>260</sup> À l'époque, Ye a continué à gérer le Fonds CE, dont on a depuis découvert qu'il se livrait à des activités criminelles.<sup>261</sup> Lors de leurs interactions en 2017, Hunter Biden aurait accepté d'aider Ye en utilisant ses contacts pour l'aider à localiser des investissements potentiels pour le CEFC aux États-Unis.<sup>262</sup> Conformément à cet accord, après avoir rencontré Ye, Hunter Biden a déclaré qu'il avait commencé à travailler sur un

---

255 Voir J. Michael Cole, *Unstoppable : China's Secret Plan to Subvert Taiwan*, THE NATIONAL INTEREST (23 mars 2015), <https://nationalinterest.org/feature/unstoppable-chinas-secret-plan-subvert-taiwan-12463> ; voir également International Liaison Department [China Association for International Friendly Contacts] General Political Department, FEDERATION OF AMERICAN SCIENTISTS (26 novembre 1997), [https://fas.org/irp/world/china/pla/gpd\\_ild.htm](https://fas.org/irp/world/china/pla/gpd_ild.htm).

256 J. Michael Cole, *Unstoppable : China's Secret Plan to Subvert Taiwan*, THE NATIONAL INTEREST (23 mars 2015), <https://nationalinterest.org/feature/unstoppable-chinas-secret-plan-subvert-taiwan-12463>.

257 *Id.*

<sup>353</sup> *Id.*

258 J. Michael Cole, *Unstoppable : China's Secret Plan to Subvert Taiwan*, THE NATIONAL INTEREST (23 mars 2015), <https://nationalinterest.org/feature/unstoppable-chinas-secret-plan-subvert-taiwan-12463>. (D'après les dossiers des commissions, il semble que Gongwen Dong, un associé mutuel de Ye Jianming, James Biden, Sara Biden et Hunter Biden, ait récemment contribué à la Fondation Confucius Inc. Le 29 juillet 2019, un virement de 5 000 dollars a été effectué à partir d'un compte de Golden Coast Asset Management LLC lié à la fois à Gongwen Dong et à Shan Gao à la Fondation Confucius Inc. avec mémo, "Gongwen Dong.") DOCUMENT CONFIDENTIEL 8 (dans les fichiers de la Commission).

259 J. Michael Cole, *Unstoppable : China's Secret Plan to Subvert Taiwan*, THE NATIONAL INTEREST (23 mars 2015), <https://nationalinterest.org/feature/unstoppable-chinas-secret-plan-subvert-taiwan-12463>.

Voir *id.*

260 Adam Entous, *Hunter Biden va-t-il compromettre la campagne de son père ?* THE NEW YORKER (1er juillet 2019), <https://www.newyorker.com/magazine/2019/07/08/will-hunter-biden-jeopardize-his-fathers-campaign>.

261 Voir le communiqué de presse, U.S. Dep't of Just, ancien chef d'une organisation soutenue par un conglomérat énergétique chinois condamné à trois ans de prison pour corruption internationale et blanchiment d'argent (25 mars 2019), <https://www.justice.gov/opa/pr/former-head-organization-backed-chinese-energy-conglomerate-sentenced-three-years-prison>.

262 Adam Entous, *Hunter Biden va-t-il compromettre la campagne de son père ?* THE NEW YORKER (1er juillet 2019), <https://www.newyorker.com/magazine/2019/07/08/will-hunter-biden-jeopardize-his-fathers-campaign>.

accord pour Ye qui impliquait un investissement de 40 millions de dollars dans un projet de gaz naturel à Monkey Island en Louisiane qui aurait été abandonné l'année suivante.<sup>263</sup> peu près au même moment où Hunter Biden a commencé ce travail, Ye a fait part à Hunter Biden de ses inquiétudes concernant le fait que l'un de ses associés, Patrick Ho, faisait l'objet d'une enquête de la part des forces de l'ordre américaines.<sup>263</sup> Hunter Biden a par la suite accepté de représenter Ho.

362

Le 8 septembre 2017, un accord de 9,1 milliards de dollars a été annoncé par lequel la société de Ye, CEFC, acquerrait une participation dans la société énergétique russe d'État, Rosneft.<sup>264</sup> Les efforts de Ye pour acquérir une participation dans Rosneft semblent parfaitement cohérents avec sa vision de transformer la CEFC en un "second Sinopec" avec des participations dans le monde entier.

ii. ***Hunter Biden et sa famille avaient de nombreux liens financiers avec Ye Jianming, Gongwen Dong et d'autres ressortissants chinois.***

Le jour même de l'annonce de l'imminence de l'accord Rosneft, Hunter Biden et Gongwen Dong, un ressortissant chinois qui aurait effectué des transactions pour des sociétés à responsabilité limitée contrôlées par Ye Jianming, ont fait une demande auprès d'une banque et ont ouvert une ligne de crédit sous la dénomination commerciale Hudson West III LLC (Hudson West III). Hunter Biden, James Biden et la femme de James Biden, Sara Biden, étaient tous des utilisateurs autorisés des cartes de crédit associées au compte.<sup>265</sup> Les Biden ont ensuite utilisé les cartes de crédit qu'ils ont ouvertes pour acheter pour 101 291,46 dollars d'articles extravagants, notamment des billets d'avion et de nombreux articles dans les magasins, les pharmacies, les hôtels et les restaurants d'Apple Inc.<sup>266</sup> Les cartes ont été garanties par le transfert de 99 000 dollars d'un compte Hudson West III vers un compte séparé, où les fonds ont été conservés jusqu'à la fermeture des cartes.<sup>267</sup> La transaction a été identifiée comme une activité financière criminelle potentielle. Les comités ont préparé le tableau suivant qui présente les transactions liées à la ligne de crédit :

---

A *Id.*

263 *Id.*

<sup>362</sup> *Id.*

264 Olesya Astakhova et Chen Aizhu, *la Chine investit 9,1 milliards de dollars dans Rosneft alors que Glencore, au Qatar, réduit ses participations* REUTERS (8 septembre 2017), <https://www.reuters.com/article/us-rosneft-cefc-glencore/china-invests-9-1-billion-in-rosneft-as-glencore-qatar-cut-stakesidUSKCN1BJ1HT>.

Voir Chen Aizhu, *China's CEFC courts 'teapots' for first domestic refinery acquisition*, REUTERS (10 mars 2017), <https://de.reuters.com/article/us-china-m-a-cefc-idUSKBN16H0G4>.

CONFIDENTIAL DOCUMENT 9 (dans les archives de la Commission) ; voir aussi Katherine Clarke, *A Top Chinese Oilman Vanishes, and a Manhattan Buying Binge Ends*, THE WALL STREET JOURNAL (25 octobre 2018), <https://www.wsj.com/articles/a-top-chinese-oilmanvanishes-and-a-manhattan-buying-binge-ends-1540478781>.

265 DOCUMENT CONFIDENTIEL 9 (dans les fichiers de la Commission).

266 DOCUMENT CONFIDENTIEL 9 (dans le dossier de la Commission) ; DOCUMENT CONFIDENTIEL 10 (dans le dossier de la Commission).

267 *Id.*

**Gongwen Dong (Particulier)**  
Type de sujet : Acheteur/expéditeur  
Comptes : Un compte bancaire

**Robert Hunter Biden (Particulier)**  
Type de sujet : Acheteur et bénéficiaire  
Comptes : Un compte bancaire

Le 09/08/2017, une ligne de crédit a été ouverte pour

**99.000,00 \$** via une demande en ligne par

Gongwen Dong & Hunter Biden

05/25/2018 date du paiement final de

**101 291,46 \$** par chèque

de caisse à l'ordre de  
Hudson West III & Robert H. Biden

**Hudson West III LLC (société de portefeuille d'investissement)**  
Ville/pays : New York, NY  
Type de sujet : Bénéficiaire/Récepteur  
Comptes : Deux comptes bancaires et quatre cartes de crédit

**Robert Hunter Biden (Particulier)**  
Type de sujet : Acheteur et bénéficiaire  
Comptes : Deux comptes bancaires et une carte de crédit

**James B. Biden (à titre personnel)**  
Rôle : Sujet :  
Comptes : Deux cartes de crédit

**Sara Jones Biden (Particulier)**  
Rôle : Sujet :  
Comptes : Une carte de crédit

**Notes :** Le 09/08/2017, Hunter Biden et GongWen Dong ont fait une demande en ligne auprès de la Cathay Bank et ont ouvert une ligne de crédit sous le nom commercial Hudson West III, LLC. Les cartes ont été garanties par un transfert de 99 000 \$ d'un compte de la Cathay Bank vers le compte commercial de Hudson West III, où les fonds ont été conservés jusqu'à la fermeture des cartes. Les utilisateurs autorisés de ces cartes de crédit sont Hunter Biden, James Biden et Sara Biden. Chacun d'eux a utilisé les cartes dans le monde entier pour acheter pour 101 291,46 \$ d'articles extravagants, notamment des billets d'avion, des achats multiples dans les Apple Stores et les pharmacies, ainsi que dans les hôtels et les restaurants.

Hudson West III a été constituée en société le 19 avril 2016, plus d'un an avant l'émission des cartes de crédit.<sup>268</sup> Hudson West III, qui est maintenant dissoute, a changé de propriétaire à un moment inconnu.<sup>269</sup> Après ce changement, la propriété a été divisée entre le cabinet d'avocats de Hunter Biden, Owasco PC (50%) et Coldharbour Capital LLC (50%).<sup>270</sup> Bien que la propriété de Coldharbour Capital soit divisée à parts égales entre deux personnes, Mervyn Yan et Tian Zhang, son adresse professionnelle est identifiée comme étant celle de Gongwen Dong.<sup>271</sup> D'après les dossiers des comités, les comptes de chèques de Hudson West III ont été ouverts le 3 août 2017 et le 6 septembre 2017, auprès de Yan et Robert Hunter Biden.<sup>272</sup> Gongwen Dong était un ancien signataire, ce qui suggère qu'à un moment donné, il était associé aux comptes bancaires et aux finances de Hudson West III.

Le 4 août 2017, CEFC Infrastructure Investment (US) LLC, une filiale de Ye La CEFC China Energy Company de Jianming, qui a nommé Gongwen Dong comme directeur, a envoyé au cabinet d'avocats de Hunter Biden, Owasco, un paiement de 100 000 dollars.<sup>273</sup> Cette transaction a été identifiée comme une activité financière potentiellement criminelle.<sup>274</sup> L'une des entités d'investissement de CEFC Infrastructure Investment serait le groupe Shanghai Huaxin, une entreprise d'État chinoise "engagée dans les produits pétroliers". Cette société appartient au CEFC Shanghai International Group Ltd, qui est contrôlé par Shanghai Guosheng

<sup>268</sup>Voir Hudson West III, LLC, OpenCorporates, [https://opencorporates.com/companies/us\\_de/6020436](https://opencorporates.com/companies/us_de/6020436).

<sup>269</sup>DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans les fichiers de la Commission).

<sup>270</sup>*Id.*

<sup>271</sup>CONFIDENTIAL DOCUMENT 7 (dans les archives de la Commission) ; CONFIDENTIAL DOCUMENT 11 (dans les archives de la Commission) ; voir aussi Coldharbour Capital, LLC, Opencorporates, [https://opencorporates.com/companies/us\\_ny/4703700](https://opencorporates.com/companies/us_ny/4703700).

<sup>272</sup>DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans les fichiers de la Commission).

<sup>273</sup>*Id.*

<sup>274</sup>*Id.*

<sup>274</sup>DOCUMENT CONFIDENTIEL 11 (dans les archives de la Commission).

DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans les fichiers de la Commission).



Group, une autre entreprise d'État. Selon les <sup>275</sup>informations, la CEFC Shanghai était une filiale de la CEFC liée aux allégations de corruption susmentionnées impliquant le directeur de la Banque de développement de Chine.<sup>276</sup> Ces exemples illustrent encore les liens financiers étroits qui existent entre Biden, Owasco et le gouvernement chinois.

Le 8 août 2017, CEFC Infrastructure Investment a viré 5 millions de dollars sur le compte bancaire de Hudson West III.<sup>277</sup> Ces fonds peuvent provenir d'un prêt émis sur le compte d'une société appelée Northern International Capital Holdings, une société d'investissement basée à Hong Kong identifiée à un moment donné comme un "actionnaire important" de CEFC International Limited avec Ye.<sup>278</sup> Il n'est pas certain que Hunter Biden ait été à l'époque copropriétaire de Hudson West III. Cependant, à partir du 8 août, le jour même où les 5 millions de dollars ont été reçus, et jusqu'au 25 septembre 2018, Hudson West III a envoyé de fréquents paiements à Owasco, la société de Hunter Biden. Ces paiements, qui étaient décrits comme des honoraires de consultation, ont atteint 4 790 375,25 dollars en un peu plus d'un an.

Il existe des explications contradictoires pour un million de dollars supplémentaires envoyés à Hudson West III par la Fondation CEFC Limited (CEFC Limited) le 2 novembre 2017, qui semble avoir été remboursé à CEFC Limited le 21 novembre 2017 avec une note marquée "remboursement".<sup>279</sup> Selon les dossiers des commissions :

Les dossiers indiquent que] "la CEFC a payé les frais de consultation à HW III pour mener une étude de marché sur un projet de gaz naturel ; toutefois, le projet a été jugé inutile à l'époque, de sorte que la CEFC Limited a décidé de reporter l'étude de marché. Par conséquent, HW III a remboursé les frais à CEFC Limited". Dans un autre courrier électronique daté du 4/2/2018, M. Biden a déclaré que le virement entrant d'un montant de 1 million de dollars, le 11/2/2017, de la fondation CEFC Limited aurait dû être adressé à Owasco LLC, mais il a donné des instructions erronées et, en raison du montant élevé, les transactions n'ont pas été corrigées avant le 3/22/2018, date à laquelle un virement sortant du même montant a profité à Owasco LLC.<sup>280</sup>

Le 22 mars 2018, un paiement d'un million de dollars a été envoyé de Hudson West III à Owasco avec une ligne de mémo pour "Dr Patrick Ho Chi Ping Representation". Dans son explication alternative, Hunter Biden a indiqué que le million de dollars détourné était lié à sa représentation

---

<sup>275</sup>*Id.*

<sup>276</sup>Zdravko Ljubas, *ex-chef de la Banque de développement de Chine suspecté de greffe*, projet de rapport sur le crime organisé et la corruption (1er août 2019), <https://www.occrp.org/en/daily/10378-china-development-bank-s-ex-chief-suspected-of-graft>.

<sup>277</sup>DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans les fichiers de la Commission).

<sup>278</sup>DOCUMENT CONFIDENTIEL 11 (dans les archives de la Commission).

DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans les fichiers de la Commission).

DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans les archives de la Commission) ; DOCUMENT CONFIDENTIEL 11 (dans les archives de la Commission).

<sup>279</sup>*Id.*

<sup>280</sup>DOCUMENT CONFIDENTIEL 11 (dans les archives de la Commission).

*Id.*

de l'associé de Ye, Patrick Ho.<sup>281</sup> Ces transactions illustrent les liens financiers entre Hudson West III de Gongwen Dong, le CEFC de Ye Jianming et Owasco de Hunter Biden. Biden a déclaré que :

Boies Schiller Flexner est co-conseil pour le cas du Dr Patrick Ho. Hudson West III LLC n'est pas impliquée dans l'affaire de Patrick Ho Chi Ping et ne s'attendra pas à d'autres transactions liées à la piste du Dr Patrick Ho Chi Ping pour Hudson West III LLC. Owasco LLC et le co-avocat Boies Schiller Flexner représenteront le Dr. Patrick Ho Chi Ping au procès.<sup>388</sup>

Au cours de la même période, il est également prouvé que Hunter Biden a transféré d'importantes sommes d'argent de sa société, Owasco, à la société de conseil de James Biden, le Lion Hall Group.<sup>282</sup> Entre le 14 août 2017 et le 3 août 2018, Owasco a envoyé 20 virements totalisant 1 398 999 dollars au Lion Hall Group, une société de conseil qui répertorie James Biden et sa femme, Sara Biden, sur le compte bancaire.<sup>283</sup> Cette transaction a été identifiée comme une activité financière criminelle potentielle. Ces transferts ont commencé moins d'une semaine après que CEFC Infrastructure Investment ait viré 5 millions de dollars à Hudson West III et que Hudson West III ait envoyé son premier paiement de 400 000 dollars à Owasco. La<sup>284</sup> plupart des paiements d'Owasco au Groupe Lion Hall comportaient des notes vagues dans les lignes de mémo, dont 15 indiquaient simplement qu'ils étaient destinés à créditer James Biden ; cependant, la ligne de mémo d'un des paiements indiquait "HW3", ce qui indique qu'une partie de l'argent transféré pourrait provenir d'Hudson West III.<sup>285</sup> Lorsque la banque a contacté Sara Biden au sujet de l'ensemble de l'activité de virement, elle a déclaré que le Lion Hall Group et Owasco fournissaient des services de conseil international et commercial et que le Lion Hall Group aidait Owasco avec un client international par le biais d'un contrat qui avait depuis lors pris fin.<sup>286</sup> Sara Biden a déclaré à la banque qu'elle ne fournirait aucune pièce justificative, et elle a également refusé de fournir des informations supplémentaires pour expliquer plus clairement l'activité.<sup>287</sup> En conséquence, la banque a soumis le compte à la fermeture.<sup>288</sup> Les commissions ont créé le tableau suivant concernant cette transaction.

Owasco PC (Industrie de la finance et de l'assurance) Propriétaire : R Hunter Biden		Notes :  -15 de la liste des 20 transactions, "FFC JAMES BIDEN PAIEMENT"
Comptes : Deux comptes bancaires	(20) fils allant de 21 000,00 \$ à 165 000,00 \$, soit un total de <b>1.398.999,00 \$</b> Du 14/08/2017 au 08/03/2018	

<sup>281</sup>*Id.*

<sup>388</sup> *Id.*

<sup>282</sup> DOCUMENT CONFIDENTIEL 12 (dans les fichiers de la Commission).

<sup>283</sup> *Id.*

<sup>284</sup> DOCUMENT CONFIDENTIEL 12 (dans le dossier de la Commission) ; DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans le dossier de la Commission).

<sup>285</sup> DOCUMENT CONFIDENTIEL 12 (dans les fichiers de la Commission).

<sup>286</sup> *Id.*

<sup>287</sup> *Id.*

<sup>288</sup> *Id.*

dans la section Informations sur le donneur d'ordre et le bénéficiaire.  
**The Lion Hall Group LLC (organisation de conseil)**  
Ville/pays : Gare de Merion, PA  
Rôle : Sujet :  
Comptes : Un compte bancaire

**James B. Biden (à titre personnel)**  
Rôle : Sujet :  
Comptes : Un compte bancaire

**Sara Jones Biden (Particulier)**  
Rôle : Sujet :  
Comptes : Un compte bancaire

Hudson West III a également envoyé des fonds directement au groupe Lion Hall. Selon les dossiers des commissions, James B. Biden est le principal contact du Lion Hall Group, et entre janvier 2018 et octobre 2018, Hudson West III a envoyé au Lion Hall Group des virements totalisant 76 746,15 \$ avec la note "frais de bureau et remboursement".<sup>289</sup> Ces transactions illustrent un lien financier direct entre Hudson West III (qui était lié au CEFC, le gouvernement chinois, et à Gongwen Dong) et James Biden.

Le 17 août 2017, trois jours après le premier transfert d'Owasco à The Lion Hall il a été annoncé publiquement que la CEFC Energy de Ye était en pourparlers pour acheter une participation dans la société énergétique d'État russe Rosneft, qui, comme on l'a dit, a ensuite été abandonnée.

À peu près à la même époque, il y a également eu des virements sortants de Hudson West III vers divers comptes associés à Ye et Gongwen, dont CEFC Infrastructure Investment, Coldharbour Capital (situé à l'adresse de Gongwen Dong), le compte bancaire personnel de Gongwen, un compte bancaire séparé pour Hudson West V, et Bo Jian Group Investment Company (une société à la structure de propriété complexe contrôlée par Ye dans laquelle Gongwen Dong serait également copropriétaire). Ces transactions et les entités qui les effectuent commencent à peindre une mosaïque de la structure d'entreprise complexe qui existait entre les entités liées à Hunter Biden et ses associés et les entreprises familiales et chinoises liées au gouvernement communiste.

**iii. Les transactions financières de ces sociétés illustrent un réseau complexe de Sociétés, transferts d'argent et activités financières criminelles potentielles.**

Les comités ont pu confirmer que l'associée de Hunter Biden, Gongwen Dong, est liée à sept des huit sociétés numérotées de Hudson West. L'exception est Hudson West II ; toutefois, cette entité partage une adresse postale permanente avec Hudson West V, qui possède un compte bancaire lié à Gongwen. Il semble donc qu'Hudson West II soit très probablement liée à lui. Les entités de Hudson West sont des entités importantes dans le flux de fonds entre Ye, Gongwen, et Hunter Biden et ses associés. Les transferts de fonds entre ces entités numérotées de Hudson West sont fréquents, et les transactions impliquant les huit entités ont été identifiées comme des activités financières criminelles potentielles. Par exemple, Hudson West III n'était pas la seule entité de Hudson West associée au CEFC, l'entreprise de Ye. Selon les rapports,

---

<sup>289</sup>DOCUMENT CONFIDENTIEL 11 (dans les archives de la Commission).

Kane Wu, *Exclusif : China's CEFC in early talks to buy Rosneft stake- sources*, REUTERS (17 août 2017), <https://www.reuters.com/article/us-rosneft-m-a-china/exclusive-chinas-cefc-in-early-talks-to-buy-rosneft-stake-sourcesidUSKCN1AX1CP>.

DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans les fichiers de la Commission).

Hudson West V conserve une participation dans CEFC Infrastructure Investment, une filiale de CEFC.<sup>290</sup> Par extension, cela signifie que Hudson West V est liée à Ye et que le paiement de 5 millions de dollars susmentionné a été versé à Hudson West III le 8 août 2017. Hudson West<sup>291</sup>V aurait également eu des participations dans une série d'autres sociétés : Hudson West Partners LLC, Hudson West Aggregator LLC, Hudson West VIII LLC et Hudson West VII LLC, ce qui commence à montrer la complexité de la structure de l'entreprise en jeu.<sup>292</sup>

Entre juillet 2017 et novembre 2018, Hudson West V a reçu des virements totalisant 20 310 396,79 dollars, dont 20 893 505,07 dollars provenant de ce même compte.<sup>293</sup> La totalité du montant total transféré, sauf 259 845 dollars, est allée sur des comptes bancaires américains pour diverses SARL, dont la plupart sont documentées comme étant impliquées dans des activités d'investissement et de gestion immobilière.<sup>294</sup> Plusieurs de ces LLC sont également liées à Gongwen.<sup>295</sup>

Vingt millions de dollars sur les 20 310 396,79 dollars versés sur le compte américain Hudson West V susmentionné ont été transférés sur ce compte à partir d'un autre compte Hudson West V à la Banque de Chine.<sup>296</sup> Entre le 9 février 2017 et le 12 avril 2017, un compte Hudson West V Bank of China a reçu trois virements entrants totalisant 27 917 665,45 \$ d'une entité appelée Kaiyan US Fund III LP et un fil de 100 000 dollars d'une société appelée Foxwood Asset Management Co. Limited.<sup>297</sup> Kaiyan US Fund III LP et Foxwood Asset Management Co Limited ont tous deux une adresse à Pékin.<sup>298</sup> Le 19 mars 2018, Kaiyan US Fund III LP a également envoyé un virement de 50 551,79 \$ directement sur un autre compte pour Hudson West V, qui est inclus dans le total de 20 310 396,79 \$ de virements entrants pour ce compte.<sup>299</sup>

Ces transactions offrent une fenêtre sur un réseau beaucoup plus vaste de transactions effectuées au sein d'un vaste réseau d'entités corporatives, dont beaucoup ont des structures de propriété complexes, détenues et gérées de diverses manières par Gongwen Dong, Ye Jianming, un individu nommé Shan Gao, et d'autres individus associés à l'énergie de la CEFC Chine, aux entreprises d'État chinoises et à des individus inconnus basés principalement en Chine. On sait

---

<sup>290</sup>*Id.*

<sup>291</sup>*Voir id.*

<sup>292</sup>*Id.* Les archives indiquent que les structures de propriété des entreprises de Gongwen Dong sont extraordinairement complexes, et parfois inconnues, et que nombre de ses sociétés ont changé au fil du temps. Il en va de même pour les sociétés de Ye Jianming. Cette complexité illustre les défis à relever pour connaître pleinement la profondeur et l'étendue des activités criminelles potentielles.

<sup>293</sup>DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans les fichiers de la Commission).

<sup>294</sup>*Voir le* DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans le dossier de la Commission) ; *voir aussi le* DOCUMENT CONFIDENTIEL 11 (dans le dossier de la Commission) ; le DOCUMENT CONFIDENTIEL 13 (dans le dossier de la Commission) ; le DOCUMENT CONFIDENTIEL 14 (dans le dossier de la Commission).

<sup>295</sup>*Id.*

<sup>296</sup>DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans les fichiers de la Commission).

<sup>297</sup>DOCUMENT CONFIDENTIEL 2 (dans les fichiers de la Commission).

<sup>298</sup>*Id.*

<sup>299</sup>DOCUMENT CONFIDENTIEL 2 (dans le dossier de la Commission) ; DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans le dossier de la Commission).

*Voir le* DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans le dossier de la Commission) ; *voir aussi le* DOCUMENT CONFIDENTIEL 11 (dans le dossier de la Commission) ; le DOCUMENT CONFIDENTIEL 13 (dans le dossier de la Commission) ; le DOCUMENT CONFIDENTIEL 14

peu de choses sur Shan Gao, si ce n'est le fait que les banques l'ont trouvée, par le biais de structures de propriété complexes, propriétaire de multiples entités impliquées dans les transactions.<sup>300</sup> Pour les multiples entités impliquées dans ces transactions, les banques n'ont pas du tout été en mesure de déterminer la propriété.<sup>301</sup>

À titre d'exemple de la taille et de l'étendue des réseaux impliquant Gongwen, entre le 23 octobre 2017 et le 20 décembre 2018, Hudson West I, pour lequel Gongwen est également inscrit comme signataire du compte, a reçu des virements entrants pour un montant total de plus de 114 millions de dollars et envoyé des virements sortants pour un montant total de plus de 113 millions de dollars.<sup>302</sup> Entre le 25 janvier 2018 et le 28 décembre 2018, Hudson West Aggregator, une autre LLC associée à Gongwen qui a participé à trois transactions avec Hudson West V, a reçu des virements entrants totalisant plus de 3 millions de dollars et a envoyé des virements sortants totalisant plus de 13 millions de dollars.<sup>303</sup> Les documents examinant ces transactions par Gongwen et ses associés expliquent :

Nous avons choisi d'inclure les virements électroniques, qui semblent être effectués à des fins d'investissement, car nous pensons que le mouvement des fonds est en fin de compte effectué dans un effort de superposition des fonds. Conclusion : Mouvements de fonds inhabituels entre diverses entités ayant une structure de propriété complexe, impliquant parfois des fonds provenant d'entreprises d'État chinoises, d'entités basées en Chine et enregistrées dans un pays à haut risque de paradis fiscal, et de PPE [personnes politiquement exposées]. Il est à noter que les mouvements de fonds semblent être un effort pour introduire des fonds étrangers de sources inconnues aux États-Unis en investissant dans de grands projets et en achetant des biens de luxe et des propriétés. Le montant total [] des dépôts s'élève à 902 200 297 dollars.<sup>304</sup>

Certaines transactions impliquant Hudson West III, CEFC Infrastructure et Hudson West V ont été identifiées comme des efforts potentiels pour mettre en place des fonds.<sup>305</sup>

---

(dans le dossier de la Commission).

300*Id.* D'après les dossiers des comités, Shan Gao est un résident de l'État de New York dont l'adresse permanent/postale correspond à celle de Gongwen Dong. DOCUMENT CONFIDENTIEL 8 (dans les dossiers des Comms.).

301*Voir le* DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans le dossier de la Commission) ; *voir aussi le* DOCUMENT CONFIDENTIEL 11 (dans le dossier de la Commission) ; le DOCUMENT CONFIDENTIEL 13 (dans le dossier de la Commission) ; le DOCUMENT CONFIDENTIEL 14 (dans le dossier de la Commission).

302DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans les fichiers de la Commission).

303*Id.* (En plus des entités numérotées Hudson West et Hudson West Aggregator mentionnées ci-dessus, Hudson West Partners LLC est une autre entité de Hudson West ayant un compte bancaire qui est lié à Gongwen Dong).

304DOCUMENT CONFIDENTIEL 14 (dans les fichiers de la Commission).

305DOCUMENT CONFIDENTIEL 11 (dans les archives de la Commission) ; DOCUMENT CONFIDENTIEL 14 (dans les archives de la Commission).

iv. ***Ressortissants chinois liés à Hunter Biden face aux sondes criminelles.***

En novembre 2017, l'associé de Ye Jianming et client déclaré de Hunter Biden, Patrick Ho, a été arrêté et accusé de violation de la loi sur les pratiques de corruption à l'étranger, de blanchiment d'argent international et de conspiration pour commettre les deux.<sup>306</sup> Le premier appel qu'il aurait passé a été adressé à James Biden, qui l'aurait adressé à Hunter Biden.<sup>307</sup> Ho a été condamné en mars 2019 pour blanchiment d'argent, conspiration et violation du Foreign Corrupt Practices Act et a été condamné à trois ans de prison aux États-Unis pour son rôle dans un projet de plusieurs millions de dollars visant à corrompre des fonctionnaires au Tchad et en Ouganda en échange d'avantages commerciaux pour la CEFC, la société de Ye.<sup>308</sup> Des documents du ministère de la justice décrivent Ye comme le patron de Patrick Ho et, encore une fois, notent que la société de Ye a fourni des fonds au Comité du Fonds énergétique chinois. Ho travaillait<sup>309</sup> comme secrétaire général du comité pendant la période où il réalisait ses projets illégaux.

En février 2018, il a été rapporté que Ye faisait également l'objet d'une enquête en Chine pour "crimes économiques présumés".<sup>310</sup> Ye a ensuite été détenu et, à ce jour, aucune information n'a été donnée sur sa libération.

Peu de temps après, le 4 mai 2018, des rapports ont indiqué que l'accord d'achat par la CEFC d'une participation dans Rosneft était tombé à l'eau.<sup>311</sup> Les cartes de crédit utilisées par les Bidens pour les dépenses de 100 000 dollars ont été fermées le même mois, et les derniers paiements pour le compte ont été effectués le 25 mai 2018.<sup>312</sup> Il n'est pas clair qui a effectué les transferts de fonds qui ont servi à couvrir les frais.

---

306Communiqué de presse, U.S. Dep't of Just, chef d'une organisation soutenue par un conglomérat énergétique chinois et ancien ministre des affaires étrangères du Sénégal, accusé de corruption de hauts fonctionnaires africains (20 novembre 2017), <https://www.justice.gov/usaosdny/pr/head-organization-backed-chinese-energy-conglomerate-and-former-foreign-minister>.

307Alexandra Stevenson, David Barboza, Matthew Goldstein et Paul Mozur, *un magnat chinois à la recherche du pouvoir et de l'influence. Washington a répondu*. The New York Times (12 décembre 2018), <https://www.nytimes.com/2018/12/12/business/cefc-biden-china-washington-ye-jianming.html>.

308Communiqué de presse, U.S. Dep't of Just, Patrick Ho, ancien chef d'une organisation soutenue par un conglomérat énergétique chinois, condamné à 3 ans de prison pour corruption internationale et blanchiment d'argent (25 mars 2019), <https://www.justice.gov/usao-sdny/pr/patrick-ho-former-head-organization-backed-chinese-energy-conglomerate-sentenced-3>.  
309Communiqué de presse, U.S. Dep't of Just, ancien chef d'une organisation soutenue par un conglomérat énergétique chinois condamné à trois ans de prison pour des délits de corruption internationale et de blanchiment d'argent (25 mars 2019), <https://www.justice.gov/opa/pr/former-head-organization-backed-chinese-energy-conglomerate-sentenced-three-years-prison>.  
*Id.*

310Benjamin Kang Lim, *président du CEFC en Chine, enquêté pour des crimes économiques présumés* : source, REUTERS (28 février 2018), <https://www.reuters.com/article/us-china-cefc-probe-idUSKCN1GD3O9>.

311Javier Blas et Elena Mazneva, *Qatar Steps In to Buy Rosneft Stake After China Deal Collapses*, BLOOMBERG (5 mai 2018), <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-05-04/china-s-cefc-won-t-buy-rosneft-shares-from-glencore-led-group>.  
312DOCUMENT CONFIDENTIEL 9 (dans les fichiers de la Commission).

*Id.* (Les fonds utilisés pour garantir le compte ont été restitués sous forme de chèque à l'ordre de Hudson West III et Robert H. Biden et déposés sur le même compte que celui d'où ils avaient été initialement retirés).

Après l'arrestation de Ye par le gouvernement chinois en février 2018, il a été rapporté que le Shanghai Guosheng Group, une agence chinoise qui serait contrôlée par le gouvernement municipal de Shanghai, avait pris en charge la gestion et les opérations quotidiennes du CEFC.<sup>313</sup> En outre, en mars 2018, il a été annoncé que l'entreprise d'État chinoise Citic Group négociait une prise de participation allant jusqu'à 49 % dans l'unité européenne de la CEFC.<sup>314</sup> Là encore, Citic figure parmi les partenaires et les alliances chinoises du groupe Thornton.<sup>315</sup> Suite à ces prises de contrôle par le gouvernement chinois, les paiements de Hudson West III à Owasco semblent avoir continué jusqu'en septembre 2018.<sup>428</sup>

#### e. Conclusion

Les documents acquis par les comités montrent que Hunter Biden et sa famille étaient impliqués dans un vaste réseau financier qui les reliait à des ressortissants étrangers et à des gouvernements étrangers dans le monde entier. Hunter Biden et Archer, en particulier, ont noué des relations financières importantes et constantes avec l'oligarque corrompu Mykola Zlochevsky pendant qu'ils travaillaient pour la Birmanie et leurs entreprises ont tiré des millions de dollars de cette association tandis que Joe Biden était le vice-président et le visage public de la politique de l'administration Obama en Ukraine. Rosemont Seneca Thornton, une société d'investissement cofondée par Hunter Biden, a reçu 3,5 millions de dollars par virement bancaire d'Elena Baturina, qui aurait reçu des contrats de construction illégaux de son mari, l'ancien maire de Moscou. En outre, l'apparente réception par Archer d'argent pour une voiture de Kenges Rakishev du Kazakhstan alors que le vice-président Biden était à Kiev est particulièrement inquiétante compte tenu du moment choisi. Enfin, le travail de Biden et d'Archer avec des ressortissants chinois liés au régime communiste illustre les liens financiers profonds qui se sont accélérés pendant que son père était vice-président et se sont poursuivis après qu'il a quitté ses fonctions.

Biden et Archer ont trouvé des partenaires consentants dans des ressortissants chinois liés à la Régime communiste. Leur travail en Chine a commencé au moins en 2009, avec la création de Rosemont Seneca s'associe à Heinz, le beau-fils du secrétaire d'État John Kerry. Puis, quelques années plus tard, Biden et Archer ont formé BHR avec Bohai Capital et ont reçu leur autorisation de licence d'exploitation en Chine peu après que Biden se soit rendu dans ce pays avec son père, le vice-président Biden.

Les relations et les associations financières de Hunter Biden semblent s'être considérablement accélérées après qu'il se soit associé à Ye Jianming, qui avait des liens profonds avec le régime communiste et l'APL. Cependant, cela ne semble pas avoir eu d'impact

---

313 Josephine Mason et Aizhu Chen, *le CEFC chinois repris par l'agence gouvernementale de Shanghai : Rapport du SCMP*, REUTERS (2 mars 2018), <https://www.reuters.com/article/us-china-cefc-probe/chinas-cefc-taken-over-by-shanghai-government-agency-scmpreport-idUSKCN1GE0X3>.

314 Chen Aizu, *CITIC Group in talks for up to 49 percent stake in CEFC unit*, REUTERS (20 mars 2018), <https://www.reuters.com/article/us-china-cefc-citic-group/citic-group-in-talks-for-up-to-49-percent-stake-in-cefc-unitidUSKBN1GW018>.

315 Alliances/Clients, Thornton Group, <http://www.thorntonai.com/english/alliances.html>.

<sup>428</sup> DOCUMENT CONFIDENTIEL 7 (dans les archives de la Commission).

sur Hunter Biden, qui a gagné des millions grâce à cette relation. En effet, Hunter Biden et sa famille, y compris James et Sara Biden, se sont associés à d'autres ressortissants chinois tels que Gongwen Dong. Dans un cas, les trois hommes ont fait des dépenses de 100 000 dollars après que Gongwen Dong et Hunter Biden aient ouvert un compte commun. De plus, Hunter Biden a reçu des millions de dollars sur une période de plusieurs années de la part des sociétés de Gongwen Dong. D'après les dossiers acquis par les commissions, nombre de ces transactions impliquaient une activité financière potentiellement criminelle.

Les documents acquis par les comités montrent des liens financiers constants, significatifs et étendus entre Hunter Biden, James Biden, Sara Biden, Devon Archer et des ressortissants chinois liés au régime communiste et à l'APL, ainsi que d'autres ressortissants étrangers aux antécédents douteux. Ces liens et les importantes sommes d'argent transférées entre eux et parmi eux ne soulèvent pas seulement des problèmes de conflits d'intérêts, mais aussi des problèmes financiers criminels, de contre-espionnage et d'extorsion. Les comités continueront à évaluer les preuves en leur possession.



## XII. CONCLUSION.

Comme l'explique le rapport des présidents, le rôle de Hunter Biden au sein du conseil d'administration de la Birmanie a eu un impact négatif sur les efforts des personnes dévouées qui luttèrent pour faire adopter des mesures anticorruption en Ukraine. Le fils du vice-président ayant un lien direct avec une société corrompue et son propriétaire, les fonctionnaires du Département d'État ont dû maintenir une connaissance de la situation concernant l'association de Hunter Biden avec la Birmanie. Malheureusement, les fonctionnaires américains n'ont pas eu d'autre choix que d'endurer la "maladresse" de continuer à promouvoir un programme de lutte contre la corruption en Ukraine alors que le fils du vice-président siégeait au conseil d'administration d'une société ukrainienne dont le propriétaire était corrompu. Comme l'a déclaré George Kent, il "aurait conseillé à n'importe quel Américain de ne pas entrer au conseil d'administration de la société de Zlochevsky".<sup>316</sup> Pourtant, même si la position de Hunter Biden au conseil d'administration de la Birmanie a jeté une ombre sur le travail de ceux qui font avancer les réformes anticorruption en Ukraine, les comités n'ont connaissance que de deux personnes qui ont fait part de leurs préoccupations à leurs supérieurs. Malgré les efforts de ces personnes, leurs préoccupations semblent être tombées dans l'oreille d'un sourd.

Le démenti de l'ancien secrétaire d'État Kerry, en décembre 2019, selon lequel il n'avait aucune connaissance de Hunter Biden ou de la Birmanie, est en contradiction avec les preuves découvertes par les commissions. Kerry a été informé sur Hunter Biden, la Birmanie et Christopher Heinz le jour après que la Birmanie ait annoncé que Hunter Biden avait rejoint son conseil d'administration. En outre, le conseiller principal du secrétaire d'État Kerry lui a envoyé des clips de presse et des articles concernant l'adhésion de Hunter Biden au conseil d'administration. Cela semble être un autre exemple de l'ignorance flagrante par les hauts fonctionnaires de l'administration Obama de l'association de Hunter Biden avec la Birmanie.

Plusieurs témoins ont souligné les efforts déployés pour permettre une enquête fructueuse sur Zlochevsky, et ont également noté que la décision américaine de conditionner une garantie de prêt d'un milliard de dollars a été prise en partie en raison de l'échec du procureur général ukrainien de l'époque à poursuivre une affaire contre Zlochevsky. Mais en fin de compte, entre 2014 et 2017, malgré l'effort concerté de nombreux responsables américains, aucun des trois différents procureurs généraux ukrainiens n'a tenu Zlochevsky pour responsable.

L'administration Obama et la boutique de lobbying démocrate Blue Star Strategies ont eu des contacts réguliers et étendus avec Andrii Telizhenko pendant plusieurs années. Pourtant, malgré ces contacts bien documentés avec des fonctionnaires démocrates, les démocrates ont tenté d'accuser cette enquête d'avoir reçu de Telizhenko des documents liés à Blue Star. Certains démocrates ont même (à tort) identifié Telizhenko comme le "témoin vedette" des comités.<sup>317</sup>

---

<sup>316</sup>Témoignage de George Kent à 110 ans.

<sup>317</sup>Ron Wyden, membre du classement, Wyden prend la parole au Sénat pour traiter de la désinformation russe dans le cadre d'une enquête du Congrès entachée d'irrégularités, élections de 2020 (16 septembre 2020), <https://www.finance.senate.gov/wyden-takes-to-senate-floor-to-address-russiandisinformation-in-flawed-congressional-investigation-2020-election>.

Bien qu'il ait produit un petit nombre de documents liés à Blue Star pour les comités, ces derniers ne l'ont jamais interrogé dans le cadre de cette enquête.

Même si la quasi-totalité des dossiers des commissions proviennent d'agences américaines et de  
ou des personnes, les démocrates ont à plusieurs reprises mal interprété les faits de cette enquête et l'ont présentée comme une campagne de désinformation russe. Ce faisant, ils ont commodément ignoré leur propre longue histoire de rencontre avec Telizhenko et son travail de longue date pour un magasin de lobbying démocrate. Si les démocrates craignent que Telizhenko ne présente un risque quelconque de faire avancer la désinformation, il est à noter que les membres du classement n'ont pas exprimé de curiosité quant à son travail avec l'administration Obama ou Blue Star Strategies.

Les documents acquis par les comités montrent également que Hunter Biden et sa famille étaient impliqués dans un vaste réseau financier qui les reliait à des ressortissants étrangers et à des gouvernements étrangers dans le monde entier. Hunter Biden et Devon Archer, en particulier, ont noué des relations financières importantes et constantes avec l'oligarque corrompu Mykola Zlochevsky lorsqu'ils travaillaient pour la Birmanie, et leurs entreprises ont tiré des millions de dollars de cette association alors que Joe Biden était vice-président et le visage public de la politique de l'administration Obama à l'égard de l'Ukraine. Rosemont Seneca Thornton, une société d'investissement cofondée par Hunter Biden, a reçu 3,5 millions de dollars par virement bancaire d'Elena Baturina, qui aurait reçu des contrats de construction illégaux de son mari, le maire de Moscou à l'époque. En outre, l'apparente réception par Archer d'argent pour une voiture de Kenges Rakishev du Kazakhstan alors que le vice-président Biden était à Kiev est particulièrement inquiétante compte tenu du moment choisi. Enfin, le travail de Biden et d'Archer avec des ressortissants chinois liés au régime communiste illustre les liens financiers profonds qui se sont accélérés pendant que Joe Biden était vice-président et qui se sont poursuivis après qu'il a quitté ses fonctions.

L'enquête des présidents s'est heurtée à de nombreux obstacles de la part de la minorité et des agences exécutives qui n'ont pas répondu aux demandes de documents. Par conséquent, il reste beaucoup de travail à faire.

---

Les comités ont reçu de Telizhenko un petit nombre de documents relatifs à ses communications avec Blue Star Strategies et à son travail ultérieur pour cette organisation. Le membre du classement Peters et le membre du classement Wyden ont accès à ces documents mais ont refusé de les recevoir ou de les examiner. S'ils l'avaient fait, ils auraient constaté que le Département d'État, les Archives nationales et Blue Star Strategies (après avoir reçu une assignation à comparaître) ont produit la plupart des mêmes documents aux comités. Ils auraient également remarqué les courriels et les messages textes que Blue Star n'a pas pu fournir aux comités.

